

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

GOLDMAN SACHS INTERNATIONAL

Société de droit étranger
Siège social : Plumtree Court, 25 Shoe Lane, London, United Kingdom, EC4A 4AU (Royaume-Uni)
N° d'entreprise : 02263951

Succursale en France : 85 Avenue Marceau 75116 PARIS
829 164 003 RCS PARIS

Comptes annuels 2024**I. — Bilan**

(En millions de dollars.)

Actif	Note	En décembre	
		2024	2023
Trésorerie et équivalents de trésorerie	24	\$ 11 601	\$ 35 689
Contrats garantis	10	192 546	262 817
Créances clients et autres	11	76 886	72 888
Actifs détenus à des fins de transaction (dont 65 392 USD et 58 352 USD nantis à titre de garantie)	12	826 082	828 362
Autres actifs (dont 0 USD et 25 USD donnés à titre de garantie)	13	3 759	3 799
Total de l'actif		\$ 1 110 874	\$ 1 203 555

Passif	Note	En décembre	
		2024	2023
Financements garantis	17	\$ 169 696	\$ 215 476
Dettes clients et autres	18	107 164	115 201
Passifs détenus à des fins de transaction	12	711 221	737 610
Emprunts non garantis	19	76 811	90 267
Autres passifs	20	5 765	4 882
Total du passif		1 070 657	1 163 436
Capitaux propres			
Capital social	21	598	598
Compte primes d'émission		5 568	5 568
Autres instruments de capitaux propres	22	5 500	5 500
Report à nouveau		28 911	28 800
Autres éléments du résultat global cumulés		-360	-347
Total capitaux propres		40 217	40 119
Total du passif et des capitaux propres		\$ 1 110 874	\$ 1 203 555

Les états financiers ont été approuvés par le Conseil le 20 mars 2025 et signés en son nom par :

L. A. Donnelly
Administrateur
21 mars 2025

II. — Compte de résultat

(En millions de dollars.)	Note	Exercice clos en décembre	
		2024	2023
Gains ou pertes sur instruments financiers mesurés à la juste valeur par le biais du compte de résultat		\$ 10 035	\$ 10 861

Frais et commissions		2 148	1 886
Autres produits		—	1 443
Produits hors intérêts		12 183	14 190
Produits d'intérêts sur instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat		11 118	9 234
Produits d'intérêts sur instruments financiers évalués au coût amorti		13 685	12 304
Charges d'intérêts sur instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat		-10 131	-10 753
Charges d'intérêts sur instruments financiers évalués au coût amorti		-16 629	-13 773
Charges d'intérêts nettes		-1 957	-2 988
Produit net	5	10 226	11 202
Charges d'exploitation nettes	6	-6 553	-6 136
Résultat avant impôts		3 673	5 066
Impôt sur les bénéfices	9	-874	-915
Résultat de l'exercice		\$ 2 799	\$ 4 151

Le produit net et le résultat avant impôt de la société proviennent des activités poursuivies lors de l'exercice en cours et des exercices précédents.

III. — État des flux de trésorerie

(En millions de dollars.)	Note	Exercice clos en décembre	
		2024	2023
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation			
Trésorerie générée/(consommée) par l'exploitation	24	\$ -20 688	\$ 27 672
Impôts perçus		3	1
Impôts payés		-543	-515
Flux net de trésorerie générés/(consommés) par les activités d'exploitation		-21 228	27 158
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Investissements immobiliers, améliorations locatives, immobilisations corporelles et incorporelles		-275	-223
Achat d'investissements		-3	—
Produits de cession de participations		133	17
Trésorerie nette consommée par les activités d'investissement		-145	-206
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Rachat d'obligations Additional Tier 1	24	—	-2 273
Recettes provenant de l'émission de prêts intragroupe éligibles au MREL	24	1 700	—
Encaissements sur émissions de prêts subordonnés	24	—	1 500
Intérêts payés sur les obligations Additional Tier 1	24	-495	-643
Intérêts payés sur prêts subordonnés et prêts intragroupe éligibles au MREL	24	-1 828	-1 623
Dividendes en numéraire versés	23	-2 186	-1 684
Paiements au titre des passifs locatifs		-2	-2
Flux de trésorerie nets consommés par les activités de financement		-2 811	-4 725
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, nette des découverts		-24 184	22 227
Trésorerie et équivalents de trésorerie, nets des découverts, solde de début		35 452	11 639
Gains de change sur trésorerie et équivalents de trésorerie, nets des découverts		307	1 586
Trésorerie et équivalents de trésorerie, nets des découverts, solde de fin	24	\$ 11 575	\$ 35 452

Voir la Note 27 pour des informations sur les activités autres que la trésorerie liées au transfert de l'activité britannique de gestion d'actifs de la société en 2023.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

IV. — État du résultat global

(En millions de dollars.)	Note	Exercice clos en décembre	
		2024	2023
Résultat de l'exercice		\$ 2 799	\$ 4 151
Autres éléments du résultat global			
Éléments non recyclables ultérieurement en résultat			
Gain/(perte) actuariel relatif au régime de retraite	14	3	-118
Ajustement de la valeur de la dette	19	-31	-183
Impôt différé britannique comptabilisé en autres éléments du résultat global	15	5	85
Impôt de l'exercice britannique comptabilisé en autres éléments du résultat global		3	-1
Autres éléments du résultat global de l'exercice, nets d'impôts		-20	-217
Total du résultat global de l'exercice		\$ 2 779	\$ 3 934

V. — État des variations des capitaux propres

(En millions de dollars.)	Note	Exercice clos en décembre	
		2024	2023
Capital social			
Solde de début		\$ 598	\$ 598
Solde final		598	598
Compte primes d'émission			
Solde de début		5 568	5 568
Solde final		5 568	5 568
Autres instruments de capitaux propres			
Solde de début		5 500	8 300
Rachat d'obligations Additional Tier 1	22	—	-2 800
Solde final		5 500	5 500
Report à nouveau			
Solde de début		28 800	27 870
Résultat de l'exercice		2 799	4 151
Transfert de l'ajustement de la valeur de la dette réalisé en report à nouveau, net d'impôt	19	-7	3
Différence entre la valeur comptable et la juste valeur des titres Additional Tier 1 rachetés	22	—	527
Intérêts sur obligations Additional Tier 1	22	-495	-643
Dividendes en numéraire versés	23	-2 186	-1 684
Distribution en nature	23	—	-1 424
Rémunérations fondées sur des actions	8	385	334
Refacturation des frais de gestion liés aux rémunérations fondées sur des actions	8	-385	-334
Solde final		28 911	28 800
Autres éléments du résultat global cumulés			
Solde de début		-347	-127
Autres éléments du résultat global		-20	-217
Transfert de l'ajustement de la valeur de la dette réalisé en report à nouveau, net d'impôt	19	7	-3
Solde final		-360	-347
Total capitaux propres		\$ 40 217	\$ 40 119

Voir la Note 23 pour de plus amples informations sur les dividendes et les distributions. Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

VI. — Notes annexes aux états financiers

Note 1. — Informations générales

La société est une private unlimited company constituée et domiciliée en Angleterre et au Pays de Galles. L'adresse de son siège social est Plumtree Court, 25 Shoe Lane, Londres, EC4A 4AU, Royaume-Uni.

La société mère immédiate de la société est Goldman Sachs Group UK Limited (GSG UK), une société constituée et domiciliée en Angleterre et au Pays de Galles. GSG UK et ses filiales consolidées forment « GSG UK Group ». La société contrôlante ultime et la société mère du plus petit et du plus grand groupe pour lequel des états financiers consolidés sont établis est The Goldman Sachs Group, Inc., une société constituée aux États-Unis d'Amérique. Des copies de ses états financiers consolidés, ainsi que certains documents réglementaires, par exemple les rapports trimestriels sur le formulaire 10-Q et le rapport annuel sur le formulaire 10-K, qui fournissent des informations supplémentaires sur GS Group et ses activités commerciales, peuvent être obtenus auprès du service Investor Relations, 200 West Street, New York, NY 10282, États-Unis d'Amérique, principal établissement de GS Group, ou sur www.goldmansachs.com/investor-relations.

Informations au titre du pilier 3 de Bâle III

La société est incluse dans les informations consolidées au titre du pilier 3 de GSG UK, comme l'exige le cadre de fonds propres britannique. Les informations au titre du pilier 3 de décembre 2024 de GSG UK seront disponibles conjointement avec la publication de ses informations financières consolidées sur www.goldmansachs.com/disclosures.

Déclaration pays par pays

La société est incluse dans les déclarations consolidées pays par pays de GSG UK, conformément aux exigences de fonds propres (déclaration pays par pays) Regulations 2013. La déclaration pays par pays de décembre 2024 de GSG UK sera disponible d'ici le 31 décembre 2025 sur www.goldmansachs.com/disclosures.

Note 2. – Méthode de comptabilité

Déclaration de conformité

Ces états financiers ont été établis conformément aux normes comptables internationales adoptées au Royaume-Uni, aux exigences de la loi sur les sociétés de 2006, telle qu'applicable aux sociétés qui publient leurs rapports en vertu de ces normes, et aux normes internationales d'information financière (IFRS) adoptées en vertu du règlement (CE) n° 1606/2002 telles qu'applicables dans l'UE. (IFRS telles qu'applicables dans l'UE).

Au cours de l'exercice clos en décembre 2024, les normes comptables internationales adoptées au Royaume-Uni, applicables à la société, étaient conformes aux normes IFRS telles qu'applicables dans l'UE.

Ces états financiers ont été établis sur la base du coût historique (modifié comme expliqué dans les rubriques « Actifs et passifs financiers » et « Régimes de retraite » ci-dessous).

Continuité d'exploitation

Ces états financiers ont été établis selon le principe de la continuité de l'exploitation. Les administrateurs estiment que la société dispose de fonds propres et de ressources suffisants pour poursuivre ses activités pendant une période d'au moins douze mois à compter de la date d'autorisation de publication des présents états financiers. Pour parvenir à cette conclusion, les administrateurs ont tenu compte des résultats financiers de la société, de ses activités de gestion du capital et de la liquidité, comme indiqué dans la Partie I du présent rapport annuel.

Consolidation

La société a choisi de ne pas établir d'états financiers consolidés, comme l'autorise l'article 402 de la loi sur les sociétés de 2006, car ses filiales ne sont pas importantes aux fins de donner une image fidèle et sincère. Ces états financiers sont des états financiers individuels.

Note 3. – Principes comptables significatifs

Méthodes comptables

Comptabilisation des produits. Le produit net comprend le bénéfice net provenant de transactions, tant avec des tiers qu'avec des affiliés de GS Group, sur produits dérivés, titres et autres instruments financiers, ainsi que les frais et commissions. Ce montant inclut les intérêts et dividendes associés.

Actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat

Les actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont comptabilisés à la juste valeur avec les gains et pertes réalisés et latents, ainsi que les produits et charges d'intérêts et de dividendes associés inclus dans le produit net, à l'exception des variations de juste valeur des passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat attribuables aux spreads de crédit propres (debt valuation adjustment ou DVA) qui sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, à moins que cela ne crée ou n'amplifie une discordance comptable dans le compte de résultat. Les actifs financiers sont évalués au cours acheteur et les passifs financiers au cours vendeur. Les évaluations à la juste valeur n'incluent pas les coûts de transaction. La société évalue certains actifs et passifs financiers en tant que portefeuille (c'est-à-dire en fonction de son exposition nette aux risques de marché et/ou de crédit).

Les gains et pertes latents liés à la variation de juste valeur des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont comptabilisés à partir de la date de négociation en produit net ou autres éléments du résultat global dans le cas de DVA.

Les intérêts contractuels sont inclus dans les produits et charges d'intérêts pour tous les instruments autres que les instruments financiers hybrides à la juste valeur par le biais du compte de résultat, pour lesquels les intérêts contractuels sont inclus dans les gains et pertes sur instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

Les revenus provenant de contrats conclus avec des clients pour des services tels que la banque d'investissement, la gestion d'investissement, l'exécution et la compensation (contrats conclus avec des clients) sont comptabilisés lorsque les obligations de performance liées à la transaction sous-jacente sont remplies.

Lorsque la société comptabilise des produits en sa qualité de mandant dans une transaction et engage des charges pour satisfaire tout ou partie de ses obligations de performance dans le cadre de ces transactions, la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » (IFRS 15) impose de déclarer ces produits bruts des charges associées. Ces produits sont inclus dans le produit net et ces charges sont incluses dans les charges liées aux transactions et autres charges (ci-après dénommées « charges IFRS 15 »).

La société est considérée comme le mandant dans la transaction si elle a l'obligation principale de fournir le service au client. La société satisfait à l'obligation de performance par elle-même, ou en engageant d'autres affiliés de GS Group pour satisfaire à tout ou partie de ses obligations de performance pour son compte.

La comptabilisation du produit net se fait de la manière suivante :

— Conseil financier et souscription

Les commissions de conseil financier et de prise ferme sont comptabilisées en résultat lorsque les services liés aux transactions sous-jacentes sont réalisés dans les conditions de la mission.

— Transactions d'exécution et de compensation client

Les revenus des commissions et frais d'exécution et de compensation des opérations des clients sur les marchés d'actions, d'options et de contrats à terme, ainsi que les opérations de gré à gré, sont comptabilisés en revenus nets au jour de l'exécution de l'opération.

— Services de gestion d'investissement

Les commissions de gestion sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice et sont généralement calculées en pourcentage de la valeur nette d'inventaire moyenne d'un fonds ou d'un compte géré séparément. Tous les frais de gestion sont comptabilisés sur la période au cours de laquelle le service correspondant est fourni.

Les commissions de surperformance sont calculées sous la forme d'un pourcentage de la performance d'un fonds ou d'un pourcentage de la performance excédentaire d'un fonds au-delà d'un indice de référence ou d'un autre objectif de performance. Les commissions de surperformance perçues d'un fonds ou d'un compte géré séparément sont comptabilisées lorsqu'il est probable qu'une reprise significative de ces commissions ne se produira pas, c'est-à-dire lorsque ces commissions ne sont plus soumises aux fluctuations de la valeur de marché des investissements détenus par le fonds ou le compte géré séparément.

Information sectorielle. Les administrateurs gèrent les métiers de la société comme un seul segment opérationnel et, par conséquent, aucune information sectorielle n'a été fournie.

Avantages à court terme du personnel. Les avantages à court terme, tels que les salaires et traitements, sont évalués sur une base non actualisée et comptabilisés en charges sur la période au cours de laquelle le salarié fournit le service à la société. Une provision est constituée pour la rémunération discrétionnaire de fin d'exercice, qu'elle soit versée en numéraire ou en actions lorsque, en raison de la politique de la société et des pratiques passées, une obligation implicite existe à la date de clôture.

Rémunérations fondées sur des actions. Group Inc. octroie des attributions sous forme d'actions gratuites (restricted stock units ou RSU) aux salariés de la société en échange des services des salariés. Group Inc. émet généralement de nouvelles actions ordinaires lors de la remise des attributions fondées sur des actions et la société n'a pas l'obligation de régler les attributions. Les attributions sont donc classées comme réglées en actions. Par conséquent, le coût des transactions fondées sur des actions avec les salariés est évalué sur la base de la juste valeur de l'attribution à la date de son octroi. La société comptabilise la juste valeur à la date d'octroi de l'attribution en rémunérations et prestations sociales au compte de résultat, avec un crédit correspondant passé directement en capitaux propres. Pour les attributions fondées sur des actions qui ne nécessitent pas de services futurs (c.-à-d. les attributions acquises, qui comprennent les attributions accordées aux salariés admissibles à la retraite), la juste valeur à la date d'octroi est immédiatement passée en charges. Pour les attributions fondées sur des actions qui nécessitent des services futurs, la juste valeur à la date d'octroi est comptabilisée sur la période de service concernée. Il est tenu compte des annulations prévues lors de la détermination du montant des attributions dont l'acquisition est prévue et, par conséquent, des rémunérations fondées sur des actions des salariés. Les équivalents de dividendes en espèces, sauf interdiction réglementaire, sont généralement payés sur les actions gratuites en circulation.

La société a également conclu un accord de rétrocession avec Group Inc. en vertu duquel elle s'engage à verser à Group Inc., à la date de livraison des actions, un montant en espèces égal (a) à la juste valeur de ces attributions à la date d'octroi et (b) aux variations ultérieures de la juste valeur de ces attributions entre la date d'octroi et la livraison finale aux salariés (postérieure à la date d'acquisition). La société comptabilise (a) en constatant une dette envers le Group Inc. en autres dettes sur la base de la juste valeur à la date d'octroi de l'attribution, avec un débit correspondant passé directement en capitaux propres et (b) en enregistrant la variation ultérieure de la juste valeur des attributions entre la date d'octroi et la livraison finale aux salariés en rémunération et avantages sociaux dans le compte de résultat, et en passant l'augmentation ou la diminution correspondante en autres dettes. Par conséquent, l'opération de paiement fondé sur des actions et l'accord de rétrocession donnent lieu, dans leur ensemble, à une charge totale passée en compte de résultat sur la base de la juste valeur à la date d'octroi des attributions ajustée des variations ultérieures de la juste valeur de ces attributions jusqu'à leur livraison.

Impôts à payer et impôts différés. L'impôt à payer est calculé sur la base des lois fiscales promulguées ou quasi promulguées à la date de clôture dans les pays où la société opère et génère des revenus imposables.

Un impôt différé est comptabilisé au titre de toutes les différences temporelles nées, mais non reprises à la date de clôture, lorsque des transactions ou événements se sont produits à cette date entraînant une augmentation future ou une diminution future d'impôt, avec les exceptions suivantes :

- Les actifs d'impôt différé ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'il existera des bénéfices imposables appropriés sur lesquels pourra être déduite la reprise future des différences temporelles sous-jacentes.
- Les impôts différés sont évalués sur une base non actualisée aux taux d'imposition qui sont censés s'appliquer au cours des périodes au cours desquelles les différences temporelles s'inversent, sur la base des taux d'imposition et des lois promulguées ou quasi promulguées à la date de clôture.

L'impôt exigible et l'impôt différé sont généralement constatés dans le compte de résultat ou directement dans les autres éléments du résultat global en fonction du compte où la plus-value ou moins-value a été comptabilisée. L'impôt sur les intérêts des obligations AT1 est comptabilisé au compte de résultat.

Dividendes et distributions. Les dividendes finaux en numéraire sont comptabilisés au passif et déduits des capitaux propres de la période au cours de laquelle les dividendes sont approuvés par l'actionnaire de la société. Les dividendes intérimaires en numéraire sont comptabilisés et déduits des capitaux propres lors de leur paiement. Les distributions en nature sont comptabilisées et déduites des fonds propres lorsqu'elles sont approuvées par l'actionnaire de la société.

Trésorerie et équivalents de trésorerie. Cela inclut les liquidités en banque et les dépôts au jour le jour très liquides détenus dans le cours normal des affaires.

Devises étrangères. Les états financiers de la société sont présentés en dollars américains, qui est également la monnaie fonctionnelle de la société.

Les transactions libellées en devises étrangères sont converties en dollars américains aux taux de change en vigueur à la date à laquelle la transaction a eu lieu. Les actifs et passifs monétaires, ainsi que les actifs et passifs non monétaires évalués à la juste valeur, libellés en devises étrangères sont convertis en dollars américains aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les gains et pertes de change sont comptabilisés en résultat avant impôt.

Actifs et passifs financiers

Comptabilisation et décomptabilisation

Les actifs et passifs financiers, autres que les instruments de trésorerie achetés ou vendus de manière régulière, sont comptabilisés lorsque la société devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif financier expirent ou si la société transfère l'actif financier et que le transfert est éligible à la décomptabilisation. Un actif financier transféré peut être décomptabilisé si la société transfère la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de l'actif financier ; ou si la société ne transfère ni ne conserve la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de l'actif financier, mais ne conserve pas le contrôle. Les passifs financiers ne sont décomptabilisés que lorsqu'ils sont éteints, c'est-à-dire lorsque l'obligation prévue au contrat est éteinte, est annulée ou a expiré.

Les instruments de trésorerie achetés ou vendus de manière régulière sont comptabilisés et décomptabilisés en utilisant la méthode de la comptabilisation à la date de règlement.

Classement et évaluation : Actifs financiers

La société classe les actifs financiers tels qu'ils sont ultérieurement évalués au coût amorti ou à la juste valeur par le biais du compte de résultat sur la base à la fois du modèle économique de la société pour la gestion des actifs financiers et des caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie des actifs financiers. Le modèle économique reflète la manière dont la société gère certains groupes d'actifs afin de générer des flux de trésorerie futurs. Lorsque le modèle économique de la société consiste à détenir les actifs pour collecter les flux de trésorerie contractuels, la société évalue ensuite si les flux de trésorerie des actifs financiers représentent uniquement des remboursements du principal et des intérêts. Les actifs financiers intégrant des dérivés (instruments hybrides) font également l'objet de la même évaluation.

• **Actifs financiers évalués au coût amorti.** Les actifs financiers détenus en vue de la collecte des flux de trésorerie contractuels et dont les flux de trésorerie représentent uniquement des remboursements de principal et des intérêts sont évalués au coût amorti. La société détermine si les flux de trésorerie représentent des accords de prêt basiques, et lorsque les conditions contractuelles introduisent une exposition à un risque ou à une volatilité incompatibles avec un accord de prêt basique, l'actif financier est obligatoirement évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultat (voir ci-dessous). Les actifs financiers évalués au coût amorti sont initialement évalués à la juste valeur augmentée des coûts de transaction, puis au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un instrument financier et de répartition des produits d'intérêts sur la période concernée. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les rentrées de trésorerie futures estimées sur la durée de vie prévue de l'actif financier ou, le cas échéant, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif financier. Lors du calcul du taux d'intérêt effectif, la société estime les flux de trésorerie en tenant compte de toutes les conditions contractuelles de l'actif financier, mais ne tient pas compte des pertes de crédit futures. Les produits financiers sont enregistrés en produit net. Les actifs financiers évalués au coût amorti comprennent :

- Trésorerie et équivalents de trésorerie ;
- Certains contrats garantis, qui sont constitués de certains contrats de prise en pension et de la majorité des titres empruntés ;
- Créances clients et autres ; et
- Certains autres actifs, qui se composent de certains prêts, de créances diverses et autres.

• **Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat.** Les actifs financiers qui ne sont pas détenus aux fins de la perception de flux de trésorerie contractuels et/ou qui n'ont pas de flux de trésorerie et qui représentent uniquement des remboursements de principal et des intérêts sont obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Les actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur sont initialement évalués à la juste valeur et les coûts de transaction sont comptabilisés en charges dans le compte de résultat. Ces actifs financiers sont ensuite évalués à leur juste valeur et les gains ou pertes sont comptabilisés dans le produit net. Les actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur comprennent :

- Certains contrats garantis, qui sont constitués de la majorité des contrats de prise en pension et de certains titres empruntés ;
- Les actifs détenus à des fins de transaction, portant sur la négociation d'instruments et de dérivés de trésorerie ;
- Certains autres actifs, qui se composent de certains prêts et d'investissements.

Classement et évaluation : Passifs financiers

La société classe ses passifs financiers dans les catégories ci-dessous en fonction de l'objectif pour lequel ils ont été acquis ou créés.

• **Passifs financiers détenus à des fins de transaction.** Les passifs financiers détenus à des fins de transaction sont initialement évalués à la juste valeur puis ultérieurement à la juste valeur par le biais du compte de résultat, les gains ou pertes étant comptabilisés en revenus nets. Les passifs financiers détenus à des fins de transaction comprennent les passifs de transaction suivants :

- Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction ; et
- Produits dérivés.

• **Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat.** La société désigne certains passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Les passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont initialement évalués à la juste valeur puis ultérieurement à la juste valeur par le biais du compte de résultat, l'ajustement de la valeur de la dette étant comptabilisé en autres éléments du résultat global, si cela ne crée pas ou n'amplifie pas une discordance comptable, et les variations restantes de la juste valeur étant comptabilisées en produit net. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global attribuables aux spreads de crédit propres ne sont pas transférés ultérieurement en compte de résultat, même lors de la décomptabilisation d'un passif financier. Les principales raisons de la désignation de ces passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont les suivantes :

- Éliminer ou réduire de manière significative une incohérence d'évaluation ou de comptabilisation qui sinon aboutirait à évaluer des actifs ou des passifs, ou à comptabiliser des plus-values ou moins-values sur ces actifs ou passifs, sur des bases différentes ; et
- L'ensemble des passifs financiers, ou des actifs et passifs financiers, est géré et sa performance est évaluée sur la base de la juste valeur.

Les passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat comprennent :

- certains financements garantis, qui sont constitués de la majorité des contrats de mise en pension, de certains prêts de titres et de titres de créance émis, des prêts bancaires et autres emprunts, qui consistent en des instruments financiers hybrides, des transferts d'actifs comptabilisés comme des financements et non comme des ventes ; et
- Certains emprunts non garantis, notamment certains titres d'emprunt émis, la quasi-totalité des autres emprunts, certains prêts intragroupe et des contrats de matières premières payés d'avance.

Les instruments financiers hybrides sont des instruments qui contiennent des dérivés incorporés qui peuvent être séparés (ou « bifurqués »). La société peut séparer le dérivé incorporé de la dette associée ou bien désigner la totalité de l'instrument financier hybride à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Si la société sépare le dérivé incorporé de la dette associée, le dérivé est comptabilisé à la juste valeur et le contrat hôte est comptabilisé au coût amorti.

• **Passifs financiers évalués au coût amorti.** Les passifs financiers évalués au coût amorti sont initialement évalués à la juste valeur augmentée des coûts de transaction, puis évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Voir ci-dessus « Actifs financiers évalués au coût amorti » pour plus d'informations sur la méthode du taux d'intérêt effectif. Les coûts financiers, y compris les décotes attribuées à l'émission, sont comptabilisés dans les produits nets d'intérêts et charges d'intérêts. Les passifs financiers évalués au coût amorti comprennent :

- certains financements garantis, qui se composent de certains contrats de mise en pension, de la majorité des prêts de titres et de prêts intragroupe ;
- dettes clients et autres ;
- certains emprunts non garantis qui n'ont pas été désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat ; et
- les autres passifs, à savoir principalement les rémunérations et prestations sociales, les comptes de régularisation passif et autres.

Dépréciations

La société évalue les pertes de crédit attendues associées aux actifs financiers évalués au coût amorti sur une base prospective conformément aux dispositions de la norme IFRS 9. Les pertes de crédit attendues (Expected credit losses ou ECL) sont enregistrées en produit net. En décembre 2024 et en décembre 2023, les pertes de crédit attendues de la société n'étaient pas significatives.

Le modèle de dépréciation de la société repose sur l'évolution de la qualité de crédit depuis la comptabilisation initiale des actifs financiers évalués au coût amorti et intègre les trois étapes suivantes :

- **Étape 1.** Actifs financiers évalués au coût amorti qui ne sont pas dépréciés lors de la comptabilisation initiale et pour lesquels il n'y a pas eu d'augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale. L'ECL est évaluée à un montant égal aux pertes de crédit attendues résultant d'événements de défaut possibles au cours des douze prochains mois.

- **Étape 2.** Actifs financiers évalués au coût amorti pour lesquels il y a eu une augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, mais non encore considérés comme dépréciés. L'ECL est évaluée sur la base des pertes de crédit attendues à maturité.
- **Étape 3.** Actifs financiers évalués au coût amorti qui sont en défaut ou qui sont définis comme dépréciés. L'ECL est évaluée sur la base des pertes de crédit attendues à maturité.

La détermination du classement pertinent pour chaque actif financier dépend de la définition d'« augmentation significative du risque de crédit » (étape 1 à étape 2) et de la définition de « dépréciation du crédit » (étape 3). La société considère qu'un actif financier a connu une augmentation significative du risque de crédit lorsque certaines conditions quantitatives ou qualitatives sont remplies. La société considère qu'un actif financier fait l'objet d'une dépréciation de crédit lorsqu'il répond à la définition de défaut du risque de crédit, c'est-à-dire lorsque la société considère que le débiteur est peu susceptible de s'acquitter intégralement de ses obligations de crédit envers la société, sans que la société ait recours à des mesures telles que la réalisation de la garantie (si elle est détenue), ou que le débiteur a fait défaut sur un paiement et/ou est en souffrance depuis plus de 90 jours.

L'ECL est déterminée en projetant la probabilité de défaut, la perte en cas de défaut (loss given default ou LGD) et l'exposition en cas de défaut pour chaque exposition individuelle. Pour le calcul des pertes de crédit attendues, ces trois composantes sont multipliées ensemble et actualisées à la date de clôture. Le taux d'actualisation utilisé dans le calcul des ECL est le taux d'intérêt effectif d'origine. La probabilité de défaut représente la probabilité qu'un emprunteur manque à ses obligations financières. La perte en cas de défaut est l'estimation par la société de l'ampleur de la perte sur l'exposition au défaut, et tient compte, entre autres, de la garantie sur l'actif financier. L'exposition en cas de défaut est le montant que la société s'attend à devoir au moment où l'obligation financière fait défaut. La société utilise des notes internes du risque de crédit qui reflètent l'évaluation de la probabilité de défaut des contreparties individuelles. La société utilise plusieurs scénarios macroéconomiques dans le calcul des ECL, dont les pondérations font l'objet d'un examen et d'une approbation internes continus.

Le modèle ECL prend en compte la moyenne pondérée d'une fourchette de prévisions des conditions économiques futures. Les prévisions comprennent des scénarios économiques de base, favorables et défavorables sur une période de trois ans. Dans la mesure où la société possède des actifs financiers en étape 2 ou 3 dont la durée de vie prévue est supérieure à trois ans, le modèle revient aux informations historiques sur les pertes sur la base d'une approche modélisée non linéaire. La société fait preuve de jugement pour évaluer chaque trimestre des scénarios individuels en fonction de divers facteurs, notamment les perspectives économiques dérivées en interne, le consensus de marché, les conditions macroéconomiques récentes et les tendances sectorielles.

Les informations prospectives, telles que les principales variables économiques ayant un impact sur le risque de crédit et les pertes de crédit attendues, sont intégrées à la fois dans l'évaluation du classement par étapes et dans le calcul des ECL.

La société radie les actifs financiers, en tout ou en partie, lorsqu'elle a conclu qu'il n'est pas raisonnable d'attendre un recouvrement.

Classification des passifs financiers et des capitaux propres

Les passifs financiers et les instruments de capitaux propres sont classés en fonction de la substance des dispositions contractuelles. Un passif financier est un passif qui est une obligation contractuelle de livrer des espèces ou un autre actif financier à une autre entité, ou d'échanger des actifs financiers ou des passifs financiers avec une autre entité dans des conditions potentiellement défavorables à l'entité. Un instrument de capitaux propres est tout contrat qui met en évidence un intérêt résiduel dans les actifs de l'entité après déduction de tous les passifs. Les instruments sont évalués afin de déterminer s'ils contiennent à la fois des composantes passif et capitaux propres. La valeur comptable initiale d'un instrument financier composé est affectée en premier lieu à la composante passif, évaluée à la juste valeur, et les capitaux propres sont affectés au montant résiduel.

Compensation des actifs et des passifs financiers

Les actifs et passifs financiers sont compensés et le montant net est présenté au bilan lorsqu'il y a :

- au moment considéré un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés ; et
- l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Lorsque ces conditions ne sont pas remplies, les actifs et passifs financiers sont présentés au bilan pour leur montant brut.

Évaluation de la juste valeur

Voir la Note 29 pour plus de détails sur l'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs financiers de la société.

Couvertures de la juste valeur

La société applique la comptabilité de couverture conformément à la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » pour certains swaps de taux d'intérêt utilisés pour gérer l'exposition aux taux d'intérêt de certains emprunts à court et long terme non garantis à taux fixe. Pour être éligible à la comptabilité de couverture, la couverture du dérivé doit être très efficace pour réduire le risque lié à l'exposition couverte. En outre, la société doit documenter formellement la relation de couverture dès sa mise en place et évaluer la relation de couverture au moins une fois par trimestre afin de s'assurer que la couverture du dérivé continue d'être hautement efficace pendant toute la durée de la relation de couverture.

La société applique une méthode statistique qui utilise une analyse de régression pour évaluer l'efficacité de ses relations de couverture de juste valeur à compenser les variations de juste valeur de l'instrument de couverture et du risque couvert (c'est-à-dire le risque de taux d'intérêt). Un swap de taux d'intérêt est considéré comme très efficace pour compenser les variations de juste valeur attribuables aux variations du risque couvert lorsque l'analyse de régression aboutit à un coefficient de détermination supérieur ou égal à 80 % et à une pente comprise entre 80 % et 125 %. Les causes possibles d'inefficacité de ces couvertures sont les suivantes :

- Différences d'échéancier des flux de trésorerie entre l'élément couvert et l'instrument de couverture.
- Différences d'actualisation entre l'élément couvert et l'instrument de couverture, les dérivés cash collatéralisés étant actualisés à l'aide de courbes d'actualisation de Overnight Indexed Swap qui ne sont pas appliquées de manière homogène à l'élément couvert.
- Risque de crédit de contrepartie impactant les variations de juste valeur des swaps de taux d'intérêt non collatéralisés mais pas l'élément couvert sous-jacent.

Pour les couvertures de juste valeur éligibles, les gains ou pertes sur instruments dérivés et la variation de juste valeur de l'élément couvert attribuable au risque couvert sont inclus dans le produit net. Lorsqu'un dérivé n'est plus désigné comme couverture, toute différence résiduelle entre la valeur comptable et la valeur nominale de l'élément couvert est amortie sur la durée de vie résiduelle de l'élément couvert en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Contrats garantis et financements garantis

Les contrats garantis comprennent les contrats de prise en pension et emprunts de titres. Les financements garantis comprennent les contrats de mise en pension, les prêts de titres, les émissions de titres d'emprunt garantis, les prêts intragroupe et autres emprunts. Voir « Classement et évaluation : Actifs financiers » et « Classement et évaluation : Passifs financiers » ci-dessus pour plus de détails sur la classification et l'évaluation de ces instruments. Le collatéral reçu ou imputé peut prendre la forme d'espèces ou de titres. Les garanties en espèces sont comptabilisées/décomptabilisées lorsqu'elles sont reçues/payées. Les garanties données par la société sous forme de titres ne sont pas décomptabilisées du bilan, tandis que les garanties reçues sous forme de titres ne sont pas comptabilisées au bilan. En cas de cession ultérieure du collatéral reçu, l'obligation de restitution du collatéral et du numéraire reçu sont comptabilisés au bilan.

Régimes de retraite. La société finance un régime de retraite à cotisations définies et un régime de retraite hybride au bénéfice de certains salariés. Le régime de retraite hybride comporte à la fois une section à prestations définies (le Plan) et une section à cotisations définies. Ces régimes sont comptabilisés comme suit :

- Pour le régime de retraite à cotisations définies et la section à cotisations définies du régime de retraite hybride, les cotisations payables pour l'exercice sont passées en charges d'exploitation nettes. Les différences entre les cotisations à payer pour l'exercice et les cotisations effectivement versées sont présentées sous la forme de comptes de régularisation ou de paiements anticipés au bilan.
- Pour le Plan, les montants passés en charges d'exploitation nettes correspondent aux coûts des services passés, aux coûts d'administration et aux gains ou pertes sur les règlements et réductions. Ces montants sont inclus dans les rémunérations et prestations sociales. Les intérêts sont inclus dans les produits/(charges) d'intérêts. Les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement en autres éléments du résultat global. Les actifs du Plan sont évalués à la juste valeur et les passifs du Plan sont évalués sur une base actuarielle en utilisant la méthode des unités de crédit projetées et actualisés à un taux équivalent au taux de rendement actuel d'une obligation d'entreprise de haute qualité de devise et d'échéance équivalentes aux passifs du Plan. Les évaluations actuarielles complètes sont obtenues au moins tous les trois ans et actualisées à chaque date de clôture. Tout excédent ou déficit des actifs du Plan par rapport aux passifs du Plan est comptabilisé au bilan comme un actif (excédent) ou un passif (déficit).

Immobilisations incorporelles. Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et des provisions pour dépréciation. Sous réserve du respect des critères de comptabilisation de la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les coûts encourus au cours de la période qui sont directement attribuables au développement ou à l'amélioration de nouveaux logiciels d'application métier sont immobilisés en tant qu'actifs en cours

de construction. Les biens en cours de construction sont transférés dans des logiciels informatiques une fois terminés et prêts à être utilisés.

Les logiciels informatiques sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité estimée de trois ans. Aucun amortissement n'est pratiqué sur les actifs en cours de construction. Les amortissements sont inclus dans les charges d'exploitation nettes et les politiques d'amortissement sont revues annuellement.

Les immobilisations incorporelles font l'objet d'un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances suggèrent que la valeur comptable d'un actif ou d'un groupe d'actifs pourrait ne pas être entièrement recouvrable.

Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels. Des provisions sont constatées lorsqu'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation actuelle (juridique ou implicite), née d'événements passés, et pour laquelle le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les obligations juridiques qui peuvent découler des nouvelles lois proposées ne sont reconnues comme des obligations que lorsque la législation est pratiquement certaine d'être adoptée telle quelle.

Un passif éventuel est une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou de plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de la société ou une obligation présente résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée parce qu'une sortie d'avantages économiques n'est pas probable ou que le montant de l'obligation ne peut être évalué de manière fiable. Un actif éventuel est un actif possible résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée par la survenance (ou non) d'un ou de plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de la société.

Les passifs éventuels et actifs éventuels ne sont pas comptabilisés dans les états financiers. Toutefois, les passifs éventuels font l'objet d'une déclaration, à moins que la probabilité de règlement ne soit faible.

Instruments de capitaux propres. Les obligations AT1 de la société ont été classées comme des instruments de capitaux propres. Les intérêts associés sont comptabilisés directement en report à nouveau lors de leur paiement.

Nouvelles normes, amendements et interprétations non encore adoptées par la Société

Les nouvelles normes et amendements suivants qui sont pertinents pour les opérations de la société ont été publiés par l'International Accounting Standards Board mais, à l'exception des amendements de l'IAS 21 « Les effets des variations des taux de change » (amendements de l'IAS 21), n'ont pas encore été adoptés pour utilisation dans les normes comptables internationales par le Royaume-Uni. Comité d'approbation.

- Amendements de l'IAS 21 ;
- IFRS 18 « Présentation des états financiers et informations à fournir » ; et
- Classification et évaluation des instruments financiers (amendements de l'IFRS 9 « Instruments financiers » (IFRS 9) et IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir »).

La société ne s'attend pas à ce que l'adoption future de ces normes et amendements ait un impact significatif.

Note 4. – Estimations et jugements comptables déterminants

L'établissement des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des jugements, des estimations et des hypothèses qui affectent les montants comptabilisés dans ces états financiers. La nature de l'estimation signifie que les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les estimations suivantes ont eu l'effet le plus significatif sur les montants comptabilisés dans les états financiers :

Évaluation de la juste valeur

Certains actifs et passifs financiers de la société comprennent des données non observables significatives (c'est-à-dire de niveau 3). Voir la Note 29 pour des informations sur la valeur comptable, les techniques d'évaluation et les paramètres significatifs de ces instruments.

Retraite à prestations définies

Le coût du Plan et la valeur des passifs du Plan sont déterminés à l'aide d'évaluations actuarielles. Cela implique de faire des hypothèses sur les taux d'actualisation, les futures augmentations de salaire, les taux de mortalité et les futures

augmentations de pension. En raison de la complexité de l'évaluation, ces estimations sont soumises à une incertitude importante. Voir la Note 14 pour plus d'informations sur le Plan de la société.

Note 5. – Produit net

Le produit net comprend les charges nettes d'intérêts et les produits hors intérêts. Les charges nettes d'intérêts comprennent les intérêts et dividendes sur les instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat et au coût amorti et les rendements sur les GCLA de la société.

Le tableau ci-dessous présente le produit net de la société.

(En millions de dollars.)	Exercice clos en décembre	
	2024	2023
Produits hors intérêts		
Instruments financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	\$ 11 656	\$ 14 260
Instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	-1 621	-3 399
Frais et commissions	2 148	1 886
Autres produits	—	1 443
Produits hors intérêts	12 183	14 190
Produits d'intérêts		
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	11 118	9 234
Instruments financiers évalués au coût amorti	13 685	12 304
Total des produits d'intérêts	24 803	21 538
Charges d'intérêts		
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	-10 131	-10 753
Instruments financiers évalués au coût amorti	-16 629	-13 773
Total des charges d'intérêts	-26 760	-24 526
Charges d'intérêts nettes	-1 957	-2 988
Produit net	\$ 10 226	\$ 11 202

Dans le tableau ci-dessus :

- Les produits hors intérêts des instruments financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat concernent principalement les gains et pertes hors intérêts sur les actifs détenus à des fins de transaction, les passifs détenus à des fins de transaction, certains contrats garantis et certains autres actifs.
- Les produits hors intérêts des instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat concernent les gains et pertes hors intérêts sur certains emprunts non garantis et financements garantis.
- Les frais et commissions concernent principalement le produit net de certaines missions de conseil financier et de souscription, l'exécution et la compensation de transactions clients et de certains services de gestion d'investissement.
- Les autres produits comprennent principalement le gain de 1,42 milliard USD en 2023 lié au transfert de l'activité britannique de gestion d'actifs de la société.
- Les instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont fréquemment couverts économiquement par des instruments financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Par conséquent, les gains ou pertes comptabilisés dans les instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat peuvent être partiellement compensés par les gains ou pertes comptabilisés dans les instruments financiers évalués obligatoirement à la juste valeur par le biais du compte de résultat.
- En raison de la nature des activités de la société, les produits comptabilisés dans les produits hors intérêts peuvent être partiellement compensés par les produits comptabilisés dans les produits/(charges) d'intérêts. Par exemple, les instruments de trésorerie qui génèrent des produits d'intérêts sont dans certains cas couverts ou financés par des instruments dérivés dont les variations de juste valeur sont reflétées dans les produits autres que d'intérêts. En outre, certaines activités génèrent des produits hors intérêts mais entraînent des charges d'intérêts liées au financement des stocks correspondants.
- En 2024, les produits nets relatifs à certains swaps de devises à court terme utilisés dans le cadre de la stratégie de financement de la société sont classés dans les produits hors intérêts sur instruments financiers obligatoirement évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat afin de mieux s'aligner sur la classification des dérivés de devises similaires. Auparavant, ces produits nets étaient inclus dans les produits/(charges) d'intérêts sur instruments financiers évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat. Ce changement de présentation n'a pas modifié le produit net de la société et est cohérent avec les dépôts réglementaires de la société.
- Les montants précédemment déclarés pour 2023 ont été conformes à la présentation de la période en cours. L'impact de ce changement pour 2023 est une augmentation des produits hors intérêts sur instruments financiers

obligatoirement évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat de 557 millions USD, avec une augmentation correspondante des charges d'intérêts nettes de 557 millions USD, dont :

- les produits d'intérêts sur instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat ont diminué de 1,13 milliard USD ; et
- les charges d'intérêts sur instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat ont diminué de 570 millions USD.

Pour 2024, ce changement a entraîné une augmentation des produits hors intérêts de 1,47 milliard USD, avec une augmentation correspondante des charges d'intérêts nettes de 1,47 milliard USD.

Informations géographiques

En raison de la nature très intégrée des marchés financiers internationaux, la société gère ses activités sur la base du produit net de la société dans son ensemble. La méthodologie d'allocation du produit net aux zones géographiques dépend d'estimations et du jugement de la direction.

Les résultats géographiques sont généralement répartis comme suit :

- Banque d'investissement : localisation du client, équipe de banque d'investissement et risque sous-jacent.
- FICC et Equities : localisation du desk de tenue de marché ou du marché primaire du titre sous-jacent.
- Gestion d'investissement : localisation de l'équipe de gestion d'investissement.

Le tableau ci-dessous présente le produit net de la société par zone géographique alloué selon la méthodologie évoquée ci-dessus.

(En millions de dollars.)	Exercice clos en décembre	
	2024	2023
EMEA	\$ 6 582	\$ 7 675
Amériques	1 805	1 763
Asie	1 839	1 764
Total	\$ 10 226	\$ 11 202

Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

Le tableau ci-dessous présente les revenus de la société provenant de contrats conclus avec des clients soumis à la norme IFRS 15, qui sont inclus dans les frais et commissions dans les produits hors intérêts.

(En millions de dollars.)	Exercice clos en décembre	
	2024	2023
Conseil financier et engagements de souscription	\$ 1 181	\$ 806
Transactions d'exécution et de compensation client	589	573
Services de gestion d'investissement	378	507
Total	\$ 2 148	\$ 1 886

Note 6. – Charges d'exploitation nettes

Le tableau ci-dessous présente les charges d'exploitation nettes de la société.

(En millions de dollars.)	Exercice clos en décembre	
	2024	2023
Rémunérations et prestations sociales	\$ 2 761	\$ 2 188
Basé sur les transactions	1 692	1 651
Développement du marché	60	54
Communication et technologie	143	137
Dotations aux amortissements	264	264
Honoraires professionnels	146	159
Frais de gestion facturés par les affiliés de GS Group	1 050	1 139

Autres charges	803	863
Charges d'exploitation	6 919	6 455
Frais de gestion facturés aux affiliés de GS Group	-366	-319
Charges d'exploitation nettes	\$ 6 553	\$ 6 136

Dans le tableau ci-dessus :

- Les frais de gestion comprennent les frais relatifs aux services de support opérationnel et administratif et de gestion, reçus et fournis aux affiliés de GS Group.
- Les autres charges comprennent principalement les charges IFRS 15, les impôts divers, les provisions pour risques, les frais réglementaires et les contributions caritatives.

Le tableau ci-dessous présente les honoraires dus aux commissaires aux comptes de la société, qui sont inclus dans les honoraires professionnels.

(En millions de dollars.)	Exercice clos en décembre	
	2024	2023
Honoraires d'audit	\$ 6,1	\$ 5,6
Services d'assurance liés à l'audit	2,6	2,3
Autres services d'assurance	1,3	1,2
Total des honoraires des services autres que d'audit	3,9	3,5
Total des honoraires	\$ 10,0	\$ 9,1

Dans le tableau ci-dessus :

- Les services d'assurance liés à l'audit concernent principalement le reporting des fonds et des actifs des clients.
- Les autres services d'assurance comprenaient la part des honoraires de la société liée à certains services fournis par un cabinet de réseau de commissaires aux comptes de la société à divers affiliés de GS Group. Ces frais ont été répartis entre les différents affiliés de GS Group, y compris la société, en fonction de la taille des actifs de chaque entité.

Note 7. – Rémunération et prestations sociales

Le tableau ci-dessous présente l'effectif moyen mensuel de la société, y compris les administrateurs exécutifs.

Nombre	Moyenne pour l'exercice clos en décembre	
	2024	2023
Banque d'investissement	696	700
FICC	694	690
Equities	710	730
Gestion d'investissement	322	357
Fonctions de support	1 052	947
Effectif moyen total	3 474	3 424

Dans le tableau ci-dessus, les fonctions de support comprennent les fonctions Juridique, Fiscal, Audit interne, Risque, Conformité, Résolution des conflits, Contrôle de gestion, Ingénierie, Trésorerie d'entreprise et certaines autres fonctions d'entreprise.

L'effectif total était de 3 614 personnes en décembre 2024 et de 3 332 personnes en décembre 2023.

Le tableau ci-dessous présente les coûts des rémunérations et prestations sociales supportés par la société, y compris ceux relatifs aux administrateurs.

(En millions de dollars.)	Exercice clos en décembre	
	2024	2023
Salaires et traitements	\$ 2 364	\$ 1 882
Charges sociales	347	262
Charges de retraite :		

Régime à cotisations définies et section à cotisations définies du régime de retraite hybride	48	42
Partie à prestations définies du régime de retraite hybride	2	2
Total	\$ 2 761	\$ 2 188

Dans le tableau ci-dessus, la rémunération totale et les avantages sociaux incluaient une charge de 747 millions USD en 2024 et une charge de 216 millions USD en 2023 représentant les variations de la juste valeur des droits à un paiement fondé sur des actions refacturés par le Group Inc. au cours de l'exercice.

Note 8. – Rémunérations fondées sur des actions

Plan d'intéressement en actions

Le Group Inc. sponsorise un plan d'intéressement en actions, le Goldman Sachs Amended and Restated Stock Incentive Plan (2021) (SIP 2021), qui prévoit l'attribution de RSU, d'actions assujetties à des restrictions, de droits à équivalents de dividendes, d'options d'achat d'actions incitatives, d'options sur actions non qualifiées, de droits à la plus-value des actions et d'autres attributions fondées sur des actions, chacune d'entre elles pouvant être soumise à des conditions, y compris des conditions de performance ou de marché. Le 29 avril 2021, les actionnaires de Group Inc. ont approuvé le SIP 2021. Le SIP 2021 succède à plusieurs précédents plans d'intéressement en actions, dont le premier a été adopté le 30 avril 1999 et dont chacun a été approuvé par les actionnaires de Group Inc. Il est prévu que le SIP 2021 prenne fin à la date de l'assemblée générale annuelle 2025 de Group Inc.

La société a enregistré une rémunération en actions au titre de l'amortissement des attributions d'actions attribuées, nette des annulations, de 385 millions USD en 2024 et 334 millions USD en 2023. Le ratio dette/capitaux propres résultant de ces rémunérations fondées sur des actions a été compensé dans les capitaux propres en raison de la comptabilisation d'un passif pour les montants découlant des termes de l'accord de rétrocession avec le Group Inc. en vertu duquel la société s'est engagée à payer au Group Inc. la juste valeur à la date d'octroi, ainsi que les variations ultérieures de la juste valeur de ces attributions au Group Inc. au moment de la remise à ses salariés.

Actions gratuites (RSU)

Group Inc. accorde des RSU (y compris des RSU soumises à des conditions de performance ou de marché) aux salariés de la société, qui sont généralement évaluées sur la base du cours de clôture des actions sous-jacentes à la date d'octroi après prise en compte d'une décote de liquidité pour les restrictions de transfert post-acquisition et de livraison applicables. La valeur des attributions d'actions tient également compte de l'impact des informations non publiques importantes, le cas échéant, que GS Group prévoit de mettre à disposition peu de temps après l'attribution. Les RSU qui ne sont pas soumises à des conditions de performance ou de marché sont généralement acquises et les actions ordinaires sous-jacentes sont livrées (nettes de la retenue à la source requise) sur une période de trois ans, comme indiqué dans les accords d'attribution applicables. Les accords d'attribution prévoient généralement que l'acquisition des droits est accélérée dans certaines circonstances, par exemple en cas de départ à la retraite, de décès, d'invalidité et, dans certains cas, de conflit d'emploi. La livraison des actions ordinaires sous-jacentes est subordonnée au respect par les bénéficiaires de certaines conditions d'acquisition et d'autres conditions décrites dans les accords d'attribution.

Les RSU qui sont soumises à des conditions de performance ou de marché sont généralement réglées après la fin d'une période de trois à cinq ans. Pour les attributions soumises à des conditions de performance ou de marché, l'attribution finale est généralement ajustée de zéro à 150 % de l'attribution initiale en fonction de la mesure dans laquelle ces conditions sont remplies. Les équivalents de dividendes accumulés sur ces attributions sont payés au moment du règlement des attributions.

Le tableau ci-dessous présente l'activité liée aux RSU.

	RSU en circulation		Juste valeur moyenne pondérée à la date d'octroi des actions gratuites	
	Service futur requis	Aucun service futur requis	Parts en circulation	
	Service futur requis	Aucun service futur requis	Service futur requis	Aucun service futur requis
Exercice clos fin décembre 2024				
Solde de début	556 279	3 335 927	\$ 287,15	\$ 276,32
Attribuées	457 423	697 768	\$ 364,65	\$ 341,92
Confisquées	-125 176	-102 387	\$ 275,02	\$ 298,70

Livrées	—	-1 477 487	\$ —	\$ 276,53
Acquises	-452 143	452 143	\$ 317,26	\$ 317,26
Transferts	-687	1 186	\$ 252,26	\$ 231,23
Solde final	435 696	2 907 150	\$ 341,47	\$ 297,56
Exercice clos en décembre 2023				
Solde de début	872 454	3 700 126	\$ 277,97	\$ 261,02
Attribuées	574 879	572 878	\$ 308,43	\$ 317,83
Confisquées	-81 263	-25 112	\$ 292,33	\$ 284,72
Livrées	—	-1 729 787	\$ —	\$ 263,88
Acquises	-741 438	741 438	\$ 289,42	\$ 289,42
Transferts	-68 353	76 384	\$ 292,45	\$ 295,29
Solde final	556 279	3 335 927	\$ 287,15	\$ 276,32

Dans le tableau ci-dessus :

- La juste valeur moyenne pondérée à la date d'octroi des RSU attribuées était de 350,92 USD en 2024 et de 313,12 USD en 2023. La juste valeur à la date d'octroi de ces RSU incluait une décote de liquidité moyenne de 4,13 % en 2024 et de 5,01 % en 2023, afin de refléter les restrictions de transfert post-acquisition et de livraison, généralement de 1 an pour 2024 et 2023.
- La juste valeur totale des droits acquis s'élevait à 471 millions USD en 2024 et 423 millions USD en 2023.
- Le solde final incluait les RSU soumises à des exigences de service futures et à des conditions de performance ou de marché de 38 557 RSU en décembre 2024 et 65 942 RSU en décembre 2023, et le montant maximum de ces RSU pouvant être acquises était de 57 836 en décembre 2024 et de 98 914 en décembre 2023.
- Le solde final incluait également les RSU non soumises à des exigences de service futures, mais soumises à des conditions de performance de 192 550 RSU en décembre 2024 et 240 909 RSU en décembre 2023, et le montant maximum de ces RSU pouvant être acquis était de 288 825 RSU en décembre 2024 et de 361 364 RSU en décembre 2023.

Note 9. – Impôt sur les bénéfices

Le tableau ci-dessous présente une analyse de la charge d'impôt de la société.

(En millions de dollars.)	Exercice clos en décembre	
	2024	2023
Impôts courants		
Fiscalité britannique	\$ 672	\$ 493
Ajustements au titre des exercices antérieurs	42	158
Fiscalité à l'étranger	328	250
Total de l'impôt à payer	1 042	901
Impôts différés		
Origination et extourne des différences temporelles	-165	14
Ajustements au titre des exercices antérieurs	-3	—
Total des impôts différés	-168	14
Charge d'impôt sur les bénéfices	\$ 874	\$ 915

Le tableau ci-dessous présente un rapprochement entre la charge d'impôt sur les bénéfices et le montant calculé en appliquant le taux combiné moyen pondéré de l'impôt sur les sociétés au Royaume-Uni (y compris la surtaxe bancaire) applicable à la société en 2024 de 28,0 % (2023 : 27,75 %) sur les bénéfices avant impôt. Le taux combiné moyen pondéré de l'impôt sur les sociétés au Royaume-Uni en 2023 de 27,75 % portait sur les trois mois du 1^{er} janvier 2023 au 31 mars 2023 à 27,0 % et sur les neuf mois du 1^{er} avril 2023 au 31 décembre 2023 à 28,0 %.

(En millions de dollars.)	Exercice clos en décembre	
	2024	2023
Résultat avant impôts	\$ 3 673	\$ 5 066
Bénéfice avant impôt multiplié par le taux combiné de l'impôt sur les sociétés au Royaume-Uni de 28,0 % (2023 : 27,75 %)	1 028	1 406
Variations de comptabilisation et d'évaluation des actifs d'impôts différés	8	4
Plus-value non imposable liée au transfert de l'activité britannique de gestion d'actifs	—	-395

Impôt déductible sur les intérêts des obligations AT1	-139	-178
Revenus non imposables sur obligations d'État indexées	-76	-80
Autres écarts permanents	-4	-5
Écarts de change et autres	18	5
Ajustements au titre des exercices antérieurs	39	158
Charge d'impôt sur les bénéfices	\$ 874	\$ 915

En 2023, la loi de finances (n° 2) de 2023 (Finance (No. 2) Act 2023) a promulgué certaines dispositions des Règles globales anti-érosion de la base d'imposition (Pilier Deux) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), y compris un impôt complémentaire minimum national (Domestic Minimum Top-Up Tax), appliqué à GS Group depuis janvier 2024. Le Pilier Deux vise à garantir que les sociétés multinationales paient un taux d'imposition effectif minimum de 15 % dans chaque juridiction dans laquelle elles exercent leurs activités. L'OCDE a publié des règles de « safe harbours » transitoires qui, si elles sont satisfaites, considèrent que les impôts supplémentaires sont nuls. Étant donné que la société satisfait et a l'intention d'appliquer les règles de « safe harbours », il n'y a pas eu d'impact sur le taux d'imposition effectif de la société en raison des règles du Pilier Deux. La société ne prévoit pas non plus d'impact significatif sur son taux d'imposition effectif annuel 2025, en l'absence d'un changement significatif de sa rentabilité, de sa répartition des bénéfices ou d'événements fiscaux distincts significatifs. La société continue d'utiliser l'exception obligatoire à la comptabilisation et à la publication des informations relatives aux actifs et passifs d'impôts différés liés aux impôts sur le résultat du Pilier Deux.

En matière de comptabilisation des impôts, la société ne reconnaît les positions fiscales dans les états financiers que lorsqu'il est probable que l'administration fiscale acceptera un traitement fiscal incertain sur la base des mérites techniques de la position. La société utilise des estimations pour comptabiliser les impôts courants et différés dans les juridictions dans lesquelles elle exerce ses activités. Les lois relatives à l'impôt sur le revenu dans ces juridictions sont complexes et peuvent faire l'objet d'interprétations différentes entre les contribuables et les autorités fiscales. Des litiges peuvent survenir au sujet de ces interprétations et peuvent être réglés par un audit, des recours administratifs ou des procédures judiciaires. Les interprétations de la société sont réévaluées chaque trimestre sur la base des directives actuellement disponibles, de l'expérience en matière d'audit fiscal et des avis des conseillers juridiques, entre autres facteurs. La société ne s'attend pas à ce que la résolution d'un tel litige ait un impact significatif sur le total de ses capitaux propres, mais elle peut avoir un impact significatif sur les résultats d'exploitation d'une période donnée, en fonction, en partie, des résultats d'exploitation de cette période.

Note 10. – Contrats garantis

Le tableau ci-dessous présente les contrats garantis de la société.

(En millions de dollars.)	En décembre	
	2024	2023
Contrats de prise en pension	\$ 117 873	\$ 126 309
Titres empruntés	74 673	136 508
Total	\$ 192 546	\$ 262 817

Note 11. – Créances clients et autres

Le tableau ci-dessous présente la clientèle et les autres créances de la société.

(En millions de dollars.)	En décembre	
	2024	2023
Créances sur les courtiers/négociants et organismes de compensation	\$ 12 574	\$ 14 536
Créances clients et contreparties	64 312	58 352
Total	\$ 76 886	\$ 72 888

Dans le tableau ci-dessus :

- Le total des créances clients et autres comprend principalement les créances résultant de collatéraux donnés dans le cadre de certaines opérations sur dérivés, les prêts sur marge clients et les soldes liés à l'activité sur dérivés cotés.
- Les créances clients et contreparties comprennent les créances résultant de contrats avec des clients, qui s'élevaient à 226 millions USD en décembre 2024 et 114 millions USD en décembre 2023.

Note 12. – Actifs et passifs détenus à des fins de transaction

Les actifs et passifs détenus à des fins de transaction comprennent les instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction et les dérivés détenus dans le cadre des activités de tenue de marché ou de gestion des risques de la société, y compris les titres détenus à des fins de gestion du risque de liquidité. Les actifs détenus à des fins de transaction comprennent les actifs donnés en garantie. Voir la Note 28 pour de plus amples informations.

Le tableau ci-dessous présente les actifs détenus à des fins de transaction de la société.

(En millions de dollars.)	En décembre	
	2024	2023
Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction		
Instruments du marché monétaire	\$ 11	\$ 20
Obligations gouvernementales	55 892	48 747
Prêts et titres adossés à des créances hypothécaires et autres actifs	191	225
Instruments de dette d'entreprise	29 550	25 998
Titres de fonds propres	60 971	57 360
Matières premières	100	312
Total des instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction	146 715	132 662
Produits dérivés		
Taux d'intérêt	478 883	509 246
Crédit	19 706	20 668
Devises	110 177	95 575
Matières premières	8 324	9 002
Equities	62 277	61 209
Total des produits dérivés	679 367	695 700
Total des actifs détenus à des fins de transaction	\$ 826 082	\$ 828 362

Le tableau ci-dessous présente les passifs détenus à des fins de transaction de la société.

(En millions de dollars.)	En décembre	
	2024	2023
Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction		
Obligations gouvernementales	\$ 19 172	\$ 27 935
Instruments de dette d'entreprise	6 516	4 868
Titres de fonds propres	29 372	32 936
Matières premières	199	11
Total des instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction	55 259	65 750
Produits dérivés		
Taux d'intérêt	457 629	486 163
Crédit	17 460	18 200
Devises	108 112	97 849
Matières premières	8 138	8 826
Equities	64 623	60 822
Total des produits dérivés	655 962	671 860
Total des passifs détenus à des fins de transaction	\$ 711 221	\$ 737 610

Dans les tableaux ci-dessus :

- Les instruments de dette d'entreprise comprennent les prêts d'entreprise, les titres d'emprunt, les obligations convertibles, les transactions prépayées sur matières premières et les transferts d'actifs comptabilisés comme des prêts garantis plutôt que comme des achats.
- Les titres de fonds propres comprennent les actions cotées et les fonds indiciels cotés.

Note 13. – Autres actifs

Le tableau ci-dessous présente les autres actifs de la société par nature.

(En millions de dollars.)	En décembre	
	2024	2023
Prêts	\$ 523	\$ 706
Investissements	278	403
Créances diverses et autres	1 502	1 515
Total des actifs financiers	2 303	2 624
Biens immobiliers, améliorations locatives et équipements	3	5
Immobilisations incorporelles	530	518
Droits d'utilisation	5	7
Actifs d'impôts différés (cf. note 15)	659	456
Comptes de régularisation actif	40	35
Actifs liés aux impôts	214	150
Créances diverses et autres	5	4
Total des actifs non financiers	1 456	1 175
Total	\$ 3 759	\$ 3 799

Dans le tableau ci-dessus :

- Les prêts comprennent les prêts détenus à des fins d'investissement et les prêts intragroupe.
- Les investissements comprennent les instruments de dette d'entreprise et les titres de fonds propres détenus à des fins d'investissement, ainsi que les investissements de la société dans des filiales qui ont été évalués à la juste valeur conformément à l'IFRS 9.
- Les créances diverses et autres incluses dans les actifs financiers comprennent principalement les créances sur les affiliés de GS Group, dont les créances pour répartition du produit net entre les affiliés de GS Group pour leur participation aux activités de GS Group.
- Au cours de la période précédente, les prêts détenus à des fins d'investissement étaient présentés directement au bilan en tant que « Prêts », et les instruments de dette d'entreprise et les titres de fonds propres détenus à des fins d'investissement en tant que « Investissements ». Au cours de la période en cours, la société les a présentés dans « Autres actifs ». Par conséquent, les données comparatives ont été conformes à la présentation de la période en cours.

Biens immobiliers, améliorations locatives et équipements

Le tableau ci-dessous présente les mouvements des biens, améliorations locatives et équipements au cours de l'exercice en cours et de l'exercice précédent.

(En millions de dollars.)	Améliorations locatives	Agencements, aménagements et équipements	Total
Coût			
Décembre 2022	\$ 12	\$ 6	\$ 18
Entrées/Transferts	2	—	2
Sorties	—	—	—
En décembre 2023	14	6	20
Entrées/Transferts	—	1	1
Sorties	-2	-1	-3
En décembre 2024	12	6	18
Amortissements cumulés			
Décembre 2022	9	4	13
Charge de l'exercice	1	1	2
Sorties	—	—	—
En décembre 2023	10	5	15
Charge de l'exercice	—	1	1
Sorties	—	-1	-1
En décembre 2024	\$ 10	\$ 5	\$ 15
Valeur nette comptable			
En décembre 2024	\$ 2	\$ 1	\$ 3
En décembre 2023	\$ 4	\$ 1	\$ 5

Les améliorations locatives sont amorties sur la durée la plus courte entre la durée de vie économique utile de l'actif ou la durée de vie restante du contrat de location lors de la mise en service de l'actif. Les agencements, aménagements et équipements sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité estimée comprise entre 3 et 7 ans.

Immobilisations incorporelles

Le tableau ci-dessous présente les mouvements des immobilisations incorporelles, liées aux logiciels informatiques, au cours de l'exercice en cours et de l'exercice précédent.

(En millions de dollars.)	Logiciels informatiques	Actifs en cours de construction	Total
Coût			
Décembre 2022	\$ 1 087	\$ 260	\$ 1 347
Entrées/Transferts	258	-37	221
Sorties	-4	—	-4
En décembre 2023	1 341	223	1 564
Entrées/Transferts	225	49	274
Sorties	-1	—	-1
En décembre 2024	1 565	272	1 837
Amortissements cumulés			
Décembre 2022	787	—	787
Charge de l'exercice	261	—	261
Sorties	-2	—	-2
En décembre 2023	1 046	—	1 046
Charge de l'exercice	261	—	261
Sorties	—	—	—
En décembre 2024	\$ 1 307	\$ —	\$ 1 307
Valeur nette comptable			
En décembre 2024	\$ 258	\$ 272	\$ 530
En décembre 2023	\$ 295	\$ 223	\$ 518

Note 14. – Régimes de retraite

La société finance un régime de retraite à structure hybride, comportant à la fois une section à prestations définies (le Plan) et une section à cotisations définies. Le Plan offre des prestations de retraite sur la base du salaire final des participants, avec un âge usuel de départ à la retraite de 65 ans pour la plupart des participants. Le Plan est financé, les actifs du Plan étant détenus séparément de ceux de la société, dans des fonds administrés par des fiduciaires distincts.

Le Plan ne prend plus aucun nouveau participant depuis le 1^{er} avril 2008 et il a été remplacé par un régime à cotisations définies. Depuis le 31 mars 2016, le Plan a gelé les droits à prestations accumulés par les participants existants.

Le Plan est régi par le droit des fiducies et est géré et administré par Goldman Sachs UK Retirement Plan Trustee Limited (le Fiduciaire) pour le compte des participants et des bénéficiaires conformément aux termes du contrat et des règles de la Fiducie et aux dispositions de la législation applicable. Les Trustees agissent au nom des membres et des bénéficiaires et ont la responsabilité de définir la stratégie d'investissement et de convenir des besoins de financement avec la société tout au long du processus d'évaluation.

Une évaluation actuarielle complète du Plan, à des fins comptables, a été effectuée par un actuaire indépendant qualifié au 31 décembre 2024 en utilisant la méthode des unités de crédit projetées basée sur les données d'adhésion au 31 juillet 2024. En décembre 2024, les passifs du Plan se composaient de 89 % au titre des futurs bénéficiaires et de 11 % au titre des bénéficiaires actuels. En décembre 2023, les passifs du Plan se composaient de 91 % au titre des futurs bénéficiaires et de 9 % au titre des bénéficiaires actuels.

Le montant de l'excédent de retraite comptabilisé en actif dans les états financiers n'est pas plafonné, la société étant en mesure d'utiliser l'excédent du Plan dans les scénarios décrits dans la norme « IFRIC 14 - IAS 19 - Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction ».

Plusieurs évaluations sont effectuées pour le Plan, y compris les évaluations sur une base comptable (conformément aux IFRS), sur une base de financement (utilisée par les Administrateurs pour gérer le financement du Plan) et sur une base de liquidation (utilisée pour déterminer le niveau de financement si le Plan devait être liquidé immédiatement et les passifs rachetés auprès d'une compagnie d'assurance). Les deux principales différences entre la valorisation comptable et la valorisation de financement sont la méthode utilisée pour déterminer l'hypothèse de taux d'actualisation et les marges de prudence devant être incluses dans la valorisation de financement.

Stratégie d'investissement du Plan

Le Plan peut faire appel à trois principaux types d'investissements jugés appropriés à différentes étapes de la vie du Plan :

- Une gamme d'instruments permettant de s'adapter aux variations de valeur du passif.
- Un portefeuille d'actifs à revenus garantis.
- Un portefeuille diversifié d'actifs fondé sur le rendement.

Les Fiduciaires du Plan surveillent le profil de passif du Plan et examinent régulièrement la pertinence de sa stratégie d'investissement par rapport à la nature et à la durée des passifs du Plan.

Les Administrateurs du Plan ont une stratégie d'allocation d'actifs à long terme qui consiste à investir 41 % des actifs dans des placements à rendement élevé (tels que des fonds/indices d'actions, des placements alternatifs et des titres à revenu fixe) et 59 % dans des actifs adossés au passif (tels que des Gilts, des swaps et des contrats de prise/mise en pension). L'objectif principal du programme de couverture du Plan est de couvrir la majorité de l'exposition du Plan aux taux d'intérêt et à l'inflation sur la base de l'évaluation de financement des passifs du Plan.

Risques du Plan

Les principaux risques du Plan sont :

- **Déficit de financement.** Il faudra augmenter les cotisations si le rendement des investissements n'est pas suffisant pour couvrir les prestations. Le niveau de rendement des actions sera un facteur clé de la performance globale des investissements ; le portefeuille d'investissement est également soumis à une série d'autres risques caractéristiques des classes d'actifs détenues, en particulier le risque de taux d'intérêt et le risque d'inflation sur les obligations.
- **Volatilité des actifs.** Une conséquence de la stratégie de placement du Plan, dont une part importante des actifs est investie dans des actions et dans d'autres actifs privilégiant le rendement, est que la différence entre les actifs du Plan et les passifs du Plan peut être volatile. En outre, bien que les instruments d'adossement au passif contribuent à la volatilité des actifs du Plan en raison de l'évolution des conditions de marché (voir ci-dessous), ils visent à minimiser l'écart entre les actifs du Plan et les passifs du Plan. En cas de volatilité des marchés, le Plan a mis en place une facilité de crédit renouvelable avec une filiale de GS Group afin d'atténuer le risque d'avoir à vendre des actifs sur des marchés baissiers pour répondre aux appels de garantie.
- **Sensibilité du passif du Plan.** Les passifs du Plan sont sensibles aux hypothèses d'inflation et d'espérance de vie futures. Ils sont également sensibles au taux d'actualisation, qui dépend des rendements du marché des obligations d'entreprise AA libellées en livre sterling.

Hypothèses financières et de mortalité

Le tableau ci-dessous présente les principales hypothèses financières et de mortalité utilisées pour déterminer la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies.

% par an, sauf hypothèses de mortalité	En décembre	
	2024	2023
Hypothèses financières		
Taux d'actualisation	5,70	4,70
Taux d'inflation – RPI	3,35	3,22
Taux d'inflation – IPC	2,95	2,72
Taux d'augmentation des pensions dans les paiements (cumul après le 30 novembre 1996)	3,15	3,02
Taux d'augmentation des pensions différées (cumul après le 30 novembre 1996)	2,95	2,72
Taux d'augmentation des pensions différées (cumul après le 5 avril 2009)	2,50	2,50
Hypothèses de mortalité		
Espérance de vie à 65 ans pour un participant actuellement âgé de 65 ans :		
Hommes	23,8 années	23,8 années
Femmes	25,3 années	25,2 ans
Espérance de vie à 65 ans pour un membre âgé actuellement de 45 ans :		
Hommes	25,0 années	25,0 années
Femmes	26,6 années	26,5 années

Dans le tableau ci-dessus, les hypothèses de mortalité adoptées en décembre 2024 étaient la table de base « SAPS S3 very light (All Pensioners) series » avec une prise en compte des améliorations futures à partir de 2013 conformément aux projections de base du CMI 2023 avec un taux d'amélioration à long terme de 1,25 % par an et un ajout initial au paramètre d'amélioration de la mortalité de 0,50 % par an et des paramètres de pondération par défaut.

Rapprochement de l'excédent/(déficit) de retraite

Le tableau ci-dessous présente un rapprochement entre l'actif du Plan, le passif du Plan et l'excédent/(déficit) net de retraite.

(En millions de dollars.)	Actifs du Plan	Passif du Plan	Excédent/ (déficit) net de retraite
Exercice clos fin décembre 2024			
Au 1 ^{er} janvier 2024	\$ 1 273	\$ -1 353	\$ -80
Frais administratifs	—	-3	-3
Produits/(charges) d'intérêts	60	-63	-3
Rendement des actifs du Plan inférieur au taux d'actualisation	-257	—	-257
Gains/(pertes) actuariels – expérience passif	—	3	3
Gains/(pertes) actuariels – hypothèses financières	—	256	256
Gain actuariel – hypothèses démographiques	—	1	1
Prestations versées	-13	13	—
Pertes/(Gains) de change	-20	20	—
Au 31 décembre 2024	\$ 1 043	\$ -1 126	\$ -83
Exercice clos en décembre 2023			
Au 1 ^{er} janvier 2023	\$ 1 233	-1 193	\$ 40
Frais administratifs	—	-3	-3
Produits/(charges) d'intérêts	62	-60	2
Rendement des actifs du Régime inférieur au taux d'actualisation	-77	—	-77
Gains/(pertes) actuariels – expérience passif	—	-31	-31
Gains/(pertes) actuariels – hypothèses financières	—	-26	-26
Gain actuariel – hypothèses démographiques	—	16	16
Prestations versées	-15	15	—
Pertes/(Gains) de change	70	-71	-1
Au 31 décembre 2023	\$ 1 273	\$ -1 353	\$ -80

Juste valeur des actifs du Plan

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur des actifs du Plan.

(En millions de dollars.)	Coté	Non coté	Total
En décembre 2024			
Fonds/indices actions	\$ 178	\$ —	\$ 178
Gilts et contrats de prise/mise en pension	1 105	-551	554
Swaps	—	3	3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	107	—	107
Autres	131	70	201
Total	\$ 1 521	\$ -478	\$ 1 043
En décembre 2023			
Fonds/indices actions	\$ 96	\$ —	\$ 96
Gilts et contrats de prise/mise en pension	1 259	-526	733
Swaps	—	11	11
Trésorerie et équivalents de trésorerie	183	—	183
Autres	133	117	250
Total	\$ 1 671	\$ -398	\$ 1 273

Dans le tableau ci-dessus, la catégorie « autres » comprend principalement des investissements dans des actifs alternatifs et des titres à revenu fixe.

Coût des prestations définies

Le tableau ci-dessous présente la perte/(le gain) au titre des prestations définies lié au Plan comptabilisé dans le compte de résultat et dans les autres éléments du résultat global.

(En millions de dollars.)	Exercice clos en décembre	
	2024	2023
Compte de résultat		
Frais administratifs	\$ 3	\$ 3
Charges/(produits) d'intérêts	3	-2
Total passé en charge du compte de résultat	6	1
Autres éléments du résultat global		
Rendement des actifs du Plan inférieur au taux d'actualisation	257	77
Pertes/(gains) actuariels – expérience passif	-3	31
Pertes/(gains) actuariels – hypothèses financières	-256	26
Gain actuariel – hypothèses démographiques	-1	-16
Pertes/(gains) totaux comptabilisés en autres éléments du résultat global	-3	118
Perte totale au titre des prestations définies	\$ 3	\$ 119

Analyse de sensibilité

Le tableau ci-dessous présente une analyse de sensibilité des passifs du Plan pour chaque hypothèse actuarielle importante.

	Impact sur les passifs du Plan			
	Hypothèse d'une hausse		Hypothèse d'une baisse	
	(En millions de dollars.)	%	(En millions de dollars.)	%
En décembre 2024				
Variation de 0,25 % du taux d'actualisation	\$ -59	-5,2	\$ 63	5,6
Variation de 0,25 % de l'inflation des prix	\$ 50	4,4	\$ -48	-4,3
Variation de l'espérance de vie de 1 an	\$ 28	2,5	\$ -29	-2,6
En décembre 2023				
Variation de 0,25 % du taux d'actualisation	\$ -77	-5,7	\$ 83	6,1
Variation de 0,25 % de l'inflation des prix	\$ 65	4,8	\$ -61	-4,5
Variation de l'espérance de vie de 1 an	\$ 37	2,7	\$ -39	-2,9

Dans le tableau ci-dessus, les sensibilités sont basées sur une variation de chaque hypothèse, toutes les autres hypothèses restant constantes.

Il existe des limites inhérentes à l'analyse de sensibilité, car il est peu probable que de tels mouvements idiosyncratiques se produisent. La méthodologie utilisée pour calculer les sensibilités est cohérente sur les deux périodes présentées dans le tableau ci-dessus.

Nature des flux de trésorerie futurs

Depuis la clôture du Plan des charges à payer futures à compter du 31 mars 2016, la société a cessé de verser des cotisations régulières au Plan, mais continuera d'évaluer les besoins de financement du Plan avec les fiduciaires sur une base périodique.

Sur une base triennale, une évaluation formelle du financement du Plan est effectuée pour que les Administrateurs évaluent les besoins de financement du Plan. Cette évaluation diffère de l'évaluation actuarielle requise pour les besoins comptables en raison de l'utilisation d'hypothèses différentes.

La plus récente évaluation triennale du financement du Plan a été effectuée par un actuaire indépendant qualifié au 31 décembre 2021, ce qui indiquait que le Plan affichait un excédent de financement de 356 millions USD. Depuis lors, la situation de financement s'est détériorée et en 2024, l'évaluation de financement estimée du Plan est passée d'un déficit

de 36 millions USD en décembre 2023 à un déficit de 44 millions USD en décembre 2024. La prochaine évaluation triennale complète du financement du plan aura lieu au 31 décembre 2024, les résultats préliminaires devant être disponibles au troisième trimestre 2025. Si l'évaluation du financement indique un déficit au 31 décembre 2024, la société et le Fiduciaire conviendront d'un plan pour remédier à tout déficit.

En décembre 2024, la société s'attendait à ce que 11 millions USD de prestations soient versés sur le Plan aux membres en 2025 et en décembre 2023, la société s'attendait à ce que 13 millions USD soient versés sur le Plan aux membres en 2024.

La durée moyenne pondérée des passifs du Plan était d'environ 23 ans en décembre 2024 et d'environ 25 ans en décembre 2023.

Note 15. – Actifs d'impôt différé

Le tableau ci-dessous présente les composantes des impôts différés actifs de la société.

(En millions de dollars.)	En décembre	
	2024	2023
Rémunération différée	\$ 735	\$ 544
Avantages postérieurs à la retraite	23	22
Immeubles, améliorations locatives, immobilisations corporelles et incorporelles	-142	-139
Ajustement de la valeur de la dette	27	21
Autres différences temporaires	16	8
Total	\$ 659	\$ 456

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de chaque composante des impôts différés actifs de la société.

(En millions de dollars.)	Exercice clos en décembre	
	2024	2023
Rémunération différée		
Solde de début	\$ 544	\$ 576
Transfert en compte de résultat	161	-32
Autres différences temporaires	30	—
Solde final	\$ 735	\$ 544
Avantages postérieurs à la retraite		
Solde de début	\$ 22	\$ -11
Transfert en compte de résultat	2	—
Transfert dans les autres éléments du résultat global	-1	33
Solde final	\$ 23	\$ 22
Immeubles, améliorations locatives, immobilisations corporelles et incorporelles		
Solde de début	\$ -139	\$ -149
Transfert en compte de résultat	-3	10
Solde final	\$ -142	\$ -139
Ajustement de la valeur de la dette		
Solde de début	\$ 21	\$ -31
Transfert dans les autres éléments du résultat global	6	52
Solde final	\$ 27	\$ 21
Autres différences temporaires		
Solde de début	\$ 8	\$ —
Transfert en compte de résultat	8	8
Solde final	\$ 16	\$ 8
Total		
Solde de début	\$ 456	\$ 385
Transfert en compte de résultat (cf. note 9)	168	-14
Transfert dans les autres éléments du résultat global	5	85
Autres différences temporaires	30	—
Solde final	\$ 659	\$ 456

Dans les tableaux ci-dessus, les rémunérations différées concernent principalement les rémunérations en actions. Au cours de la période en cours, la société a comptabilisé un actif d'impôt différé sur les rémunérations fondées sur des actions transférées par un affilié de GS Group.

Note 16. – Participations dans d'autres entités

Le tableau ci-dessous présente les filiales contrôlées par la société en décembre 2024 et en décembre 2023.

Nom de la société	Pays de constitution	Détention et quotité des droits de vote	Catégorie d'actions détenues	Actions détenues	Nature de l'activité
Goldman Sachs (Cayman) Limited	Îles Caïmans	100 %	Actions ordinaires	250	Services financiers
Griffin Trust	Afrique du Sud	*	*	*	Services financiers

* Cette filiale est contrôlée autrement que par les droits de vote attachés aux actions.

Les adresses du siège social des filiales de la société en décembre 2024 sont :

- Goldman Sachs (Cayman) Limited : les bureaux de Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Îles Cayman.
- Griffin Trust : 46 6th Street, Houghton Estate, Johannesburg, Gauteng, 2198, Afrique du Sud.

La société détient des participations dans un certain nombre d'entités ad hoc et de fonds à capital garanti qui ne répondent pas à la définition d'une filiale juridique, mais génèrent des risques et des avantages qui, en substance, ne sont pas différents de ceux de ses filiales juridiques. Les activités de ces entités ad hoc et fonds à capital garanti consistent en l'émission de titres adossés à des actifs financiers principalement dans le cadre d'un programme de repackaging. Ces entités ad hoc et fonds à capital garanti sont consolidés dans les états financiers de Group Inc.

Entités structurées non consolidées

La société détient des intérêts dans des entités structurées qu'elle ne contrôle pas (entités structurées non consolidées), à savoir, principalement, des dettes senior et subordonnées ; des produits dérivés et des garanties. Les entités structurées financent généralement l'achat d'actifs en émettant des titres d'emprunt qui sont garantis par des actifs détenus par l'entité structurée ou bien indexés sur ceux-ci. Les titres d'emprunt émis par une entité structurée peuvent comprendre des tranches de différents niveaux de subordination. L'implication de la société avec des entités structurées comprend principalement l'achat et la vente de participations bénéficiaires émises par des entités structurées adossées à des créances hypothécaires dans le cadre d'activités de tenue de marché et de produits dérivés que la société a conclus avec des entités structurées, tels que des swaps de rendement total. Dans certains cas, la société fournit des garanties, y compris des garanties dérivées, à des entités structurées non consolidées ou à des détenteurs d'intérêts dans des entités structurées non consolidées.

Le tableau ci-dessous présente une synthèse des entités structurées non consolidées dans lesquelles la société détient des participations.

(En millions de dollars.)	En décembre	
	2024	2023
Actifs dans des entités structurées	\$ 4 130	\$ 4 237
Valeur comptable des participations - actifs	\$ 580	\$ 571
Valeur comptable des intérêts - passifs	\$ -60	\$ -58
Exposition maximale à la perte	\$ 3 447	\$ 3 938

Dans le tableau ci-dessus :

- Les valeurs comptables des participations de la société sont incluses au bilan dans les actifs ou passifs détenus à des fins de transaction.
- L'exposition maximale à la perte de la société résulte principalement des produits dérivés, des engagements et des garanties, pour lesquels l'exposition maximale à la perte est le montant notionnel, qui ne représente pas les pertes anticipées et n'a pas non plus été réduite par les pertes latentes déjà constatées. En conséquence, l'exposition maximale à la perte est supérieure aux passifs enregistrés pour les dérivés, les engagements et les garanties.

Note 17. – Financements garantis

Le tableau ci-dessous présente les financements collatéralisés de la société.

(En millions de dollars.)	En décembre	
	2024	2023
Contrats de mise en pension	\$ 116 503	\$ 124 125
Prêts de titres	34 805	76 018
Prêts interentreprises	7 924	7 884
Titres d'emprunts émis	425	2 004
Emprunts bancaires	1 153	71
Autres emprunts	8 886	5 374
Total	\$ 169 696	\$ 215 476

Dans le tableau ci-dessus, les prêts intragroupe, les titres d'emprunts émis, les prêts bancaires et autres emprunts sont garantis par des titres donnés en garantie. Cette garantie donnée est soit comptabilisée en actifs détenus à des fins de transaction, soit en contrats collatéralisés.

Note 18. – Dettes clients et autres

Le tableau ci-dessous présente les dettes clients et autres dettes de la société.

(En millions de dollars.)	En décembre	
	2024	2023
Dettes envers les courtiers/négociants et organismes de compensation	\$ 1 797	\$ 1 305
Dettes clients et contreparties	105 367	113 896
Total	\$ 107 164	\$ 115 201

Dans le tableau ci-dessus, le total des dettes clients et autres comprend principalement les garanties en espèces reçues dans le cadre de certaines opérations sur dérivés, les soldes créditeurs de la clientèle liés aux activités de prime brokerag e de la société et les soldes liés à l'activité sur dérivés cotés.

Note 19. – Emprunts non garantis

Le tableau ci-dessous présente les emprunts non garantis de la société.

(En millions de dollars.)	En décembre	
	2024	2023
Emprunts bancaires	\$ 100	\$ 100
Découverts	26	237
Prêts intragroupe – non éligibles au MREL	18 700	32 474
Prêts intragroupe – éligibles au MREL	18 489	16 791
Titres d'emprunts émis	20 949	25 022
Prêts subordonnés	6 919	6 924
Autres emprunts	11 628	8 719
Total	\$ 76 811	\$ 90 267

Dans le tableau ci-dessus :

- Les paiements sur les titres d'emprunt émis et les autres instruments d'emprunt sont généralement associés à des actifs financiers sous-jacents, qui sont principalement des taux d'intérêt, des actions et des devises.
- Les prêts subordonnés se composent de prêts à long terme d'un montant de 6,88 milliards USD en décembre 2024 et en décembre 2023 accordés par GSG UK, ainsi que des intérêts courus associés. Ces prêts ne sont pas garantis et portent intérêt à taux variable. Ces prêts constituent des fonds propres réglementaires Tier 2 ajustés pour tenir compte de l'amortissement, le cas échéant, et sont remboursables sous réserve de l'approbation de la PRA. En décembre 2024, ces prêts étaient remboursables entre le 26 décembre 2029 et le 9 septembre 2030. En février 2025, la maturité de ces prêts a été prolongée de 5 ans.

Ajustement de la valeur de la dette

La société calcule la juste valeur des titres d'emprunt émis qui sont désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat en actualisant les flux de trésorerie futurs à un taux qui intègre les spreads de crédit de GS Group. Le tableau ci-dessous présente des informations sur les gains/(pertes) nets cumulés avant impôt de la société sur les titres de créance émis qui sont désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat, qui sont inclus dans les autres éléments du résultat global cumulés.

(En millions de dollars.)	Exercice clos en décembre	
	2024	2023
Solde de début	\$ -76	\$ 111
Ajustement de la valeur de la dette pour l'exercice	-31	-183
Transfert en report à nouveau	10	-4
Solde final	\$ -97	\$ -76

Le tableau ci-dessous présente des informations sur les gains/(pertes) de DVA nets d'impôt de la société, réalisés lors du remboursement anticipé de certains titres de créance émis qui sont désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat, qui sont transférés des autres éléments du résultat global accumulés aux bénéfices non distribués.

(En millions de dollars.)	Exercice clos en décembre	
	2024	2023
Gains/(pertes) de DVA réalisés nets d'impôt	\$ -7	\$ 3

Comptabilité de couverture

La société désigne certains swaps de taux d'intérêt comme couvertures de juste valeur utilisées pour gérer l'exposition aux taux d'intérêt de certaines dettes à court et long terme non garanties à taux fixe. Ces swaps de taux d'intérêt couvrent les variations de juste valeur attribuables au taux d'intérêt de référence concerné (par exemple, l'EURIBOR), convertissant ainsi les obligations à taux fixe en obligations à taux variable.

Le tableau ci-dessous présente les informations relatives aux instruments de couverture, qui sont classés dans les produits dérivés au sein des actifs et passifs détenus à des fins de transaction dans le bilan.

(En millions de dollars.)	En décembre	
	2024	2023
Valeur comptable des actifs	\$ 7	\$ 2
Valeur comptable des passifs	\$ 3	\$ —

Le tableau ci-dessous présente le notionnel des instruments de couverture par date d'échéance contractuelle.

(En millions de dollars.)	En décembre	
	2024	2023
1 à 3 mois	\$ 477	\$ —
3 mois à 1 an	27	532
1 à 5 ans	697	1 070
> 5 ans	878	1 411
Total	\$ 2 079	\$ 3 013

Le taux fixe moyen des instruments de couverture de la société est de 1,18 % en 2024 et de 0,97 % en 2023.

Le tableau ci-dessous présente la valeur comptable des éléments couverts désignés dans une relation de couverture et l'ajustement cumulé de couverture (augmentation/(diminution)) associé des relations de couverture actuelles et antérieures inclus dans ces valeurs comptables.

(En millions de dollars.)	Valeur comptable	Ajustement cumulé de la couverture
En décembre 2024		
Emprunts à court terme non garantis	\$ 506	\$ -1
Emprunts à long terme non garantis	\$ 1 392	\$ -164

En décembre 2023		
Emprunts à court terme non garantis	\$ 530	\$ —
Emprunts à long terme non garantis	\$ 2 227	\$ -201

En outre, les ajustements cumulés de couverture pour les éléments qui ne sont plus désignés dans une relation de couverture s'élevaient à 16 millions USD en décembre 2024 et 6 millions USD en décembre 2023.

Le tableau ci-dessous présente les gains/(pertes) de la société sur les dérivés de taux d'intérêt comptabilisés en couverture, les emprunts couverts associés et l'inefficacité de la couverture sur ces dérivés comptabilisés en produit net.

(En millions de dollars.)	Exercice clos en décembre	
	2024	2023
Couvertures de taux d'intérêt	\$ 4	\$ 85
Emprunts couverts	-20	-99
Inefficacité de la couverture	\$ -16	\$ -14

Note 20. – Autres passifs

Le tableau ci-dessous présente les autres passifs de la société par nature.

(En millions de dollars.)	En décembre	
	2024	2023
Rémunérations et prestations sociales	\$ 2 637	\$ 1 981
Dettes d'impôt sur les bénéficiaires	353	294
Passifs locatifs	6	7
Comptes de régularisation et divers	1 837	1 877
Total des passifs financiers	4 833	4 159
Dettes d'impôt sur les bénéficiaires	281	197
Autres impôts et charges sociales	478	371
Déficit de retraite (voir note 14)	83	80
Provisions	1	—
Comptes de régularisation et divers	89	75
Total passifs non financiers	932	723
Total	\$ 5 765	\$ 4 882

Dans le tableau ci-dessus :

- Les comptes de régularisation passif comprennent les dettes contractuelles, qui représentent la contrepartie reçue par la société dans le cadre de ses contrats avec des clients avant de fournir le service. En décembre 2024 et en décembre 2023, les dettes contractuelles n'étaient pas significatives.
- Au cours de la période en cours, la société a présenté certains comptes de régularisation et autres passifs en tant que passifs non financiers. Par conséquent, les données comparatives ont été ajustées pour correspondre à la présentation de la période actuelle afin de présenter ces soldes de manière plus appropriée.

Provisions

Le tableau ci-dessous présente les provisions relatives aux procédures légales et réglementaires dans lesquelles la société est impliquée.

(En millions de dollars.)	
Décembre 2022	\$ —
Dotations de l'exercice	—
Reprises de l'exercice	—
En décembre 2023	\$ —
Dotations de l'exercice	15
Reprises de l'exercice	-14
En décembre 2024	\$ 1

Note 21. – Capital social

Le tableau ci-dessous présente le capital social de la société.

Attribué, appelé et entièrement libéré	Actions ordinaires de 1 \$ chacune	(En millions de dollars.)
En décembre 2024	598 182 053	\$ 598
En décembre 2023	598 182 053	\$ 598
Décembre 2022	598 182 053	\$ 598

Note 22. – Autres instruments de capitaux propres

Le tableau ci-dessous présente les informations relatives aux obligations AT1 non garanties de la société.

Mois d'émission	Nombre d'obligations AT1	Millions USD	Taux d'intérêt
Juin 2017	3 000	\$ 3 000	9,00 % par an
Novembre 2018	2 500	2 500	8,67 % par an
En décembre 2024	5 500	\$ 5 500	
Juin 2017	3 000	\$ 3 000	9,00 % par an
Novembre 2018	2 500	2 500	8,67 % par an
En décembre 2023	5 500	\$ 5 500	

Les obligations AT1 de la société d'un montant de 1 million USD chacune ont été émises en faveur de GSG UK. Ces obligations AT1 n'ont pas d'échéance fixe et ne sont pas remboursables à vue.

Les obligations AT1 seront irrévocablement dépréciées si le ratio de fonds propres CET1 de la société ou de GSG UK Group tombe en dessous de 7 %.

En 2023, la société a racheté et annulé 2,80 milliards USD de ses obligations AT1 à leur juste valeur de 2,27 milliards USD. La différence entre la valeur comptable et la juste valeur de ces billets rachetés de 527 millions USD a été comptabilisée en bénéfices non distribués.

En outre, la société a payé des intérêts de 495 millions USD en 2024 et 643 millions USD en 2023, sur ses obligations AT1, qui ont été comptabilisés directement en bénéfices non distribués. L'effet d'impôt associé a été comptabilisé en charge d'impôt sur le résultat.

Note 23. – Dividendes et distributions

En 2024, la société a versé des dividendes en numéraire de 2,19 milliards USD à GSG UK :

- 1,02 milliards USD le 24 juin 2024, soit 1,71 USD par action.
- 1,16 milliards USD le 2 décembre 2024, soit 1,94 USD par action.

En 2023, la société a versé des dividendes en numéraire de 1,68 milliards USD à GSG UK :

- 655 millions USD le 31 mai 2023, soit 1,09 USD par action.
- 1,03 milliards USD le 30 novembre 2023, soit 1,72 USD par action.

En outre, en 2023, la société a effectué une distribution hors numéraire de 1,42 milliards USD à GSG UK, au titre de la contrepartie reçue du transfert de son activité de gestion d'actifs au Royaume-Uni.

Note 24. – Tableau des rapprochements de flux de trésorerie

Le tableau ci-dessous présente la trésorerie et les équivalents de trésorerie de la société, nets des découverts pour les besoins du tableau des flux de trésorerie. Les découverts ont été inclus car ils font partie de la gestion de la trésorerie de la société.

(En millions de dollars.)	En décembre	
	2024	2023
Trésorerie et équivalents de trésorerie	\$ 11 601	\$ 35 689

Découverts (cf. note 19)	-26	-237
Total	\$ 11 575	\$ 35 452

Dans le tableau ci-dessus, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprenaient les liquidités affectées de la société, soit 2,78 milliards USD en décembre 2024 et 2,23 milliards USD en décembre 2023.

Rapprochement des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Le tableau ci-dessous présente un rapprochement des flux de trésorerie générés/(consommés) par les activités d'exploitation.

(En millions de dollars.)	Exercice clos en décembre	
	2024	2023
Résultat avant impôts	\$ 3 673	\$ 5 066
Ajustements pour		
Dotations aux amortissements (cf. note 6)	264	264
Pertes sur cession d'immeubles, d'améliorations locatives, d'immobilisations corporelles et incorporelles	3	2
Charge au titre des régimes à prestations définies (voir Note 14)	6	1
Pertes/Gains de change	-311	-1 566
Rémunérations fondées sur des actions	1 240	606
Provisions (cf. note 20)	15	—
Intérêts sur prêts subordonnés et prêts intragroupe éligibles au MREL	1 821	1 657
Gains sur investissements	-42	-25
Plus-value liée au transfert de l'activité britannique de gestion d'actifs	—	-1 424
Trésorerie générée avant variation des actifs et passifs d'exploitation	6 669	4 581
Variation des actifs d'exploitation		
Diminution/(augmentation) des contrats garantis	70 271	-27 021
Diminution/(augmentation) des créances clients et autres	-3 998	6 079
Diminution des actifs détenus à des fins de transaction	2 280	44 448
Diminution/(augmentation) des autres actifs	160	-93
Variation des actifs d'exploitation	68 713	23 413
Variation des passifs d'exploitation		
Augmentation/(diminution) des financements garantis	-45 780	90 741
Augmentation/(diminution) des dettes clients et autres	-8 037	4 218
Diminution des passifs détenus à des fins de transaction	-26 389	106 703
Augmentation/(diminution) des emprunts non garantis	-14 970	12 178
Diminution des autres passifs	-894	-756
Variation des passifs d'exploitation	-96 070	-322
Trésorerie générée/(consommée) par l'exploitation	\$ -20 688	\$ 27 672

Dans le tableau ci-dessus :

- La trésorerie générée/(consommée) par l'exploitation comprenait des intérêts payés de 24,46 milliards USD en 2024 et 22,54 milliards USD en 2023, et des intérêts reçus de 24,94 milliards USD en 2024 et 21,09 milliards USD en 2023. Les données comparatives ont été retraitées afin de mettre à jour les intérêts payés et les intérêts reçus pour 2023 (voir Note 5).
- Les gains de change concernent principalement la réévaluation calculée des soldes de trésorerie en livres sterling et en euros, principalement détenus auprès des banques centrales à des fins de gestion des liquidités. La réévaluation des soldes de trésorerie et des autres actifs et passifs monétaires est comptabilisée en résultat avant impôt.

Rapprochement des flux de trésorerie provenant des activités de financement hors passifs locatifs

La société inclut les emprunts éligibles au MREL comme activité de financement pour les besoins de son tableau de flux de trésorerie, qui se compose de ses titres AT1, de ses prêts subordonnés et de ses prêts intragroupe éligibles au MREL. Le principal et les intérêts liés à ces emprunts sont classés en activités de financement. Le tableau ci-dessous présente un rapprochement des flux de trésorerie provenant des activités de financement hors passifs locatifs.

(En millions de dollars.)	Prêts subordonnés et prêts intragroupe éligibles au MREL	Obligations AT1	Total
Décembre 2022	\$ 22 181	\$ 8 300	\$ 30 481
Rachat	—	-2 273	-2 273
Émission	1 500	—	1 500
Intérêts facturés	1 657	643	2 300
Intérêts versés	-1 623	-643	-2 266
Autres	—	-527	-527
En décembre 2023	23 715	5 500	29 215
Rachat	—	—	—
Émission	1 700	—	1 700
Intérêts facturés	1 821	495	2 316
Intérêts versés	-1 828	-495	-2 323
Autres	—	—	—
En décembre 2024	\$ 25 408	\$ 5 500	\$ 30 908

Dans le tableau ci-dessus, la catégorie « autres » concerne la différence entre la valeur comptable et la juste valeur des 2,80 milliards USD d'obligations AT1 que la société a rachetées en 2023.

Note 25. – Engagements financiers et passifs éventuels

Engagements

Le tableau ci-dessous présente les engagements.

(En millions de dollars.)	En décembre	
	2024	2023
Contrats garantis	\$ 122 370	\$ 143 596
Financements garantis	69 340	45 173
Autres	2 759	3 372
Total	\$ 194 469	\$ 192 141

Les engagements garantis comprennent les contrats de prise en pension à terme et d'emprunt de titres, et les engagements de financement garantis comprennent les contrats de mise en pension à terme et les contrats de prêt garantis qui sont réglés à une date future, généralement dans un délai de trois jours ouvrables. Les engagements garantis incluent également les transactions au titre desquelles la société s'est engagée à fournir un financement conditionnel à ses clients et contreparties par le biais de contrats de prise en pension. Le financement par la société de ces engagements dépend de la satisfaction de toutes les conditions contractuelles du contrat de prise en pension et ces engagements peuvent expirer sans être utilisés.

Les autres engagements concernent principalement les engagements de garantie en décembre 2024 et les engagements de garantie et de prêt en décembre 2023.

En outre, des charges afférentes aux actifs de la société sont nées dans le cours normal des affaires.

Procédures judiciaires

La société est impliquée dans un certain nombre de procédures judiciaires, réglementaires et d'arbitrage (y compris celles décrites ci-dessous) concernant des questions soulevées dans le cadre de la conduite des affaires de la société. Pour toute question pour laquelle aucune provision n'a été comptabilisée et qui pourrait avoir un impact financier, il n'est pas possible d'estimer de manière fiable l'impact financier potentiel, sauf dans le cas mentionné dans la première question ci-dessous.

Banco Espírito Santo S.A. et Oak Finance. En décembre 2014, septembre 2015 et décembre 2015, la Banque du Portugal (BoP) a décidé d'annuler un transfert antérieur à Novo Banco d'un accord de crédit de 835 millions USD (le Crédit), structuré par la société, entre Oak Finance Luxembourg S.A. (Oak Finance), un véhicule ad hoc créé dans le cadre du crédit, et Banco Espírito Santo S.A. (BES) avant la défaillance de BES. En réponse, la société et, en ce qui concerne la décision de décembre 2015 de la BoP, Goldman Sachs International Bank ont introduit des actions à partir de février 2015 contre Novo Banco S.A. (Novo Banco) devant le tribunal de commerce anglais et le BoP devant le tribunal administratif portugais. En juillet 2018, la Cour suprême anglaise a conclu que les tribunaux anglais n'auront pas compétence sur l'action de la société tant que le tribunal administratif portugais n'aura pas rendu un jugement à l'encontre de BoP dans l'action

parallèle de la société. En juillet 2018, le Comité de liquidation de BES a rendu une décision visant à récupérer auprès de la société 54 millions USD versés à la société et 50 millions USD prétendument versés à Oak Finance dans le cadre du Crédit, alléguant que la société a agi de mauvaise foi en prolongeant le Crédit, notamment parce que la société aurait su que BES risquait une défaillance imminente. En octobre 2018, la société a intenté une action devant le tribunal de commerce de Lisbonne contestant la décision du comité de liquidation et a depuis également déposé une demande à l'encontre de l'État portugais visant à obtenir réparation de pertes d'environ 222 millions USD liées à la défaillance de BES, ainsi qu'une demande conditionnelle pour les 104 millions USD demandés par le comité de liquidation. Le 11 avril 2023, GSI a entamé une procédure administrative à l'encontre de la BoP, demandant l'annulation des décisions de septembre 2015 et décembre 2015 de la BoP pour de nouveaux motifs.

Litige antitrust sur les swaps de taux d'intérêt. La société fait partie des défendeurs cités dans une action collective antitrust présumée relative à la négociation de swaps de taux d'intérêt, introduite en novembre 2015 et consolidée devant le Tribunal de district américain du district sud de New York. La société fait également partie des défendeurs cités dans deux actions antitrust relatives à la négociation de swaps de taux d'intérêt, engagées respectivement en avril 2016 et juin 2018 devant le Tribunal de district américain du district sud de New York par trois opérateurs de plateformes d'exécution de swaps et certains de leurs affiliés. Ces actions ont été regroupées dans le cadre de la procédure préparatoire. Les plaintes font généralement valoir des revendications au titre du droit fédéral antitrust et du droit commun des États en lien avec un prétendu complot entre les défendeurs pour empêcher la négociation en bourse de swaps de taux d'intérêt. Les plaintes dans les actions individuelles font également valoir des revendications au titre de la législation antitrust de l'État. Les plaintes sollicitent des mesures déclaratives et injonctives, ainsi que des dommages-intérêts au triple pour un montant non précisé. Les défendeurs ont demandé le rejet du recours collectif et de la première action individuelle et le tribunal de district a rejeté les demandes de common law de l'État formulées par les demandeurs dans la première action individuelle et a par ailleurs limité la demande de common law de l'État dans l'action collective présumée et les demandes antitrust dans les deux actions à la période 2013-2016. Le 20 novembre 2018, le tribunal a accepté en partie et rejeté en partie la requête des défendeurs en irrecevabilité de la deuxième action individuelle, rejetant les demandes de common law de l'État pour enrichissement injuste et ingérence délictuelle, mais rejetant le rejet des demandes fédérales et étatiques antitrust. Le 13 mars 2019, le tribunal a rejeté la requête des demandeurs dans le cadre de l'action collective présumée visant à modifier leur plainte pour ajouter des allégations liées à un comportement de 2008 à 2012, mais a accepté la requête pour ajouter des allégations limitées de 2013 à 2016, que les demandeurs ont ajoutée dans une quatrième plainte modifiée consolidée déposée le 22 mars 2019. Le 15 décembre 2023, le tribunal a rejeté la demande de certification collective des demandeurs et, le 28 décembre 2023, les demandeurs ont déposé une requête devant l'US Court of Appeals for the Second Circuit (Cour d'appel du Second Circuit) demandant un réexamen interlocutoire de la décision du tribunal de district de ne pas certifier le recours collectif. Le 11 juillet 2024, le tribunal a approuvé à titre préliminaire un règlement entre les demandeurs et certains défendeurs, dont GSI et certains de ses affiliés, afin de régler le recours collectif. GS Group a versé l'intégralité de sa contribution proposée au règlement sur un compte séquestre. GSI n'est pas tenu de contribuer au règlement. Les actions individuelles restent en suspens.

Procédures contentieuses relatives aux matières premières. La société fait partie des défendeurs cités dans des actions collectives présumées relatives au négoce de platine et de palladium, déposées à partir du 25 novembre 2014 et récemment modifiées le 15 mai 2017 devant le Tribunal de district américain du district sud de New York. La plainte modifiée allègue en substance que les défendeurs ont violé les lois antitrust fédérales et le Commodity Exchange Act dans le cadre d'une manœuvre illicite visant à manipuler un indice de référence pour les prix physiques du platine et du palladium et à demander des mesures déclaratives et injonctives, ainsi que des dommages-intérêts au triple pour un montant non spécifié. Le 29 mars 2020, le tribunal a fait droit aux demandes d'irrecevabilité et de réexamen des défendeurs, entraînant le rejet de toutes les demandes, et le 27 février 2023, aux États-Unis. La Cour d'appel du Second Circuit a annulé le rejet par le tribunal de district de certaines demandes antitrust des plaignants et a annulé le rejet par le tribunal de district de la demande Commodity Exchange Act des plaignants. Le 12 avril 2023, la requête des défendeurs en vue d'obtenir une nouvelle audience ou une nouvelle audience en banc devant la Cour d'appel américaine du deuxième circuit a été rejetée. Le 21 juillet 2023, les défendeurs ont déposé une requête en jugement sur les plaidoiries. Le 17 janvier 2025, le tribunal a approuvé un règlement pour régler cette action. La société a versé l'intégralité de sa contribution au règlement sur un compte séquestre en 2024.

Litige antitrust sur les swaps de défaut de crédit. La société fait partie des défendeurs cités dans une action collective antitrust présumée relative au règlement de swaps de défaut de crédit, déposée le 30 juin 2021 devant le Tribunal de district américain du district du Nouveau-Mexique. La plainte formule généralement des réclamations en vertu de la loi antitrust fédérale et du Commodity Exchange Act dans le cadre d'un prétendu complot entre les défendeurs visant à manipuler le prix de référence utilisé pour évaluer les swaps de défaut de crédit pour le règlement. La plainte fait également valoir une demande d'enrichissement injuste en vertu du droit commun de l'État. La plainte sollicite des mesures de déclaration et d'injonction, ainsi que des montants non spécifiés de triplement et d'autres dommages-intérêts. Le 15 novembre 2021, les défendeurs ont déposé une requête en irrecevabilité de la demande. Le 4 février 2022, les demandeurs ont déposé une

plainte modificative et ont volontairement débouté Group Inc. de l'action. Le 5 juin 2023, le tribunal a rejeté les demandes à l'encontre de certains défendeurs étrangers pour défaut de compétence personnelle, mais a rejeté la requête en irrecevabilité des défendeurs concernant Goldman Sachs & Co. LLC, la société et les défendeurs restants. Le 24 janvier 2024, le tribunal a fait droit à la requête des défendeurs de surseoir à statuer dans l'attente de la résolution de la requête déposée par les défendeurs le 3 novembre 2023 devant le Tribunal de district américain du district sud de New York pour faire appliquer un règlement de 2015 et la mainlevée entre les parties. Le 26 janvier 2024, le tribunal de district américain du district sud de New York a fait droit à la requête des défendeurs en vue de l'exécution du règlement et de la mainlevée et a enjoint les demandeurs de poursuivre toute réclamation contre les défendeurs dans le cadre de l'action du Nouveau-Mexique pour toute violation présumée de la loi fondée sur un comportement avant le 30 juin 2014, et le 23 février 2024, les demandeurs ont interjeté appel auprès de la Cour d'appel américaine du deuxième circuit.

Enquêtes et examens réglementaires et procédures contentieuses connexes. Le Group Inc. et certaines de ses affiliés, y compris la société, font l'objet d'un certain nombre d'autres enquêtes et examens de la part de divers organismes gouvernementaux et réglementaires et organismes d'autorégulation, et ont, dans certains cas, reçu des sommations et des demandes de documents et d'informations de la part de divers organismes gouvernementaux et réglementaires et organismes d'autorégulation, ainsi que des litiges relatifs à diverses questions relatives aux activités et opérations de GS Group, notamment :

- Le processus d'offre de titres et les pratiques de souscription ;
- Les services de gestion d'investissement et de conseil financier ;
- Les conflits d'intérêts ;
- Les transactions impliquant des financements publics et autres questions ;
- L'offre, l'adjudication, la vente, la négociation et la compensation de titres d'entreprises et d'État, de devises, de matières premières et d'autres produits financiers, ainsi que les ventes et autres communications et activités connexes, ainsi que la supervision et les contrôles de GS Group relatifs à ces activités, y compris le respect des règles applicables en matière de vente à découvert, le trading algorithmique, à haute fréquence et quantitatif, le trading à terme, le trading d'options, le trading lors de l'émission, les transactions et les rapports réglementaires, les systèmes et contrôles technologiques, les pratiques de prêt de titres, les activités de prime brokerage, la négociation et la compensation d'instruments dérivés de crédit et de swaps de taux d'intérêt, les activités de matières premières et de stockage de métaux, les pratiques de placement privé, l'allocation et la négociation de titres, et les activités de négociation et les communications liées à l'établissement de taux de référence, tels que les taux de change ;
- La conformité avec l'UK Bribery Act et l'US Foreign Corrupt Practices Act ;
- Les pratiques en matière d'embauche et de rémunération ;
- Le système de gestion et de contrôle des risques ; et
- Les délits d'initiés, l'utilisation abusive potentielle et la diffusion d'informations importantes non publiques concernant les évolutions des entreprises et des gouvernements et l'efficacité des contrôles sur les délits d'initiés et des barrières à l'information.

En outre, les enquêtes, examens et procédures contentieuses impliquant les affiliés de la société et les activités et opérations de ces affiliés, y compris les diverses questions mentionnées ci-dessus mais aussi d'autres questions, peuvent avoir un impact sur les activités et opérations de la société.

Note 26. – Échéance des actifs et des passifs

Le tableau ci-dessous présente la maturité attendue des actifs et passifs de la société.

(En millions de dollars.)	Non courant	Courant	Total
En décembre 2024			
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	\$ —	\$ 11 601	\$ 11 601
Contrats garantis	913	191 633	192 546
Créances clients et autres	—	76 886	76 886
Actifs détenus à des fins de transaction	—	826 082	826 082
Autres actifs	1 735	2 024	3 759
Total de l'actif	\$ 2 648	\$ 1 108 226	\$ 1 110 874
Passif			
Financements garantis	\$ 71 763	\$ 97 933	\$ 169 696
Dettes clients et autres	—	107 164	107 164
Passifs détenus à des fins de transaction	—	711 221	711 221
Emprunts non garantis	56 631	20 180	76 811

Autres passifs	1 669	4 096	5 765
Total du passif	\$ 130 063	\$ 940 594	\$ 1 070 657
En décembre 2023			
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	\$ —	\$ 35 689	\$ 35 689
Contrats garantis	1 249	261 568	262 817
Créances clients et autres	—	72 888	72 888
Actifs détenus à des fins de transaction	—	828 362	828 362
Autres actifs	1 851	1 948	3 799
Total de l'actif	\$ 3 100	\$ 1 200 455	\$ 1 203 555
Passif			
Financements garantis	\$ 55 225	\$ 160 251	\$ 215 476
Dettes clients et autres	—	115 201	115 201
Passifs détenus à des fins de transaction	—	737 610	737 610
Emprunts non garantis	71 100	19 167	90 267
Autres passifs	1 128	3 754	4 882
Total du passif	\$ 127 453	\$ 1 035 983	\$ 1 163 436

Dans le tableau ci-dessus :

- Les actifs et passifs courants comprennent les montants que la société prévoit de réaliser ou de régler au cours de son cycle d'exploitation normal ; ils comprennent les actifs et passifs détenus à des fins de transaction ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie.
- Les actifs non courants sont les montants que la société prévoit de recouvrer dans plus de douze mois ; ils comprennent principalement certains contrats garantis, certaines participations, certains prêts, les actifs incorporels, les actifs d'impôts différés, les excédents de retraite et certains prêts intragroupe.
- Les passifs non courants sont les montants que la société prévoit de régler dans plus de douze mois ; ils comprennent principalement les financements collatéralisés et les emprunts non garantis dont l'échéance contractuelle est supérieure à un an, à l'exception des contrats dont le règlement est déclenché par un événement indépendant de la volonté de la société, auquel cas ceux-ci sont classés comme courants.

Note 27. – Informations relatives aux parties liées

Les parties sont considérées comme étant liées si l'une des parties a la capacité de contrôler directement ou indirectement l'autre partie ou d'exercer une influence notable sur celle-ci dans la prise de décisions financières ou opérationnelles. Les parties liées de la société comprennent :

- Les entités mères de la société ;
- Les autres affiliés de GS Group ;
- Les principaux dirigeants de la société ;
- Les principaux dirigeants des entités mères de la société ; et
- Les autres parties liées, dont le régime de retraite à prestations définies de la société et les entreprises associées de GS Group.
- Les principaux dirigeants sont définis comme les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de planifier, diriger et contrôler les activités de la société. Les principaux dirigeants de la société comprennent les administrateurs de la société, les membres de l'EMC qui sont des salariés de la société et les membres de la direction générale qui sont désignés comme dirigeants en vertu de la PRA et du Plan de certification des cadres supérieurs de la FCA.

Rémunération des principaux dirigeants

Le tableau ci-dessous présente les rémunérations versées ou dues par la société au titre des services rendus aux principaux dirigeants de la société et de ses entités mères.

(En millions de dollars.)	Exercice clos en décembre	
	2024	2023
Salaires et autres avantages à court terme	\$ 105	\$ 146
Avantages postérieurs à l'emploi	1	1
Rémunérations fondées sur des actions	355	162
Total	\$ 461	\$ 309

Dans le tableau ci-dessus :

- Les salaires et autres avantages à court terme comprennent les jetons de présence versés aux administrateurs non exécutifs de la société.
- La rémunération fondée sur des actions comprenait une charge de 215 millions USD en 2024 et une charge de 72 millions USD en 2023 représentant les variations de la juste valeur des droits à un paiement fondé sur des actions refacturés par le Group Inc. au cours de l'exercice.

Émoluments des administrateurs

Conformément à la loi sur les sociétés de 2006, les émoluments des administrateurs représentent la proportion du total des émoluments payés ou payables au titre des services éligibles uniquement. Ce total n'inclut que la valeur des espèces et des avantages en nature, et n'inclut pas la valeur des attributions d'actions conformément aux dispositions du Schedule 5 des Statutory Instruments 2008/410. Les administrateurs perçoivent également des émoluments pour des services non éligibles qui ne sont pas tenus d'être divulgués.

Le tableau ci-dessous présente les émoluments des administrateurs de la société.

(En millions de dollars.)	Exercice clos en décembre	
	2024	2023
Rémunération globale	\$ 5	\$ 7
Cotisations de retraite des entreprises aux régimes à cotisations définies	—	—
Total	\$ 5	\$ 7

Le tableau ci-dessous présente les émoluments de l'administrateur de la société le mieux rémunéré.

(En millions de dollars.)	Exercice clos en décembre	
	2024	2023
Rémunération globale	\$ 2	\$ 3
Cotisations de retraite des entreprises aux régimes à cotisations définies	\$ —	\$ —
Pension annuelle cumulée à la fin de l'exercice	\$ —	\$ —

Deux administrateurs étaient membres d'un régime de retraite à cotisations définies et un administrateur était membre à la fois d'un régime de retraite à cotisations définies et d'un régime de retraite à prestations définies en 2024 (2023 : deux administrateurs étaient membres d'un régime de retraite à cotisations définies et un administrateur était membre à la fois d'un régime de retraite à cotisations définies et d'un régime de retraite à prestations définies). Trois administrateurs dont l'administrateur le mieux rémunéré en 2024 (2023 : trois administrateurs dont l'administrateur le mieux rémunéré) ont reçu ou doivent recevoir des actions de Group Inc. au titre de plans d'intéressement à long terme.

Le total des émoluments des sept administrateurs non exécutifs en 2024 (2023 : neuf administrateurs non exécutifs) qui étaient membres du Conseil pour tout ou partie de 2024 s'élevait à environ 1,2 millions USD (pour tout ou partie de 2023 : environ 1,4 million USD). Les honoraires courants supplémentaires au titre des services de conseil fournis par certains administrateurs non exécutifs se sont élevés à environ 0,1 million USD en 2024 (2023 : environ 0,2 million USD).

Transactions avec les parties liées

Les transactions de la société avec des parties liées comprennent principalement ce qui suit.

Gestion des risques et activité de tenue de marché

La société conclut régulièrement des produits dérivés et achète et vend des titres et des prêts avec des parties liées à des fins de gestion des risques et de tenue de marché, qui sont comptabilisés dans les actifs et passifs détenus à des fins de transaction.

Le tableau ci-dessous présente les instruments dérivés en cours de la société avec des parties liées, essentiellement avec d'autres affiliés de GS Group. La variation des actifs et passifs dérivés est liée aux nouvelles opérations, aux résiliations, aux expirations et aux gains ou pertes, y compris les flux de trésorerie associés.

(En millions de dollars.)	Actifs dérivés	Instruments dérivés passifs
En décembre 2024	\$ 530 188	\$ 507 872
En décembre 2023	\$ 508 547	\$ 490 225
décembre 2022	\$ 585 390	\$ 582 060
Comparaison décembre 2024/décembre 2023	\$ 21 641	\$ 17 647
Comparaison décembre 2023/décembre 2022	\$ -76 843	\$ -91 835

Le tableau ci-dessous présente les encours bruts d'achats et de ventes de titres et de prêts réguliers de/à d'autres affiliés de GS Group.

(En millions de dollars.)	En décembre	
	2024	2023
Encours d'achats réguliers de titres et de prêts	\$ 11 730	\$ 11 483
Encours des ventes régulières de titres et de prêts	\$ 11 613	\$ 10 927

La société détient également des titres et accorde des prêts aux entreprises à d'autres affiliés de GS Group, qui sont classés dans les actifs détenus à des fins de transaction. La société échange également des garanties en espèces et des titres dans le cadre de transactions sur produits dérivés. Les garanties en espèces reçues sont comptabilisées en dettes envers la clientèle et autres dettes. Les garanties en espèces versées sont comptabilisées en créances clients et autres débiteurs. La société a déposé des garanties en faveur de parties liées pour un montant de 3,55 milliards USD en décembre 2024 et de 13,00 milliards USD en décembre 2023.

En outre, la société exécute et assure l'intermédiation de dérivés cotés avec d'autres affiliés de GS Group, ce qui donne lieu à un échange de marge, comptabilisée en créances clients et autres et en dettes clients et autres.

La société a également reçu des titres de 80 millions USD en décembre 2024 et 121 millions USD en décembre 2023 d'une filiale dans le cadre d'un accord de prêt de titres.

Activité de financement

La société conclut régulièrement des accords garantis et des financements garantis avec des affiliés de GS Group, principalement pour se procurer des titres et du portefeuille de fonds sur une base garantie.

En outre, une part importante des emprunts non garantis de la société est réalisée auprès des affiliés de GS Group, y compris les obligations AT1 de la société émises à GSG UK. Voir les Notes 19 et 22 pour plus de détails. La société a également consenti des prêts à certains affiliés de GS Group. Voir la Note 13 pour plus de détails.

Les instruments portant intérêt sont généralement évalués en fonction de l'échéance, de la devise, de la taille, de la subordination et du fait que l'instrument soit garanti ou non garanti.

Services de gestion de trésorerie

La société reçoit des services de gestion de trésorerie d'autres affiliés de GS Group et place des dépôts en espèces auprès d'elles dans le cours normal de ses activités qui sont comptabilisés en trésorerie et équivalents de trésorerie.

Engagements et garanties

Le tableau ci-dessous présente les engagements de la société avec les autres affiliés de GS Group.

(En millions de dollars.)	En décembre	
	2024	2023
Contrats garantis	\$ 94 929	\$ 103 469
Financements garantis	55 377	36 514
Autres	—	218
Total	\$ 150 306	\$ 140 201

Les autres engagements concernent un engagement de souscription en décembre 2023.

La société bénéficie d'une garantie de Group Inc. sur les transactions conclues avec certaines de ses contreparties, à hauteur de 8 milliards USD d'exposition en cas de défaut. Au cours des années 2024 et 2023, la garantie n'a pas été utilisée.

Prix de transfert et frais de gestion

La société participe à la répartition de produit net entre les affiliés de GS Group pour leur implication dans les activités de GS Group. En outre, la société supporte ou perçoit des frais de gestion, facturés par/à des affiliés de GS Group au titre des services de support opérationnel et administratif et de gestion.

Fiscalité

La société bénéficie d'un allègement de groupe de la part d'autres affiliés de GS Group. La société a reçu d'autres affiliés de GS Group des pertes fiscales de 251 millions USD en 2024 et 231 millions USD en 2023, pour lesquelles une contrepartie sera payée en totalité.

Rémunérations fondées sur des actions

La société a conclu un accord de rétrocession avec Group Inc. en vertu duquel elle s'engage à verser à Group Inc. (a) la juste valeur de ces attributions à la date d'octroi et (b) les variations ultérieures de la juste valeur de ces attributions entre la date d'octroi et la livraison finale aux salariés (postérieure à la date d'acquisition). Voir les notes 7 et 8 pour de plus amples informations.

Transactions avec les principaux dirigeants

Certains membres clés de la direction et les membres de leur famille proche ont des comptes de courtage et/ou des comptes discrétionnaires dans la société. Ils sont fournis dans le cours normal des affaires à des conditions commerciales, et dans chaque cas dans le respect des lois et réglementations applicables.

Les membres de la famille proche de certains membres clés de la direction sont employés par la société. Le montant de la rémunération versée aux membres de la famille a été déterminé conformément aux pratiques de rémunération standard de la société applicables aux salariés se trouvant dans une situation similaire.

Transfert de l'activité de gestion d'actifs au Royaume-Uni

Le 1^{er} avril 2023, la société a transféré son activité de gestion d'actifs au Royaume-Uni à GSAMI et a reçu une participation minoritaire dans la société mère directe de GSAMI, qui a été évaluée à sa juste valeur par le biais du compte de résultat. En conséquence, en 2023, la société a enregistré une plus-value nette de 1,42 milliard USD et a effectué une distribution équivalente du montant total reçu.

Actifs et passifs des parties liées

Le tableau ci-dessous présente les actifs et passifs de la société avec les parties liées.

(En millions de dollars.)	Entités mères	Autres affiliés de GS Group	Autres parties liées	Total
En décembre 2024				
Actif				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	\$ —	\$ 1 368	\$ —	\$ 1 368
Contrats garantis	—	124 300	—	124 300
Créances clients et autres	249	25 758	4	26 011
Actifs détenus à des fins de transaction	1 889	535 940	1	537 830
Autres actifs	162	1 762	—	1 924
Total de l'actif	\$ 2 300	\$ 689 128	\$ 5	\$ 691 433
Passif				
Financements garantis	\$ —	\$ 101 215	\$ —	\$ 101 215
Dettes clients et autres	17	32 446	—	32 463
Passifs détenus à des fins de transaction	1 205	506 744	—	507 949
Emprunts non garantis	29 915	18 023	—	47 938
Autres passifs	2 476	1 661	—	4 137
Total du passif	\$ 33 613	\$ 660 089	\$ —	\$ 693 702
En décembre 2023				
Actif				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	\$ —	\$ 1 359	\$ —	\$ 1 359

Contrats garantis	—	187 769	—	187 769
Créances clients et autres	148	15 459	11	15 618
Actifs détenus à des fins de transaction	2 048	514 404	—	516 452
Autres actifs	263	1 856	—	2 119
Total de l'actif	\$ 2 459	\$ 720 847	\$ 11	\$ 723 317
Passif				
Financements garantis	\$ —	\$ 148 582	\$ —	\$ 148 582
Dettes clients et autres	100	31 535	—	31 635
Passifs détenus à des fins de transaction	929	489 370	11	490 310
Emprunts non garantis	32 384	27 257	—	59 641
Autres passifs	1 950	1 530	—	3 480
Total du passif	\$ 35 363	\$ 698 274	\$ 11	\$ 733 648

Produits et charges des parties liées

Le tableau ci-dessous présente les produits et charges de la société liés aux transactions avec des parties liées autres que les principaux dirigeants.

(En millions de dollars.)	Entités mères	Autres Affiliés de GS Group	Autres parties liées	Total
Exercice clos fin décembre 2024				
Produit net				
Produits d'intérêts	\$ 74	\$ 12 389	\$ —	\$ 12 463
Charges d'intérêts	-2 266	-12 909	—	-15 175
Produits des prix de transfert	—	-1 067	—	-1 067
Autres produits	—	—	—	—
Produit net total	\$ -2 192	\$ -1 587	\$ —	\$ -3 779
Charges d'exploitation nettes				
Basé sur les transactions	\$ —	\$ 290	\$ —	\$ 290
Frais de gestion facturés par les affiliés de GS Group	—	1 050	—	1 050
Frais de gestion facturés aux affiliés de GS Group	-2	-364	—	-366
Autres charges	—	568	—	568
Total des charges nettes d'exploitation	\$ -2	\$ 1 544	\$ —	\$ 1 542
Exercice clos en décembre 2023				
Produit net				
Produits d'intérêts	\$ 270	\$ 8 634	\$ —	\$ 8 904
Charges d'intérêts	-2 234	-11 406	—	-13 640
Produits des prix de transfert	—	350	—	350
Autres produits	—	19	—	19
Produit net total	\$ -1 964	\$ -2 403	\$ —	\$ -4 367
Charges d'exploitation nettes				
Basé sur les transactions	\$	\$ 218	\$	\$ 218
Frais de gestion facturés par les affiliés de GS Group	—	1 140	—	1 140
Frais de gestion facturés aux Affiliés de GS Group	-4	-315	—	-319
Autres charges	1	575	—	576
Total des charges nettes d'exploitation	\$ -3	\$ 1 618	\$ —	\$ 1 615

Dans le tableau ci-dessus, les charges liées aux transactions et autres charges comprennent principalement les charges IFRS 15.

Note 28. – Instruments financiers

Actifs et passifs financiers par catégorie

Les tableaux ci-dessous présentent la valeur comptable des actifs et passifs financiers de la société par catégorie.

(En millions de dollars.)	Actifs financiers		
	Obligatoirement à la juste valeur	Coût amorti	Total
En décembre 2024			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	\$ —	\$ 11 601	\$ 11 601
Contrats garantis	71 594	120 952	192 546
Créances clients et autres	—	76 886	76 886
Actifs détenus à des fins de transaction	826 082	—	826 082
Autres actifs	429	1 874	2 303
Total	\$ 898 105	\$ 211 313	\$ 1 109 418
En décembre 2023			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	\$ —	\$ 35 689	\$ 35 689
Contrats garantis	138 889	123 928	262 817
Créances clients et autres	—	72 888	72 888
Actifs détenus à des fins de transaction	828 362	—	828 362
Autres actifs	610	2 014	2 624
Total	\$ 967 861	\$ 234 519	\$ 1 202 380

(En millions de dollars.)	Passifs financiers			
	Détenus à des fins de transaction	Désignés à la juste valeur	Coût amorti	Total
En décembre 2024				
Financements garantis	\$ —	\$ 86 015	\$ 83 681	\$ 169 696
Dettes clients et autres	—	—	107 164	107 164
Passifs détenus à des fins de transaction	711 221	—	—	711 221
Emprunts non garantis	—	44 706	32 105	76 811
Autres passifs	—	—	4 833	4 833
Total	\$ 711 221	\$ 130 721	\$ 227 783	\$ 1 069 725
En décembre 2023				
Financements garantis	\$ —	\$ 106 784	\$ 108 692	\$ 215 476
Dettes clients et autres	—	—	115 201	115 201
Passifs détenus à des fins de transaction	737 610	—	—	737 610
Emprunts non garantis	—	54 653	35 614	90 267
Autres passifs	—	—	4 159	4 159
Total	\$ 737 610	\$ 161 437	\$ 263 666	\$ 1 162 713

Dans le tableau ci-dessus, certains des emprunts non garantis de la société qui ont été évalués au coût amorti ont été précédemment présentés comme désignés à la juste valeur. En décembre 2023, 283 millions USD d'emprunts non garantis ont été transférés de désignés à la juste valeur au coût amorti afin de présenter de manière plus appropriée ces soldes. Ces instruments financiers étaient précédemment présentés au niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs et sont désormais présentés de manière appropriée dans les passifs financiers non courants qui ne sont pas évalués à la juste valeur à la Note 29.

Compensation des actifs et passifs financiers

Les tableaux ci-dessous présentent les actifs et passifs financiers qui font l'objet d'accords de compensation et de compensation exécutoires. Les montants ne sont compensés au bilan que lorsque la société a actuellement un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et une intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Dans les tableaux ci-dessous :

- Les montants bruts excluent les effets de la compensation des contreparties et des garanties et ne sont donc pas représentatifs de l'exposition économique de la société.
- Les montants non compensés au bilan comprennent la compensation par contrepartie (c'est-à-dire la compensation des actifs et passifs financiers d'une contrepartie donnée lorsqu'un droit légal de compensation existe en vertu d'un accord de compensation exécutoire), ainsi que les garanties en espèces et en titres reçues et enregistrées en vertu d'accords de soutien de crédit exécutoires, qui ne remplissent pas les critères de compensation en vertu des normes IFRS.

- Les montants bruts de la société comprenaient des actifs dérivés de 4,53 milliards USD et des passifs dérivés de 4,25 milliards USD en décembre 2024, des actifs dérivés de 3,83 milliards USD et des passifs dérivés de 4,18 milliards USD en décembre 2023 qui ne sont pas soumis à un accord de compensation exécutoire ou font l'objet d'un accord de compensation que la société n'a pas encore déterminé comme étant exécutoire. Les garanties reçues ou fournies dans le cadre de ces contrats dérivés n'ont pas été incluses dans les montants non compensés au bilan.
- La quasi-totalité des contrats de prise en pension et des titres empruntés dans le cadre des contrats garantis et des contrats de mise en pension et des titres prêtés dans le cadre des financements garantis sont soumis à des accords de compensation exécutoires à la fois en décembre 2024 et en décembre 2023.
- Au cours de l'année 2024, conformément aux règles d'un organisme de compensation de la zone EMEA, la société a choisi de régler quotidiennement ses transactions auprès de cet organisme de compensation. L'impact de la comptabilisation des transactions avec cet organisme de compensation comme étant réglées aurait été une réduction des actifs dérivés bruts de 35,29 milliards USD et une réduction des passifs dérivés bruts de 35,11 milliards USD en décembre 2023, et une diminution correspondante de la compensation des contreparties et des garanties en espèces, sans incidence sur le montant net indiqué dans le tableau ci-dessous.

(En millions de dollars.)	Montants bruts	Montants compensés au bilan	Montant net présenté au bilan	Montants non compensés au bilan			
				Compensation des contreparties	Collatéral espèces	Sûretés réelles	Montant net
En décembre 2024							
Actifs financiers							
Contrats garantis	\$ 320 509	\$ -127 963	\$ 192 546	\$ -65 699	\$ -382	\$ -123 338	\$ 3 127
Créances clients et autres	94 689	-27 804	66 885	-10 081	-26 238	-11 066	19 500
Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction	21 109	-10 051	11 058	-2 211	-2 774	-5 480	593
Produits dérivés	695 795	-16 428	679 367	-608 922	-34 285	-10 416	25 744
Actifs détenus à des fins de transaction	716 904	-26 479	690 425	-611 133	-37 059	-15 896	26 337
Autres actifs	1 899	-1 217	682	-158	—	-117	407
Actifs financiers faisant l'objet d'accords de compensation exécutoires	1 134 001	-183 463	950 538	-687 071	-63 679	-150 417	49 371
Actifs financiers ne faisant pas l'objet d'accords de compensation exécutoires	158 880	—	158 880	—	—	—	158 880
Total des actifs financiers	\$ 1 292 881	\$ -183 463	\$ 1 109 418	\$ -687 071	\$ -63 679	\$ -150 417	\$ 208 251
Passifs financiers							
Financements garantis	\$ 287 843	\$ -127 997	\$ 159 846	\$ -68 649	\$ -2 502	\$ -85 198	\$ 3 497
Dettes clients et autres	124 100	-27 280	96 820	-10 081	-37 440	-23 433	25 866
Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction	—	—	—	—	—	—	—
Produits dérivés	672 914	-16 952	655 962	-605 961	-23 381	-4 902	21 718
Passifs détenus à des fins de transaction	672 914	-16 952	655 962	-605 961	-23 381	-4 902	21 718
Emprunts non garantis	21 482	-11 020	10 462	-2 222	-356	—	7 884
Autres passifs	862	-214	648	-158	—	—	490
Passifs financiers faisant l'objet d'accords de compensation exécutoires	1 107 201	-183 463	923 738	-687 071	-63 679	-113 533	59 455
Passifs financiers ne faisant pas l'objet d'accords de compensation exécutoires	145 987	—	145 987	—	—	—	145 987
Total des passifs financiers	\$ 1 253 188	\$ -183 463	\$ 1 069 725	\$ -687 071	\$ -63 679	\$ -113 533	\$ 205 442
En décembre 2023							
Actifs financiers							
Contrats garantis	\$ 387 810	\$ -124 993	\$ 262 817	\$ -95 063	\$ -112	\$ -165 128	\$ 2 514
Créances clients et autres	91 084	-30 182	60 902	-7 432	-27 560	-13 338	12 572
Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction	18 910	-7 711	11 199	-1 491	-3 070	-5 593	1 045
Produits dérivés	705 666	-9 966	695 700	-629 932	-37 504	-9 179	19 085
Actifs détenus à des fins de transaction	724 576	-17 677	706 899	-631 423	-40 574	-14 772	20 130
Autres actifs	2 072	-1 426	646	-93	—	-117	436
Actifs financiers faisant l'objet d'accords de compensation exécutoires	1 205 542	-174 278	1 031 264	-734 011	-68 246	-193 355	35 652
Actifs financiers ne faisant pas l'objet d'accords de compensation exécutoires	171 116	—	171 116	—	—	—	171 116
Total des actifs financiers	\$ 1 376 658	\$ -174 278	\$ 1 202 380	\$ -734 011	\$ -68 246	\$ -193 355	\$ 206 768
Passifs financiers							
Financements garantis	\$ 328 763	\$ -125 016	\$ 203 747	\$ -96 100	\$ -2 212	\$ -103 096	\$ 2 339
Dettes clients et autres	135 726	-30 207	105 519	-7 432	-40 686	-29 490	27 911
Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction	—	—	—	—	—	—	—
Produits dérivés	681 801	-9 941	671 860	-627 986	-25 263	-3 928	14 683
Passifs détenus à des fins de transaction	681 801	-9 941	671 860	-627 986	-25 263	-3 928	14 683
Emprunts non garantis	14 540	-9 066	5 474	-2 400	-85	—	2 989
Autres passifs	669	-48	621	-93	—	—	528

Passifs financiers faisant l'objet d'accords de compensation exécutoires	1 161 499	-174 278	987 221	-734 011	-68 246	-136 514	48 450
Passifs financiers ne faisant pas l'objet d'accords de compensation exécutoires	175 492	—	175 492	—	—	—	175 492
Total des passifs financiers	\$ 1 336 991	\$ -174 278	\$ 1 162 713	\$ -734 011	\$ -68 246	\$ -136 514	\$ 223 942

Biens reçus en garantie et donnés en nantissement

La société reçoit des espèces et des titres (par exemple, des obligations d'État et d'agences, des titres d'emprunt de la société, des titres de fonds propres) à titre de garantie, principalement dans le cadre de contrats de prise en pension, d'emprunts de titres, de transactions sur produits dérivés et de prêts sur marge client. La société obtient des liquidités et des titres en garantie sur une base initiale ou conditionnelle pour les produits dérivés et les accords garantis afin de réduire son exposition au risque de crédit vis-à-vis de contreparties individuelles.

Dans de nombreux cas, la société est autorisée à livrer ou redonner en garantie des instruments financiers reçus en garantie lors de la conclusion de contrats de mise en pension et de prêts de titres, principalement dans le cadre d'activités de financement clients garanti. La société est également autorisée à livrer ou à redonner en garantie ces instruments financiers dans le cadre d'autres financements garantis, d'opérations sur dérivés garantis et de satisfaire aux exigences de règlement de la société ou des clients.

La société nantit également certains actifs détenus à des fins de transaction dans le cadre de contrats de mise en pension, de prêts de titres et d'autres financements garantis à des contreparties qui ont ou non le droit de les livrer ou de les redonner en nantissement.

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur des instruments financiers reçus en garantie qui étaient disponibles pour être livrés ou redonnés en garantie et qui ont été livrés ou redonnés en garantie.

(En millions de dollars.)	En décembre	
	2024	2023
Sûretés disponibles pour être livrées ou redonnées en garantie	\$ 722 040	\$ 702 507
Sûretés livrées ou remises en garantie	\$ 660 537	\$ 655 098

Le tableau ci-dessous présente les informations relatives à la juste valeur des actifs nantis.

(En millions de dollars.)	En décembre	
	2024	2023
Nantis en faveur de contreparties ayant le droit de livrer ou de redonner en garantie		
Actifs détenus à des fins de transaction	\$ 65 392	\$ 58 352
Autres actifs	\$ —	\$ 25
Nantis en faveur de contreparties n'ayant pas le droit de livrer ou de redonner en garantie		
Actifs détenus à des fins de transaction	\$ 35 766	\$ 38 255
Autres actifs	\$ —	\$ 20

La société a reçu des garanties en espèces de 62,32 milliards USD en décembre 2024 et 67,84 milliards USD en décembre 2023, et a mis en place des garanties en espèces de 55,04 milliards USD en décembre 2024 et 46,83 milliards USD en décembre 2023. Les montants reçus et comptabilisés concernent principalement les actifs et passifs détenus à des fins de transaction.

Note 29. – Évaluation de la juste valeur

La juste valeur d'un instrument financier est le montant qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants du marché à la date d'évaluation. Les actifs financiers sont évalués au cours acheteur et les passifs financiers au cours vendeur. Les évaluations à la juste valeur n'incluent pas les coûts de transaction. La société évalue certains actifs et passifs financiers en tant que portefeuille (c'est-à-dire en fonction de son exposition nette aux risques de marché et/ou de crédit).

Les normes IFRS présentent une hiérarchie à trois niveaux des informations à fournir pour des évaluations à la juste valeur. Cette hiérarchie donne la priorité aux paramètres des techniques d'évaluation utilisées pour évaluer la juste valeur, en donnant la priorité la plus élevée aux paramètres de niveau 1 et la priorité la plus faible aux paramètres de niveau 3. Le niveau dans cette hiérarchie d'un instrument financier correspond au niveau de la donnée d'entrée du plus bas niveau significative pour déterminer la juste valeur de celui-ci.

La hiérarchie des justes valeurs est la suivante :

Niveau 1. Les données d'entrée sont des prix cotés non ajustés sur des marchés actifs auxquels la société avait accès à la date d'évaluation pour des actifs ou des passifs identiques et non restreints.

Niveau 2. Les données d'entrée utilisées dans les techniques d'évaluation sont observables, directement ou indirectement.

Niveau 3. Une ou plusieurs données d'entrée utilisées dans les techniques d'évaluation sont significatives et non observables.

Les justes valeurs de la quasi-totalité des actifs et passifs financiers de la société qui sont évalués à la juste valeur sur une base récurrente sont basées sur des prix et des données d'entrée observables et sont classées aux niveaux 1 et 2 de la hiérarchie des justes valeurs. Certains actifs et passifs financiers de niveau 2 et 3 peuvent nécessiter des ajustements de valeur qu'un intervenant du marché pourrait exiger pour obtenir une juste valeur pour des facteurs tels que la qualité de crédit de la contrepartie et de la société et de GS Group, le risque de financement, les restrictions de transfert, la liquidité et les écarts cours acheteur/cours vendeur. Les ajustements de valeur sont généralement fondés sur des données de marché.

Techniques d'évaluation et données d'entrée significatives

Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction. Les techniques d'évaluation et les données d'entrée significatives pour chaque niveau de la hiérarchie des justes valeurs comprennent :

Niveau 1

Les instruments de niveau 1 sont valorisés à partir de cotations d'instruments identiques sans restriction sur des marchés actifs. La société définit les marchés actifs pour les instruments de capitaux propres sur la base du volume quotidien moyen des transactions à la fois en termes absolus et relatifs à la capitalisation boursière de l'instrument. La société définit les marchés actifs pour les instruments de dette en fonction à la fois du volume quotidien moyen des transactions et du nombre de jours d'activité.

Niveau 2

Les instruments de niveau 2 peuvent être vérifiés au regard des prix cotés, de l'activité de négociation récente pour des instruments identiques ou similaires, des cotations de courtiers ou de négociateurs ou d'autres sources de prix avec des niveaux raisonnables de transparence des prix. Il est tenu compte de la nature des cotations (par exemple, indicatives ou fermes) et de la relation entre l'activité récente du marché et les prix fournis par d'autres sources de prix.

Des ajustements de valeur sont généralement apportés aux instruments de niveau 2 (i) si l'instrument est soumis à des restrictions de transfert et/ou (ii) pour d'autres primes et décotes de liquidité qu'un intervenant de marché exigerait pour parvenir à la juste valeur. Les ajustements de valeur sont généralement fondés sur des données de marché.

Niveau 3

Les instruments de niveau 3 ont une ou plusieurs données d'entrée significatives qui ne sont pas observables. Sauf indication contraire, les instruments de niveau 3 sont initialement évalués au prix de transaction, qui est considéré comme la meilleure estimation initiale de la juste valeur. Par la suite, la société utilise d'autres méthodologies pour déterminer la juste valeur, qui varient en fonction du type d'instrument. Les données d'entrée et hypothèses d'évaluation sont modifiées lorsqu'elles sont corroborées par des preuves observables substantielles, y compris les valeurs réalisées sur les ventes d'actifs financiers.

Les techniques d'évaluation des instruments de niveau 3 varient d'un instrument à l'autre, mais reposent généralement sur des techniques d'actualisation des flux de trésorerie. Les techniques d'évaluation et la nature des données d'entrée significatives utilisées pour déterminer les justes valeurs de chaque type d'instrument de trésorerie de niveau 3 sont décrites ci-dessous :

— **Hypothèques et autres prêts et titres adossés à des actifs.** Les données d'entrée significatives sont généralement déterminées sur la base d'analyses de valeur relative et comprennent :

- Les rendements de marché induits par des transactions d'actifs similaires ou connexes ;
- Les prix des transactions portant à la fois sur la sûreté sous-jacente et sur les instruments ayant la même sûreté sous-jacente ou une sûreté sous-jacente similaire ;
- Performance actuelle de l'emprunteur ou de la garantie du prêt et hypothèses de recouvrement en cas de défaut ; et
- Calendrier des flux de trésorerie futurs attendus (duration) qui, dans certains cas, peut intégrer l'impact d'autres données d'entrée non observables (ex : délai des remboursements anticipés).

- **Instruments de dette d'entreprise et obligations gouvernementales.** Les données d'entrée significatives sont généralement déterminées sur la base d'analyses de valeur relative, qui intègrent des comparaisons à la fois avec les prix des swaps de défaut de crédit qui font référence au même instrument sous-jacent ou à une entité similaire ou à d'autres instruments de dette du même émetteur ou d'un émetteur similaire pour lesquels des prix observables ou des cotations de courtiers sont disponibles. Les données d'entrée significatives comprennent :
 - Les rendements de marché induits par des transactions d'actifs similaires ou connexes ;
 - Les niveaux actuels et l'évolution des indices de marché, tels que l'iTraxx et le CDX (indices répliquant la performance des crédits d'entreprise) ;
 - Performance actuelle de l'emprunteur ou de la garantie du prêt et hypothèses de recouvrement en cas de défaut ;
 - Maturité et profil de coupon de l'instrument ; et
 - Multiples de marché et de transaction pour les instruments de dette d'entreprise avec options de convertibilité ou de participation.
- **Titres de fonds propres.** Les titres de fonds propres sont des titres de capital-investissement. Les transactions réalisées ou en cours récentes avec des tiers (p. ex., propositions de fusion, offres d'achat, restructuration de dette) sont considérées comme la meilleure indication d'une variation de la juste valeur. Lorsque celles-ci ne sont pas disponibles, les méthodes d'évaluation suivantes sont utilisées, le cas échéant :
 - Multiples sectoriels et comparables disponibles publiquement ;
 - Transactions sur instruments similaires ; et
 - Techniques d'actualisation des flux de trésorerie.

Produits dérivés. Les produits dérivés peuvent être négociés en bourse ou être des contrats négociés de gré à gré (dérivés over-the-counter ou OTC). Certains dérivés OTC de la société sont compensés et réglés par l'intermédiaire de contreparties centrales (OTC compensés OTC), tandis que d'autres sont des contrats bilatéraux entre deux contreparties (OTC bilatéraux).

Les instruments dérivés de niveau 2 et de niveau 3 de la société sont évalués à l'aide de modèles d'évaluation des instruments dérivés (par exemple, modèles d'actualisation des flux de trésorerie, modèles de corrélation et modèles intégrant des méthodologies d'évaluation des options, tels que les simulations de Monte Carlo). La transparence des prix des produits dérivés peut généralement être caractérisée par type de produit, comme décrit ci-dessous.

- **Taux d'intérêt.** En général, les principaux paramètres utilisés pour valoriser les dérivés de taux d'intérêt sont transparents, même pour la plupart des contrats à long terme. Les swaps de taux d'intérêt et les options libellés dans les devises des principaux pays industrialisés se caractérisent par des volumes d'échange élevés et des écarts cours acheteur/vendeur serrés. Dérivés de taux d'intérêt qui font référence à des indices, tels qu'un indice d'inflation, ou à la forme de la courbe des taux (ex : taux swap 10 ans par rapport à taux swap 2 ans) sont plus complexes, mais les données d'entrée principales sont généralement observables.
- **Crédit.** La transparence des prix des swaps de défaut de crédit, qu'il s'agisse d'emprunts à signature unique ou de paniers de crédits, varie en fonction du marché et de l'entité ou de l'obligation de référence sous-jacente. Les CDS qui font référence aux indices, aux grandes entreprises et aux grands émetteurs souverains affichent généralement la plus grande transparence en matière de prix. Pour les swaps de défaut de crédit avec d'autres sous-jacents, la transparence des prix varie en fonction de la notation de crédit, du coût d'emprunt des obligations de référence sous-jacentes et de la disponibilité des obligations de référence sous-jacentes pour livraison en cas de défaut de l'émetteur. Les swaps de défaut de crédit qui font référence aux prêts, aux titres adossés à des actifs et aux instruments de dette des marchés émergents ont tendance à présenter une transparence des prix inférieure à celle des obligations d'entreprise de référence. En outre, les dérivés de crédit plus complexes, tels que ceux sensibles à la corrélation entre deux ou plusieurs obligations de référence sous-jacentes ou aux spreads de financement garantis, sont généralement moins transparents en termes de prix.
- **Devise.** Les prix des dérivés sur devises basés sur les taux de change des principaux pays industrialisés, y compris ceux à échéance plus longue, sont généralement transparents. La principale différence entre la transparence des prix des dérivés sur devises des marchés développés et émergents est que les marchés émergents ne sont généralement observables que pour les contrats à échéance plus courte.
- **Instruments dérivés sur actions.** La transparence des prix des instruments dérivés sur actions varie en fonction du marché et du sous-jacent. Les options sur indices et les actions ordinaires des entreprises incluses dans les principaux indices boursiers affichent la plus grande transparence des prix.
Les instruments dérivés sur actions ont généralement des prix de marché observables, à l'exception des contrats avec des durées longues ou des prix de référence qui diffèrent significativement des prix actuels du marché. Les instruments dérivés sur actions plus complexes, tels que ceux sensibles à la corrélation entre deux titres individuels ou plus, présentent généralement une transparence des prix moindre.

La liquidité est essentielle à l'observabilité de tous les types de produits. Si les volumes de transactions diminuent, les prix et autres critères auparavant transparents peuvent devenir inobservables. À l'inverse, même les produits très structurés

peuvent parfois présenter des volumes de négociation suffisamment importants pour permettre l'observabilité des prix et d'autres données d'entrée.

Niveau 1

Les instruments dérivés de niveau 1 comprennent les contrats à court terme de livraison future de titres lorsque le titre sous-jacent est un instrument de niveau 1, et les dérivés négociés en bourse s'ils sont activement négociés et évalués à leur cours du marché.

Niveau 2

Les dérivés de niveau 2 comprennent les dérivés de gré à gré pour lesquels tous les paramètres d'évaluation significatifs sont corroborés par des données de marché et les dérivés négociés en bourse qui ne sont pas activement négociés et/ou qui sont évalués à l'aide de modèles calibrés sur les niveaux de compensation du marché des dérivés de gré à gré. Pour évaluer l'importance d'une donnée d'évaluation, la société tient compte, entre autres facteurs, de l'exposition nette au risque d'un portefeuille à cette donnée.

La sélection d'un modèle particulier pour évaluer un dérivé dépend des conditions contractuelles et des risques spécifiques inhérents à l'instrument, ainsi que de la disponibilité des informations sur les prix sur le marché. Pour les produits dérivés négociés sur des marchés liquides, la sélection des modèles n'implique pas un jugement significatif de la direction, car les résultats des modèles peuvent être calibrés en fonction des niveaux de compensation du marché.

Les modèles d'évaluation nécessitent une variété de paramètres, tels que les conditions contractuelles, les prix du marché, les courbes de taux, les taux d'actualisation (y compris ceux qui sont dérivés des taux d'intérêt sur les garanties reçues et comptabilisées comme spécifié dans les accords de soutien au crédit pour les dérivés garantis), les courbes de crédit, les mesures de la volatilité et les corrélations de ces paramètres. Des données importantes sur les valorisations des dérivés de niveau 2 peuvent être vérifiées par rapport aux transactions de marché, aux cotations des courtiers ou négociants ou à d'autres sources de prix alternatives avec des niveaux raisonnables de transparence des prix. Il est tenu compte de la nature des cotations (par exemple, indicatives ou fermes) et de la relation entre l'activité récente du marché et les prix fournis par d'autres sources de prix.

Niveau 3

Les dérivés de niveau 3 sont valorisés à l'aide de modèles utilisant des données observables de niveau 1 et/ou 2, ainsi que des données non observables de niveau 3. Les données non observables comprennent certaines corrélations, les spreads de crédit et de financement garanti illiquides, les taux de recouvrement et certaines volatilités des actions et des taux d'intérêt.

Suite à l'évaluation initiale d'un dérivé de niveau 3, la société met à jour les données de niveau 1 et de niveau 2 pour refléter les évolutions observables du marché et les gains et pertes qui en découlent sont classés en niveau 3. Les données d'entrée de niveau 3 sont modifiées lorsqu'elles sont corroborées par des preuves telles que des transactions de marché similaires, des services de tarification tiers et/ou des cotations de courtiers ou d'autres données empiriques de marché. Dans les cas où la société ne peut pas vérifier la valeur du modèle par référence à des transactions de marché, il est possible qu'un modèle d'évaluation différent produise une estimation sensiblement différente de la juste valeur. Voir ci-dessous pour de plus amples informations sur les données d'entrée non observables significatives utilisées dans la valorisation des dérivés de niveau 3.

Lorsqu'il existe une différence entre le prix de transaction initial et la juste valeur calculée par les modèles internes, une plus-value ou moins-value n'est comptabilisée après la comptabilisation initiale que dans la mesure où il résulte d'un changement d'un facteur (y compris le facteur temps) que les participants de marché prendraient en compte pour fixer un prix.

Ajustements de valeur

Les ajustements de valeur font partie intégrante de la détermination de la juste valeur des portefeuilles de produits dérivés et sont utilisés pour ajuster les valorisations moyennes du marché produites par les modèles de valorisation des produits dérivés à la valorisation du prix de sortie. Ces ajustements intègrent les écarts cours acheteur/cours vendeur, le coût de la liquidité, l'ajustement de la valeur du crédit et les ajustements de la valeur des financements, en tenant compte du risque de crédit et de financement inhérent à la partie non collatéralisée des portefeuilles de dérivés. La société procède également à des ajustements de l'évaluation du financement des dérivés garantis lorsque les termes de l'accord ne permettent pas à la société de livrer ou de redonner en nantissement les garanties reçues. Les paramètres basés sur le marché sont généralement utilisés pour calibrer les ajustements de valeur aux niveaux de compensation du marché.

En outre, pour les dérivés qui incluent des données non observables significatives, la société procède à des ajustements de modèle ou de prix de sortie pour tenir compte de l'incertitude de valorisation présente dans la transaction.

Autres actifs et passifs financiers. Les techniques d'évaluation et les données d'entrée significatives des autres actifs et passifs financiers comprennent :

- **Contrats garantis.** Les données importantes pour l'évaluation des accords de revente et des titres empruntés sont les spreads de financement, le montant et le calendrier des flux de trésorerie futurs attendus et des taux d'intérêt.
- **Autres actifs.** Les autres actifs évalués à la juste valeur sont constitués de prêts et de placements. Les données importantes pour l'évaluation de ces prêts et investissements sont cohérentes avec celles fournies pour les instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction. Voir « Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction » ci-dessus.
- **Financements garantis.** Les données importantes pour l'évaluation des contrats de mise en pension et des titres prêtés sont les spreads de financement, le montant et le calendrier des flux de trésorerie futurs attendus et des taux d'intérêt. Les données importantes pour l'évaluation des titres d'emprunt garantis émis, des autres emprunts et des prêts intragroupe évalués à la juste valeur sont le montant et le calendrier des flux de trésorerie futurs attendus, les taux d'intérêt, les spreads de financement, la juste valeur de la garantie fournie par la société (qui est déterminée en utilisant le montant et le calendrier des flux de trésorerie futurs attendus, les prix du marché, les rendements du marché et les hypothèses de recouvrement), la fréquence des appels de garantie supplémentaires et les prix des matières premières pour les transactions prépayées sur matières premières.
- **Emprunts non garantis.** Les données importantes pour l'évaluation des emprunts non garantis évalués à la juste valeur sont le montant et l'échéancier des flux de trésorerie futurs attendus, les taux d'intérêt, les spreads de crédit de GS Group et les prix des matières premières pour les transactions prépayées sur matières premières. Les paramètres utilisés pour la valorisation de la composante dérivée incorporée des instruments financiers hybrides sont cohérents avec les paramètres utilisés pour la valorisation des autres instruments dérivés de la société.

Juste valeur des actifs et passifs financiers par niveau. Le tableau ci-dessous présente, par niveau au sein de la hiérarchie des justes valeurs, les actifs et passifs financiers de la société évalués à la juste valeur sur une base récurrente.

(En millions de dollars.)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
En décembre 2024				
Actifs financiers				
Contrats garantis	\$ —	\$ 71 594	\$ —	\$ 71 594
Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction	105 539	40 826	350	146 715
Produits dérivés	141	675 997	3 229	679 367
Actifs détenus à des fins de transaction	105 680	716 823	3 579	826 082
Autres actifs	1	367	61	429
Total	\$ 105 681	\$ 788 784	\$ 3 640	\$ 898 105
Passifs financiers				
Financements garantis	\$ —	\$ 85 570	\$ 445	\$ 86 015
Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction	47 093	8 145	21	55 259
Produits dérivés	51	653 636	2 275	655 962
Passifs détenus à des fins de transaction	47 144	661 781	2 296	711 221
Emprunts non garantis	—	40 580	4 126	44 706
Total	\$ 47 144	\$ 787 931	\$ 6 867	\$ 841 942
Dérivés nets	\$ 90	\$ 22 361	\$ 954	\$ 23 405
En décembre 2023				
Actifs financiers				
Contrats garantis	\$ —	\$ 138 777	\$ 112	\$ 138 889
Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction	92 278	39 739	645	132 662
Produits dérivés	1	691 614	4 085	695 700
Actifs détenus à des fins de transaction	92 279	731 353	4 730	828 362
Autres actifs	4	503	103	610
Total	\$ 92 283	\$ 870 633	\$ 4 945	\$ 967 861
Passifs financiers				
Financements garantis	\$ —	\$ 106 295	\$ 489	\$ 106 784
Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction	59 775	5 955	20	65 750
Produits dérivés	37	669 492	2 331	671 860
Passifs détenus à des fins de transaction	59 812	675 447	2 351	737 610
Emprunts non garantis	—	48 990	5 663	54 653
Total	\$ 59 812	\$ 830 732	\$ 8 503	\$ 899 047
Dérivés nets	\$ -36	\$ 22 122	\$ 1 754	\$ 23 840

Dans le tableau ci-dessus, les emprunts non garantis de niveau 2 en décembre 2023 ont été réduits de 283 millions USD. Voir la Note 28 pour plus de détails.

Données d'entrées non observables significatives utilisées dans les évaluations de la juste valeur de niveau 3

Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction. Le tableau ci-dessous présente les actifs des instruments de trésorerie de niveau 3 de la société, ainsi que les fourchettes et les moyennes pondérées des données d'entrée non observables significatives utilisées pour évaluer les instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction de niveau 3 de la société.

(En millions de dollars.) sauf données d'entrée	En décembre 2024		En décembre 2023	
	Montant ou fourchette	Moyenne pondérée	Montant ou fourchette	Moyenne pondérée
Prêts hypothécaires et autres prêts et titres adossés à des actifs				
Actifs de niveau 3	\$ 44		\$ 41	
Rendement	8,0 % à 19,4 %	9,8 %	4,0 % à 26,1 %	11,9 %
Taux de recouvrement	23,3 % à 69,2 %	50,9 %	35,5 % à 76,0 %	44,6 %
Duration (années)	2,0 à 4,3	2,3	1,4 à 7,0	4,2
Instruments de dette d'entreprise et obligations gouvernementales				
Actifs de niveau 3	\$ 296		\$ 573	
Rendement	6,4 % à 35,9 %	15,4 %	5,0 % à 46,0 %	12,8 %
Taux de recouvrement	7,3 % à 73,0 %	31,3 %	7,3 % à 95,9 %	26,6 %
Duration (années)	1,5 à 3,3	2,0	0,9 à 27,0	3,4
Titres de fonds propres				
Actifs de niveau 3	\$ 10		\$ 31	
Duration (années)	Sans objet	Sans objet	4,8 à 4,8	4,8
Total	\$ 350		\$ 645	

Dans le tableau ci-dessus :

- Les fourchettes représentent les données non observables significatives qui ont été utilisées dans l'évaluation de chaque type d'instrument au comptant et les moyennes pondérées sont calculées en pondérant chaque donnée par la juste valeur relative de l'instrument.
- Les fourchettes et les moyennes pondérées de ces données ne sont pas représentatives des données d'entrées pertinentes à utiliser pour calculer la juste valeur d'un instrument détenu à des fins de transaction. Par exemple, le rendement le plus élevé pour les prêts hypothécaires et autres prêts et titres adossés à des actifs est approprié pour évaluer un prêt hypothécaire donné, mais peut ne pas l'être pour évaluer d'autres prêts hypothécaires. Par conséquent, les fourchettes de données d'entrée ne représentent pas l'incertitude ou les fourchettes possibles des évaluations de la juste valeur des instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction de niveau 3.
- Les augmentations du rendement ou de la duration utilisées dans la valorisation des instruments de niveau 3 auraient entraîné une évaluation à la juste valeur plus faible, tandis que les augmentations du taux de recouvrement ou des multiples auraient entraîné une évaluation à la juste valeur plus élevée en décembre 2024 et décembre 2023. En raison de la spécificité de chaque instrument de niveau 3, l'interrelation des données d'entrée n'est pas nécessairement uniforme au sein de chaque type de produit.
- Les prêts hypothécaires et autres prêts et titres adossés à des actifs, les instruments de dette d'entreprise et les obligations gouvernementales sont évalués à l'aide des flux de trésorerie actualisés, et les titres de fonds propres sont évalués à l'aide de comparables de marché et de flux de trésorerie actualisés.
- La juste valeur d'un instrument peut être déterminée à l'aide de plusieurs techniques d'évaluation. Par exemple, les comparables de marché et les flux de trésorerie actualisés peuvent être utilisés ensemble pour déterminer la juste valeur. Par conséquent, le solde de niveau 3 englobe ces deux techniques.
- La duration n'était pas significative pour la valorisation des titres de fonds propres de niveau 3 en décembre 2024.

Dérivés et emprunts non garantis. Le tableau ci-dessous présente les dérivés nets et les emprunts non garantis de niveau 3 de la société et les fourchettes, moyennes et médianes des données d'entrée non observables significatives utilisées pour évaluer les dérivés de niveau 3 et les emprunts non garantis.

(En millions de dollars.) sauf les données d'entrée	En décembre 2024		En décembre 2023	
	Montant ou fourchette	Moyenne / Médiane	Montant ou fourchette	Moyenne / Médiane
Produits dérivés				
Taux d'intérêt nets	\$ 165		\$ 151	
Corrélation	-10 % à 95 %	34 %/25 %	-10 % à 26 %	13 %/25 %
Volatilité (points de base)	52 à 71	60/59	41 à 62	48/48
Crédit, net	\$ 1 284		\$ 1 835	
Spreads de crédit (points de base)	17 à 1 328	146/105	7 à 1 750	134/90
Points de crédit initiaux	-10 à 73	14/8	0 à 90	18/7
Taux de recouvrement	20 % à 70 %	46 %/50 %	20 % à 50 %	43 %/40 %
Devises, net	\$ -33		\$ -104	
Corrélation	20 % à 23 %	21 %/21 %	20 % à 90 %	24 %/23 %
Actions, net	\$ -454		\$ -140	
Corrélation	-5 % à 100 %	55 %/52 %	-70 % à 100 %	66 %/69 %
Volatilité	2 % à 84 %	12 %/7 %	0 % à 80 %	14 %/13 %
Matières premières, net	\$ -8		\$ 12	
Total	\$ 954		\$ 1 754	
Emprunts non garantis				
Passifs de niveau 3	\$ 4 126		\$ 5 663	
Corrélation des taux d'intérêt	-10 % à 26 %	13 %/25 %	25 % à 26 %	25 %/25 %
Spreads de crédit (points de base)	201 à 201	201/201	183 à 183	183/183
Corrélation devises	20 % à 68 %	34 %/23 %	20 % à 68 %	34 %/23 %
Corrélation actions	-25 % à 100 %	54 %/50 %	-16 % à 96 %	51 %/52 %
Volatilité des actions	4 % à 100 %	23 %/19 %	2 % à 106 %	18 %/15 %

Dans le tableau ci-dessus :

- Les actifs nets dérivés sont présentés en montants positifs et les passifs nets dérivés sont présentés en montants négatifs.
- Les fourchettes représentent les données d'entrée non observables significatives qui ont été utilisées dans l'évaluation de chaque type de dérivé. Les moyennes représentent la moyenne arithmétique des paramètres et ne sont pas pondérées par la juste valeur relative ou le notionnel des instruments financiers concernés. Une moyenne supérieure à la médiane indique que la majorité des données sont inférieures à la moyenne.
- Les fourchettes, moyennes et médianes de ces données ne sont pas représentatives des données pertinentes à utiliser pour calculer la juste valeur d'un dérivé donné. Par exemple, la corrélation la plus élevée pour les dérivés sur actions est appropriée pour évaluer un dérivé sur actions spécifique, mais peut ne pas l'être pour un autre dérivé sur actions. Par conséquent, les fourchettes de données ne représentent pas l'incertitude ou les fourchettes possibles des évaluations de la juste valeur des dérivés de niveau 3.
- Les dérivés de taux d'intérêt, de devises et d'actions sont valorisés à l'aide de modèles de valorisation des options et les dérivés de crédit sont valorisés à l'aide de modèles de valorisation des options, de corrélation et d'actualisation des flux de trésorerie.
- La juste valeur d'un instrument peut être déterminée à l'aide de plusieurs techniques d'évaluation. Par exemple, les modèles d'évaluation des options et les modèles de flux de trésorerie actualisés sont généralement utilisés ensemble pour déterminer la juste valeur. Par conséquent, le solde de niveau 3 englobe ces deux techniques.
- La corrélation au sein des devises et des actions inclut la corrélation entre types de produits.

Éventail de données d'entrée non observables significatives

Les éléments suivants fournissent des informations sur les fourchettes de données d'entrée non observables significatives utilisées pour évaluer les dérivés de niveau 3 et les emprunts non garantis :

- **Corrélation.** Les fourchettes de corrélation couvrent une variété de sous-jacents à la fois au sein d'un type de produit (par exemple, indice d'actions et valeurs individuelles) et entre les types de produits (par exemple, corrélation d'un taux d'intérêt et d'une devise), ainsi qu'entre les régions.
- **Volatilité.** Les fourchettes de volatilité couvrent de nombreux sous-jacents sur une variété de marchés, d'échéances et de prix d'exercice. Par exemple, la volatilité des indices actions est généralement inférieure à celle des actions individuelles.
- **Spreads de crédit, points de crédit initiaux et taux de recouvrement.** Les fourchettes de spreads de crédit, de points de crédit initiaux et de taux de recouvrement couvrent une variété de sous-jacents (indices et titres individuels), de régions, de secteurs, d'échéances et de qualités de crédit (high yield et investment grade) et incluent également

des spreads de financement garantis. Le large éventail de cette population donne lieu à la largeur des fourchettes de données d'entrée non observables significatives.

Sensibilité de l'évaluation de la juste valeur aux variations des données d'entrée non observables significatives

Voici une description de la sensibilité directionnelle des évaluations de la juste valeur de niveau 3 de la société aux variations des données d'entrée non observables significatives, prises séparément, à la fin de chaque exercice :

- **Corrélation.** En général, pour les contrats dont le détenteur bénéficie de la convergence des prix de l'actif sous-jacent ou de l'indice (par exemple, taux d'intérêt, spreads de crédit, taux de change, taux d'inflation et cours des actions), une augmentation de la corrélation entraîne une évaluation supérieure de la juste valeur.
- **Volatilité.** En général, pour les options achetées, une augmentation de la volatilité entraîne une évaluation supérieure de la juste valeur.
- **Spreads de crédit, points de crédit initiaux et taux de recouvrement.** En général, la juste valeur de la protection de crédit achetée augmente à mesure que les spreads de crédit ou les points de crédit initiaux augmentent ou que les taux de recouvrement diminuent, et la juste valeur de la capacité de financement garanti augmente à mesure que les spreads de financement garanti augmentent. Les spreads de crédit, les points de crédit initiaux et les taux de recouvrement sont étroitement liés aux facteurs de risque distinctifs des obligations de référence sous-jacentes, qui comprennent des facteurs de référence propres à l'entité tels que l'endettement, la volatilité et le secteur, des facteurs de risque basés sur le marché, tels que les coûts d'emprunt ou la liquidité de l'obligation de référence sous-jacente, et les conditions macroéconomiques.

En raison du caractère distinctif de chacun des dérivés de niveau 3 et des emprunts non garantis de la société, l'interrelation des données d'entrée n'est pas nécessairement uniforme au sein de chaque type de produit.

Contrats garantis. En décembre 2023, les données d'entrée non observables significatives utilisées pour valoriser les contrats garantis de niveau 3 sont intégrées dans les informations sur les instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction relatives aux données non observables. Voir « Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction » ci-dessus.

Financements garantis. En décembre 2024 et décembre 2023, les données d'entrée non observables significatives utilisées pour évaluer les financements garantis de niveau 3 sont intégrées dans les informations sur les dérivés relatives aux données d'entrée non observables. Voir ci-dessus « Instruments dérivés et emprunts non garantis ».

Transferts entre le niveau 1 et le niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs

En 2024 et en 2023, il n'y a eu, de façon récurrente, aucun transfert significatif entre les actifs et passifs financiers de niveau 1 et de niveau 2 évalués à la juste valeur.

Actifs et passifs financiers à la juste valeur évalués à l'aide de techniques qui incorporent des données d'entrée non observables

La juste valeur des actifs et passifs financiers peut être déterminée en tout ou partie à l'aide d'une technique d'évaluation fondée sur des hypothèses qui ne sont pas étayées par des prix provenant de transactions courantes observables sur le marché portant sur le même instrument ou sur des données de marché observables disponibles. La modification de ces hypothèses modifiera l'estimation de la juste valeur qui en résulte.

Pour déterminer d'autres hypothèses défavorables raisonnablement envisageables, un examen détaillé au niveau de l'activité et des positions a été effectué afin d'identifier et de quantifier les cas d'incertitude potentielle. Il a été tenu compte de la juste valeur des positions par rapport à l'éventail des informations de marché disponibles.

Le tableau ci-dessous présente l'impact potentiel de l'utilisation d'hypothèses alternatives raisonnables pour les actifs et passifs financiers évalués à l'aide de techniques qui ne sont pas observables.

(En millions de dollars.)	En décembre	
	2024	2023
Évolutions favorables		
Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction	\$ 35	\$ 102
Autres	294	399
Total	\$ 329	\$ 501
Évolutions défavorables		

Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction	\$ 12	\$ 15
Autres	147	191
Total	\$ 159	\$ 206

Dans le tableau ci-dessus :

- La catégorie « autres » comprend les changements favorables et défavorables liés aux dérivés, aux emprunts non garantis, aux accords garantis et aux financements garantis et aux autres actifs. Le cas échéant, ils ont été présentés nets, en cohérence avec leur risque net utilisé dans le calcul des variations favorables et défavorables dues à la couverture économique de ces instruments.
- Tant en décembre 2024 qu'en décembre 2023, l'impact des variations favorables était principalement dû aux variations des ajustements de valeur liés aux dérivés actions et obligations et aux changements d'hypothèses liés à la valorisation des spreads de financement garantis et des titres de fonds propres.
- En décembre 2024 et en décembre 2023, l'impact des variations défavorables était principalement dû à des modifications des hypothèses relatives à la valorisation des spreads de financement garanti, aux données de volatilité et de corrélation et aux spreads de crédit.

Le tableau ci-dessous présente les montants non comptabilisés au compte de résultat relatifs à la différence entre la juste valeur des actifs et passifs financiers lors de la comptabilisation initiale en utilisant les techniques d'évaluation et le prix de transaction (résultat jour 1).

(En millions de dollars.)	Exercice clos en décembre	
	2024	2023
Solde de début	\$ 260	\$ 206
Nouvelles transactions	203	311
Montants comptabilisés au compte de résultat au cours de l'exercice	-262	-257
Solde final	\$ 201	\$ 260

Report à nouveau des actifs et passifs de niveau 3

Le tableau ci-dessous présente un résumé des variations de juste valeur pour tous les actifs et passifs financiers de niveau 3 évalués à la juste valeur sur une base récurrente.

(En millions de dollars.)	Exercice clos en décembre	
	2024	2023
Total des actifs financiers		
Solde de début	\$ 4 945	\$ 4 728
Plus-values/(Moins-values)	669	849
Achats	371	608
Ventes	-298	-302
Règlements	-1 306	-928
Transferts en niveau 3	136	262
Transferts hors niveau 3	-877	-272
Solde final	\$ 3 640	\$ 4 945
Total des passifs financiers		
Solde de début	\$ -8 503	\$ -7 875
Plus-values/(Moins-values)	-669	-1 074
Achats	11	36
Ventes	-243	-310
Émissions	-1 740	-2 246
Règlements	3 488	2 956
Transferts en niveau 3	-312	-571
Transferts hors niveau 3	1 101	581
Solde final	\$ -6 867	\$ -8 503

Dans le tableau ci-dessus :

- Si un actif ou un passif financier a été transféré au niveau 3 au cours d'une période de déclaration, l'intégralité de la plus-value ou moins-value afférente, pour la période est classée au niveau 3. Pour les actifs financiers de niveau 3, les

augmentations sont présentées en montants positifs, les diminutions en montants négatifs. Pour les passifs financiers de niveau 3, les augmentations sont présentées en montants négatifs, tandis que les diminutions sont présentées en montants positifs.

- Les transferts entre niveaux de la hiérarchie de juste valeur sont comptabilisés au début de la période au cours de laquelle ils ont lieu. Par conséquent, les tableaux n'incluent pas les plus-values ou moins-values sur des actifs et passifs financiers de niveau 3 qui ont été transférés du niveau 3 avant la fin de la période.
- Les actifs et passifs financiers de niveau 3 sont fréquemment couverts économiquement avec des actifs et passifs financiers de niveau 1 et 2. Par conséquent, les plus-values ou moins-values de niveau 3 qui sont déclarées pour une catégorie particulière d'actifs ou de passifs financiers peuvent être partiellement compensées par des plus-values ou moins-values attribuables au niveau 1 ou au niveau 2 dans la même catégorie d'actifs ou de passifs financiers, ou des plus-values ou moins-values attribuables au niveau 1, au niveau 2 ou au niveau 3 dans une catégorie différente d'actifs ou de passifs financiers. Par conséquent, les plus-values ou moins-values incluses dans le report de niveau 3 ne représentent pas nécessairement l'impact global sur les résultats d'exploitation, la liquidité ou les ressources en capital de la société.
- Les plus-values/(moins-values) sont principalement attribuables aux variations des plus-values ou moins-values latentes relatives aux actifs et passifs financiers de niveau 3.
- Les plus-values/(moins-values) nettes sur les actifs financiers de niveau 3 pour 2024 et 2023 sont comptabilisés en « produit net » au compte de résultat.
- Les pertes nettes sur les passifs financiers de niveau 3 de 669 millions USD en 2024 comprenaient des pertes de 648 millions USD comptabilisées en « Produit net » du compte de résultat et des pertes de 21 millions USD comptabilisées en « Ajustement de la valeur de la dette » de l'état du résultat global. Les pertes nettes sur les passifs financiers de niveau 3 de 1,07 milliards USD en 2023 comprenaient des pertes de 988 millions USD comptabilisées en « Produit net » du compte de résultat et des pertes de 86 millions USD comptabilisées en « Ajustement de la valeur de la dette » de l'état du résultat global.

Le tableau ci-dessous décompose, selon les postes du bilan, les informations relatives aux actifs financiers de la société figurant dans le tableau récapitulatif ci-dessus.

(En millions de dollars.)	Exercice clos en décembre	
	2024	2023
Contrats garantis		
Solde de début	\$ 112	\$ 118
Plus-values/(Moins-values)	—	3
Règlements	—	-9
Transferts hors niveau 3	-112	—
Solde final	\$ —	\$ 112
Actifs détenus à des fins de transaction		
Solde de début	\$ 4 730	\$ 4 485
Plus-values/(Moins-values)	661	836
Achats	370	600
Ventes	-246	-301
Règlements	-1 305	-900
Transferts en niveau 3	134	262
Transferts hors niveau 3	-765	-252
Solde final	\$ 3 579	\$ 4 730
Autres actifs		
Solde de début	\$ 103	\$ 125
Plus-values/(Moins-values)	8	10
Achats	1	8
Ventes	-52	-1
Règlements	-1	-19
Transferts en niveau 3	2	—
Transferts hors niveau 3	—	-20
Solde final	\$ 61	\$ 103

Le tableau ci-dessous décompose, selon les postes du bilan, les informations relatives aux passifs financiers de la société figurant dans le tableau récapitulatif ci-dessus.

(En millions de dollars.)	Exercice clos en décembre	
	2024	2023
Financements garantis		
Solde de début	\$ -489	\$ -395
Plus-values/(Moins-values)	4	-52
Émissions	-58	-322
Règlements	141	280
Transferts en niveau 3	-43	—
Solde final	\$ -445	\$ -489
Passifs détenus à des fins de transaction		
Solde de début	\$ -2 351	\$ -2 332
Plus-values/(Moins-values)	-768	-476
Achats	11	36
Ventes	-243	-310
Règlements	841	617
Transferts en niveau 3	-85	-151
Transferts hors niveau 3	299	265
Solde final	\$ -2 296	\$ -2 351
Emprunts non garantis		
Solde de début	\$ -5 663	\$ -5 148
Plus-values/(Moins-values)	95	-546
Émissions	-1 682	-1 924
Règlements	2 506	2 059
Transferts en niveau 3	-184	-420
Transferts hors niveau 3	802	316
Solde final	\$ -4 126	\$ -5 663

Transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs

Des transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 interviennent généralement en cas de modification du degré de transparence des données d'entrée de niveau 3. L'absence de données probantes de marché se traduit par une moindre réduction de la transparence, tandis qu'un plus grand nombre de données probantes du marché disponibles améliore la transparence.

Actifs financiers

Exercice clos fin décembre 2024

Actifs détenus à des fins de transaction. Les transferts en actifs de négociation de niveau 3 s'expliquent principalement par les transferts de certains instruments dérivés de crédit de niveau 2, en raison notamment de la moindre transparence de certaines données de spread de crédit, et les transferts de certains instruments de trésorerie de niveau 2, en raison notamment de la moindre transparence de certaines données de rendement.

Les transferts hors des actifs détenus à des fins de transaction de niveau 3 s'expliquent principalement par les transferts de certains instruments dérivés sur des actions vers le niveau 2, en raison notamment d'une transparence accrue des prix de certaines données de volatilité et de corrélation, les transferts de certains dérivés de crédit vers le niveau 2, en raison notamment d'une transparence accrue de certaines données de spread de crédit, et les transferts de certains instruments monétaires vers le niveau 2, en raison notamment d'une transparence accrue de certaines données de rendement.

Exercice clos en décembre 2023

Actifs détenus à des fins de transaction. Les transferts vers les actifs détenus à des fins de transaction de niveau 3 s'expliquent principalement par les transferts de certains instruments dérivés sur des actions de niveau 2, en raison notamment d'une moindre transparence des prix de certaines données de volatilité et de corrélation, les transferts de certains dérivés de crédit de niveau 2, en raison notamment de la moindre transparence de certaines données de spread de crédit, et les transferts de certains instruments monétaires de niveau 2, en raison notamment de la moindre transparence de certaines données de rendement.

Les transferts hors des actifs détenus à des fins de transaction de niveau 3 s'expliquent principalement par les transferts de certains dérivés actions vers le niveau 2, en raison notamment d'une transparence accrue de certaines données de volatilité et de corrélation, et les transferts de certains instruments monétaires vers le niveau 2, en raison notamment d'une transparence accrue de certaines données de rendement.

Passifs financiers

Exercice clos fin décembre 2024

Passifs détenus à des fins de transaction. Les transferts des passifs détenus à des fins de transaction en niveau 3 s'expliquent principalement par les transferts de certains dérivés de crédit depuis le niveau 2, en raison notamment de la moindre transparence de certaines données de spread de crédit.

Les transferts hors des passifs détenus à des fins de transaction de niveau 3 s'expliquent principalement par les transferts de certains dérivés actions vers le niveau 2, en raison notamment d'une transparence accrue de certaines données de volatilité et de corrélation, et les transferts de certains produits dérivés de taux d'intérêt vers le niveau 2, en raison notamment d'une transparence accrue de certains taux de swaps.

Emprunts non garantis. Les transferts vers les emprunts non garantis de niveau 3 s'expliquent principalement par les transferts de certains instruments financiers hybrides du niveau 2, en raison notamment d'une moindre transparence de certaines données de volatilité.

Les transferts des emprunts non garantis de niveau 3 s'expliquent principalement par les transferts de certains instruments financiers hybrides vers le niveau 2, en raison notamment de la transparence accrue de certaines données de volatilité et de corrélation.

Exercice clos en décembre 2023

Passifs détenus à des fins de transaction. Les transferts en passifs de négociation de niveau 3 s'expliquent principalement par les transferts de certains instruments dérivés sur actions de niveau 2, en raison notamment de la moindre transparence de certaines données de volatilité et de corrélation, et les transferts de certains dérivés de crédit de niveau 2, en raison notamment de la moindre transparence de certaines données de spread de crédit.

Les transferts des passifs détenus à des fins de transaction de niveau 3 s'expliquent principalement par les transferts de certains produits dérivés sur actions vers le niveau 2, en raison notamment de la moindre transparence de certaines données de spread de crédit.

Emprunts non garantis. Les transferts vers les emprunts non garantis de niveau 3 s'expliquent principalement par les transferts de certains instruments financiers hybrides du niveau 2, en raison notamment d'une moindre transparence de certaines données de volatilité et de corrélation.

Les transferts des emprunts non garantis de niveau 3 s'expliquent principalement par les transferts de certains instruments financiers hybrides vers le niveau 2, en raison notamment de la transparence accrue de certaines données de volatilité et de corrélation.

Juste valeur des actifs et passifs financiers non évalués à la juste valeur

La société détenait des actifs financiers non évalués à la juste valeur, d'un montant de 211,31 milliards USD et de 234,52 milliards USD, respectivement, en décembre 2024 et en décembre 2023. Étant donné que la quasi-totalité de ces soldes sont de nature à court terme, leur valeur comptable au bilan est une approximation raisonnable de la juste valeur. Le tableau ci-dessous présente, selon les maturités prévues, les passifs financiers de la société qui ne sont pas évalués à la juste valeur.

(En millions de dollars.)	En décembre	
	2024	2023
Courant	\$ 154 410	\$ 198 224
Non courant	73 373	65 442
Total	\$ 227 783	\$ 263 666

Dans le tableau ci-dessus :

- Les passifs financiers courants sont de nature à court terme et, par conséquent, leur valeur comptable au bilan est une approximation raisonnable de la juste valeur.
- Les passifs financiers non courants concernent principalement des prêts intragroupe à long terme et des contrats de mise en pension. Les taux d'intérêt de ces instruments sont de nature variable et se rapprochent des taux d'intérêt prévalant sur le marché pour des instruments ayant des conditions et des caractéristiques similaires. Ainsi, leurs valeurs comptables au bilan sont une approximation raisonnable de leur juste valeur.

- Les passifs financiers non courants en décembre 2023 ont été augmentés de 283 millions USD. Voir la Note 28 pour plus de détails.

Note 30. – Gestion des risques financiers et gestion du capital

Certaines informations relatives à la gestion des risques financiers et à la gestion du capital de la société ont été présentées en même temps que d'autres informations relatives à la gestion des risques et à la réglementation dans la partie I du présent rapport annuel et sont identifiées comme auditées, le cas échéant.

Échéance des actifs, passifs et engagements financiers

Le tableau ci-dessous présente une analyse des flux de trésorerie des actifs, passifs et engagements financiers de la société par échéance contractuelle, à l'exception des actifs et passifs détenus à des fins de transaction, qui sont classés en transaction/à vue, reflétant le rôle de teneur de marché de la société.

(En millions de dollars.)	Transaction/ à vue (trading/on demand)	Inférieure à 1 mois	1 à 3 mois	3 mois - 1 an	1 à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Total
En décembre 2024							
Actifs financiers							
Trésorerie et équivalents de trésorerie	\$ 11 601	\$ —	\$ —	\$ —	\$ —	\$ —	\$ 11 601
Contrats garantis	65 332	112 744	7 643	5 914	893	20	192 546
Créances clients et autres	76 886	—	—	—	—	—	76 886
Actifs détenus à des fins de transaction	826 082	—	—	—	—	—	826 082
Autres actifs	1 581	185	4	16	230	1 024	3 040
Total	\$ 981 482	\$ 112 929	\$ 7 647	\$ 5 930	\$ 1 123	\$ 1 044	\$ 1 110 155
Passifs financiers							
Financements garantis	\$ 14 336	\$ 47 166	\$ 16 722	\$ 20 097	\$ 70 811	\$ 956	\$ 170 088
Dettes clients et autres	107 164	—	—	—	—	—	107 164
Passifs détenus à des fins de transaction	711 221	—	—	—	—	—	711 221
Emprunts non garantis	1 528	3 233	4 419	11 242	32 927	36 969	90 318
Autres passifs	1 890	1 433	7	6	1 480	17	4 833
Total	\$ 836 139	\$ 51 832	\$ 21 148	\$ 31 345	\$ 105 218	\$ 37 942	\$ 1 083 624
Engagements							
Contrats garantis	\$ 1 040	\$ 118 682	\$ 508	\$ 2 140	\$ —	\$ —	\$ 122 370
Financements garantis	8	66 388	2 107	837	—	—	69 340
Autres	2 758	—	—	1	—	—	2 759
Total	\$ 3 806	\$ 185 070	\$ 2 615	\$ 2 978	\$ —	\$ —	\$ 194 469
En décembre 2023							
Actifs financiers							
Trésorerie et équivalents de trésorerie	\$ 35 689	\$ —	\$ —	\$ —	\$ —	\$ —	\$ 35 689
Contrats garantis	121 502	129 502	7 218	3 346	1 103	146	262 817
Créances clients et autres	72 888	—	—	—	—	—	72 888
Actifs détenus à des fins de transaction	818 880	106	7 391	1 985	—	—	828 362
Autres actifs	1 667	10	40	74	452	1 325	3 568
Total	\$ 1 050 626	\$ 129 618	\$ 14 649	\$ 5 405	\$ 1 555	\$ 1 471	\$ 1 203 324
Passifs financiers							
Financements garantis	\$ 38 460	\$ 47 584	\$ 39 789	\$ 34 759	\$ 53 654	\$ 1 573	\$ 215 819
Dettes clients et autres	115 201	—	—	—	—	—	115 201
Passifs détenus à des fins de transaction	737 610	—	—	—	—	—	737 610
Emprunts non garantis	2 372	1 775	4 854	10 728	51 565	35 665	106 959
Autres passifs	1 891	1 202	6	13	1 015	32	4 159
Total	\$ 895 534	\$ 50 561	\$ 44 649	\$ 45 500	\$ 106 234	\$ 37 270	\$ 1 179 748
Engagements							
Contrats garantis	\$ 798	\$ 139 390	\$ 1 301	\$ 2 107	\$ —	\$ —	\$ 143 596
Financements garantis	6	44 606	2	559	—	—	45 173
Autres	3 369	1	—	2	—	—	3 372
Total	\$ 4 173	\$ 183 997	\$ 1 303	\$ 2 668	\$ —	\$ —	\$ 192 141

Dans le tableau ci-dessus :

- Les flux de trésorerie par échéance contractuelle comprennent les intérêts qui courent sur les prêts intragroupe (inclus dans les autres actifs, les financements garantis et les emprunts non garantis) et les titres d'emprunt émis évalués au coût amorti (inclus dans les emprunts non garantis). Tous les autres actifs et passifs financiers, qui sont principalement évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat, ont été présentés à leur valeur comptable, conformément aux valeurs utilisées dans la gestion du risque de liquidité de ces instruments.
- Les garanties en espèces reçues et payées ont été classées en transaction/à vue, conformément aux instruments dérivés auxquels elles se rapportent principalement.
- Le risque de liquidité sur les produits dérivés est atténué par des accords-cadres de compensation et des accords de garantie en espèces.
- Les emprunts non garantis comprennent certains titres d'emprunt émis dont le règlement est déclenché par un événement indépendant de la volonté de la société et qui pourraient être remboursés avant leur échéance contractuelle.

La société gère le risque de liquidité selon trois principes : (i) détenir suffisamment de liquidités excédentaires sous forme de GCLA pour couvrir les sorties en période de tensions ; (ii) maintenir une gestion actif-passif appropriée ; et (iii) maintenir un plan de financement d'urgence viable. Voir « Gestion du risque de liquidité — Principes de gestion du risque de liquidité » dans la partie I du présent rapport annuel pour plus de détails.

Note 31. – Actifs transférés

Les actifs continuent d'être comptabilisés en totalité. Au cours des exercices 2024 et 2023, la société a transféré certains actifs financiers lorsque les transferts ne respectaient pas les critères de décomptabilisation, tels que prévus par la norme IFRS 9, et par conséquent la société continue de comptabiliser ces actifs en totalité au bilan.

La société transfère des actifs qu'elle détient à des contreparties dans le cours normal de ses activités afin de garantir des contrats de mise en pension et d'autres opérations de prêt de titres. Dans le cadre de ces opérations, les actifs transférés continuent d'être comptabilisés par la société à des fins comptables car les transactions prévoient le rachat des instruments financiers à l'échéance du contrat et la société reste exposée au risque de prix, de crédit et de taux d'intérêt de ces instruments. Lorsque la société reçoit le produit en espèces au titre du transfert de l'actif, un passif financier est comptabilisé au titre de la contrepartie reçue et comptabilisé dans les financements garantis. Lorsque la société reçoit une garantie autre qu'en espèces (sous forme de titres), aucun passif n'est initialement comptabilisé. En cas de vente ultérieure du collatéral reçu, l'obligation de restitution du collatéral est comptabilisée au passif dans les passifs détenus à des fins de transaction. Outre les contrats de mise en pension et de prêt de titres, la société obtient des financements en ayant recours à d'autres dispositifs qui ne satisfont pas aux critères de décomptabilisation. Par exemple, les ventes de titres avec des produits dérivés connexes, tels que les swaps de rendement total, par le biais desquels la société conserve la quasi-totalité du risque et du rendement des actifs transférés. Un passif financier est alors comptabilisé pour le produit reçu.

Les autres actifs financiers transférés qui continuent d'être inscrits comptablement au bilan concernent les remises en garantie de titres, principalement dans le cadre d'opérations sur instruments dérivés. Les obligations au titre de ces instruments dérivés sont comptabilisées en passifs détenus à des fins de transaction.

Le tableau ci-dessous présente les actifs financiers de la société qui ont été transférés mais qui restent comptablement inscrits au bilan.

(En millions de dollars.)	En décembre	
	2024	2023
Instruments du marché monétaire	\$ —	\$ 20
Obligations gouvernementales	38 112	36 444
Prêts et titres adossés à des créances hypothécaires et autres actifs	168	192
Instruments de dette d'entreprise	10 339	10 331
Titres de fonds propres	52 539	49 620
Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction	101 158	96 607
Autres actifs	—	45
Total	\$ 101 158	\$ 96 652

La valeur comptable des passifs financiers associés est généralement proche de la valeur comptable des actifs transférés.

Actifs décomptabilisés avec une exposition continue. La société est engagée de façon continue, sous la forme de transactions sur produits dérivés et de garanties, avec certaines entités structurées non consolidées auxquelles la société avait transféré des actifs financiers. Ces instruments dérivés peuvent être liés au crédit de l'actif transféré et conduire la

société à conserver des risques spécifiques sur l'actif transféré, ou exiger de la société qu'elle effectue des paiements à l'entité structurée pour compenser les pertes sur l'actif en cas de survenance de certains événements éventuels.

Par ailleurs, la société transfère des actifs financiers à des véhicules de titrisation. La société reçoit généralement des liquidités en échange des actifs transférés, mais peut rester engagée dans les actifs transférés, y compris via la détention d'intérêts bénéficiaires dans les actifs financiers titrisés, principalement sous la forme d'instruments de dette. La société peut également acquérir des titres seniors ou subordonnés émis par des véhicules de titrisation dans le cadre d'activités de tenue de marché secondaire.

Lorsque l'engagement continu de la société dans les actifs transférés se fait par le biais de produits dérivés ou de garanties, l'exposition maximale à la perte correspond aux montants notionnels du produit dérivé ou de la garantie. Pour les participations conservées ou acquises dans des actifs titrisés, le risque de perte de la société est limité à la juste valeur de ces participations. Dans tous les cas, ces participations conservées sont comptabilisées à leur juste valeur.

La société comptabilise les actifs en attente de transfert à leur juste valeur et ne comptabilise donc généralement pas de plus-values ou moins-values significatives lors du transfert d'actifs. La société n'a pas d'engagement continu qui pourrait l'obliger à racheter des actifs financiers décomptabilisés.

Les tableaux ci-dessous présentent des informations sur l'exposition de la société au titre d'un engagement continu, ainsi que les plus-values et moins-values relatives à ces transactions.

(En millions de dollars.)	Valeur comptable	Exposition maximale à la perte
En décembre 2024		
Actif		
Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction	\$ —	\$ —
Produits dérivés	404	1 181
Actifs détenus à des fins de transaction	404	1 181
Total	\$ 404	\$ 1 181
Passif		
Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction	\$ —	\$ —
Produits dérivés	-60	708
Passifs détenus à des fins de transaction	-60	708
Total	\$ -60	\$ 708
En décembre 2023		
Actif		
Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction	\$ —	\$ —
Produits dérivés	120	1 095
Actifs détenus à des fins de transaction	120	1 095
Total	\$ 120	\$ 1 095
Passif		
Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction	\$ —	\$ —
Produits dérivés	-57	693
Passifs détenus à des fins de transaction	-57	693
Total	\$ -57	\$ 693

(En millions de dollars.)	Produits/(charges) de l'exercice	Produits/(charges) cumulés
En décembre 2024		
Actif		
Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction	\$ —	\$ 133
Produits dérivés	85	378
Actifs détenus à des fins de transaction	85	511
Total	\$ 85	\$ 511
Passif		
Instruments de trésorerie détenus à des fins de transaction	\$ —	\$ 1
Produits dérivés	-40	-51
Passifs détenus à des fins de transaction	-40	-50
Dettes clients et autres	—	-1
Total	\$ -40	\$ -51
En décembre 2023		
Actif		

Instrument de trésorerie détenus à des fins de transaction	\$ —	\$ 133
Produits dérivés	6	293
Actifs détenus à des fins de transaction	6	426
Total	\$ 6	\$ 426
Passif		
Instrument de trésorerie détenus à des fins de transaction	\$ —	\$ 1
Produits dérivés	-25	-10
Passifs détenus à des fins de transaction	-25	-9
Dettes clients et autres	—	-1
Total	\$ -25	\$ -10

VII. — Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

Selon nous, les états financiers de Goldman Sachs International :

- donnent une image fidèle et sincère de la situation financière de la société au 31 décembre 2024 et de ses bénéfices et flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ;
- ont été correctement établis conformément aux normes comptables internationales adoptées par le Royaume-Uni ; et
- ont été établis conformément aux exigences de la loi sur les sociétés de 2006.

Nous avons effectué l'audit des états financiers, inclus dans le rapport annuel, qui comprennent : le bilan au 31 décembre 2024 ; le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ; et les notes annexes aux états financiers, comprenant des informations importantes sur les principes comptables et d'autres informations explicatives.

Notre opinion est cohérente avec notre rapport au Comité d'audit du Conseil de Goldman Sachs International.

Opinion distincte concernant les normes internationales d'information financière adoptées en vertu du règlement (CE) n° 1606/2002 tel qu'elles s'appliquent dans l'Union européenne

Comme expliqué dans la note 2 « Méthode de comptabilité » des états financiers, la société, en plus d'appliquer les normes comptables internationales adoptées au Royaume-Uni, a également appliqué les normes internationales d'information financière adoptées en vertu du règlement (CE) n° 1606/2002, telles qu'applicables dans l'Union européenne.

À notre avis, les comptes annuels ont été établis conformément aux normes internationales d'information financière adoptées en application du règlement (CE) n° 1606/2002 tel qu'appliquable dans l'Union européenne.

Fondement de notre opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes internationales d'audit (UK) (« ISA (UK) »), aux normes internationales d'audit publiées par l'International Auditing and Assurance Standards Board (« ISA ») et à la législation applicable. Les responsabilités qui nous incombent en vertu des Normes ISA (UK) et des Normes ISA sont décrites plus en détail dans la section de notre rapport consacrée aux responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des états financiers. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes restés indépendants de la société conformément aux exigences éthiques pertinentes pour notre audit des états financiers au Royaume-Uni, qui comprennent la Norme éthique du FRC, applicable aux entités d'intérêt public cotées, et le Code international de déontologie des comptables professionnels (y compris les Normes internationales d'indépendance) publié par l'International Ethics Standards Board for Accountants (Code de l'IESBA), et nous avons rempli nos autres responsabilités éthiques conformément à ces exigences.

À notre connaissance, nous déclarons que les services autres que d'audit interdits par la norme d'éthique du FRC ou par l'article 5(1) du règlement (UE) n° 537/2014 n'ont pas été fournis.

Hormis ceux indiqués dans la note 6 « Charges d'exploitation nettes » de l'annexe aux états financiers, nous n'avons fourni aucun service autre que la certification des comptes à la société ou à ses entreprises contrôlées au cours de la période examinée.

Notre approche d'audit

Présentation

Périmètre d'audit

• Nous effectuons un audit complet des états financiers de la société dans son ensemble sous la forme d'une seule composante. La portée de l'audit ainsi que la nature, le calendrier et l'étendue des procédures d'audit ont été déterminés par notre évaluation des risques, l'importance financière des postes des états financiers et des facteurs qualitatifs (y compris l'historique d'anomalies résultant de fraudes ou d'erreurs). En particulier, nous avons examiné les cas où les administrateurs émettaient des jugements subjectifs, par exemple en ce qui concerne les estimations comptables critiques qui impliquaient de formuler des hypothèses et de tenir compte d'événements futurs qui sont intrinsèquement incertains.

Points clés de l'audit

• Évaluation des actifs et passifs financiers détenus à la juste valeur.

Importance relative

• Importance relative globale : 378 millions USD (2023 : 413 millions USD) sur la base d'environ 1 % du total des fonds propres Tier 1.
• Matérialité de la performance : 283 millions USD (2023 : 309 millions USD).

Le périmètre de notre audit

Dans le cadre de l'élaboration de notre audit, nous avons déterminé l'importance relative et évalué les risques d'anomalies significatives dans les états financiers.

Points clés de l'audit

Les points clés de l'audit sont les points qui, selon le jugement professionnel des auditeurs, ont été les plus importants dans l'audit des états financiers de la période en cours et comprennent les risques évalués les plus importants d'anomalies significatives (résultant ou non de fraudes) identifiés par les auditeurs, y compris ceux qui ont eu le plus d'effet sur : la stratégie globale d'audit ; l'allocation des ressources dans l'audit ; et la direction des efforts de l'équipe affectée à la mission. Ces aspects, ainsi que les commentaires que nous formulons sur les résultats de nos procédures, ont été traités dans le cadre de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et dans la formation de notre opinion à ce sujet, et nous ne formulons pas d'opinion distincte sur ces questions.

Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive de tous les risques identifiés par notre audit.

Les points clés de l'audit ci-dessous sont cohérents avec ceux de l'exercice précédent.

Point clé de l'audit

Évaluation des actifs et passifs financiers détenus à la juste valeur

Se reporter à la note 29 « Évaluation de la juste valeur » des états financiers.

Conformément aux méthodes comptables exposées dans la note 3 « Principales méthodes comptables » de l'annexe aux états financiers, la majorité des actifs et passifs financiers sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées dans le produit net. Le total des actifs et passifs financiers à la juste valeur s'élevait respectivement à 898,11 milliards USD et 841,94 milliards USD au 31 décembre 2024. L'audit de l'évaluation des actifs et passifs financiers a nécessité des ressources d'audit importantes et constitue un domaine d'incertitude attachée à l'évaluation et constitue donc un point clé de l'audit.

Les justes valeurs de la quasi-totalité des actifs et passifs financiers de la société évalués à la juste valeur, détaillées dans la note 29 « Évaluation de la juste valeur », sont basées sur des prix et des données d'entrée observables et sont classées aux niveaux 1 et 2 de la hiérarchie des justes valeurs. Les valorisations des instruments financiers dérivés sont calculées par des modèles financiers utilisant différentes données d'entrée.

La société investit également dans des liquidités et des instruments financiers dérivés complexes et moins liquides lorsqu'il n'existe qu'un marché actif limité ou inexistant. Dans ces cas, il existe moins de preuves observables pour étayer les valorisations et, par conséquent, il existe une plus grande incertitude attachée aux estimations. Lorsqu'une ou plusieurs

données d'évaluation ne sont pas observables et significatives, l'instrument financier est classé en niveau 3 dans la hiérarchie de valorisation.

Nous avons procédé à une évaluation des risques des instruments financiers détenus par la société en nous appuyant sur notre expérience du secteur et notre connaissance de l'activité de la société. Nous avons utilisé cette analyse pour identifier les domaines où le jugement est plus important et concentrer nos tests. Nous avons conclu que les risques évalués les plus élevés d'anomalies significatives sont liés à l'évaluation de certains dérivés de crédit, à des opérations complexes de financement de matières premières et à des titres structurés sensibles aux paramètres de corrélation et de volatilité des actions. Au sein des dérivés de crédit, il s'agit notamment de la valorisation d'un portefeuille d'instruments financiers sensibles aux spreads de financement garantis, dont la méthodologie implique un certain nombre d'hypothèses dans l'élaboration de l'estimation de la courbe de financement à terme.

La manière dont notre audit a traité le point clé de l'audit

Nous avons compris et évalué la conception et la mise en œuvre des contrôles clés relatifs à l'évaluation des actifs et passifs financiers. Ces contrôles incluaient :

- une validation des modèles nouveaux et existants par une équipe spécialisée au sein de la filière risques, ainsi que des contrôles d'accès et de gestion des changements sur les modèles utilisés ;
- un processus de vérification des prix effectué par la fonction Contrôle des produits à partir de prix et de données d'entrée de modèles provenant de tiers ; et
- le calcul et l'approbation des ajustements de valeur.

Nous avons testé l'efficacité du fonctionnement de ces contrôles et nous avons déterminé que nous pouvions nous fier à ces contrôles aux fins de notre audit. En outre, nous avons effectué les tests de validation décrits ci-dessous.

Nous avons testé la valorisation d'un échantillon d'instruments de trésorerie par rapport à des sources tierces. Nous avons fait appel à des évaluateurs internes en évaluation pour réévaluer un échantillon d'instruments financiers dérivés et au comptant, y compris des instruments de niveau 3, à l'aide de modèles et de données d'entrée indépendants dans la mesure disponible.

Dans le cas d'un portefeuille de dérivés de crédit de niveau 3, nous avons fait appel à nos évaluateurs internes pour :

- évaluer le caractère approprié de la juste valeur en identifiant des écarts de financement garantis alternatifs potentiels à l'aide de sources externes et en évaluant la différence de valorisation ;
- tester un échantillon des données d'évaluation fournies par la direction à des sources externes ; et
- réévaluer toutes les positions significatives, à la fois individuellement et globalement, en utilisant nos propres modèles et, dans la mesure du possible, des données indépendantes. Lorsque nous avons utilisé les données d'entrée de la direction pour réévaluer les instruments, nous avons apprécié le caractère raisonnable des données utilisées.

En outre, nous avons réévalué un échantillon étendu de titres structurés sensibles aux paramètres de corrélation et de volatilité des actions, ainsi que des opérations complexes de financement de matières premières, en utilisant nos propres modèles et, dans la mesure du possible, des données indépendantes. Pour les échantillons pour lesquels nous avons utilisé les données de la direction pour réévaluer les instruments, nous avons évalué le caractère raisonnable des données utilisées.

Nous avons évalué la méthodologie et les hypothèses sous-jacentes utilisées pour déterminer les ajustements de valeur. Nous avons testé un échantillon d'ajustements de valeur à la fin de la période.

Nous avons lu et évalué les informations fournies dans la Note 29 « Évaluation de la juste valeur » concernant les données non observables significatives et la hiérarchie des justes valeurs.

Comment nous avons adapté le périmètre d'audit

Nous avons adapté le périmètre de notre audit pour nous assurer que nous avons travaillé suffisamment pour être en mesure de donner une opinion sur les états financiers dans leur ensemble, en tenant compte de la structure de la société, des processus et contrôles comptables et du secteur dans lequel elle opère.

La société fournit des services financiers à des clients dans le monde entier. La société exploite également un certain nombre de succursales en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique afin de fournir des services financiers aux clients de ces régions. Nous considérons la société et ses succursales comme une seule composante d'audit. Les traders basés à l'étranger concluent des transactions pour le compte de la société. Dans ces circonstances, certains contrôles internes relatifs à l'information financière sont mis en œuvre dans ces lieux. En outre, il existe un certain nombre de fonctions centralisées exploitées par la société mère ultime, The Goldman Sachs Group, Inc. (« Group Inc. »), aux États-Unis ou dans des bureaux du groupe situés dans d'autres sites qui sont pertinents pour l'audit de la société. Nous avons déterminé l'étendue des travaux requis dans chacun de ces sites et donné des instructions aux entreprises du réseau PwC. Nous avons eu des échanges réguliers avec les cabinets responsables des travaux tout au long de l'audit. Il s'agissait notamment de rendre visite à certaines entreprises du réseau PwC à l'étranger, d'examiner les documents de travail clés et de discuter

et de remettre en question les résultats des travaux dans les domaines à plus haut risque de l'audit. Nous avons conclu que les diligences mises en œuvre en notre nom étaient suffisantes pour l'émission de notre opinion.

L'impact du risque climatique sur notre audit

Dans le cadre de notre audit, nous avons interrogé la direction pour comprendre l'ampleur de l'impact potentiel du risque climatique sur les états financiers de la société, et nous sommes restés vigilants lors de l'exécution de nos procédures d'audit pour tout indicateur de l'impact du risque climatique. Nos procédures n'ont pas identifié d'impact significatif du risque climatique sur les comptes de la société.

Importance relative

Le périmètre de notre audit a été influencé par notre application de l'importance relative. Nous avons fixé certains seuils quantitatifs d'importance relative. Ces éléments, ainsi que des considérations qualitatives, nous ont aidés à déterminer le périmètre de notre audit ainsi que la nature, le calendrier et l'étendue de nos procédures d'audit sur les postes et informations des états financiers individuels, et à évaluer l'incidence des anomalies, tant individuellement qu'en cumulé, sur les états financiers pris dans leur ensemble.

Sur la base de notre jugement professionnel, nous avons déterminé les niveaux d'importance relative applicable à l'ensemble des états financiers comme suit :

Importance relative globale au niveau de la société : 378 millions USD (2023 : 413 millions USD).

Comment nous l'avons déterminée : Environ 1 % du total des fonds propres Tier 1.

Justification de l'application de l'indice de référence : La société est une filiale à 100 % de Group Inc. Nous considérons que les principaux utilisateurs des états financiers sont le Group Inc., les régulateurs et les contreparties de marché, qui se concentrent sur la question de savoir si la société dispose de ressources en capital suffisantes pour satisfaire aux exigences réglementaires minimales, s'acquitter de ses futures obligations sur le marché et absorber les éventuelles pertes futures. L'importance relative globale s'élève à 378 millions USD, soit environ 1 % du total des fonds propres Tier 1.

Nous utilisons la matérialité de la performance pour réduire à un niveau suffisamment faible la probabilité que le cumul des anomalies non corrigées et non détectées dépasse la matérialité globale. Plus précisément, nous utilisons l'importance relative des résultats pour déterminer le périmètre de notre audit ainsi que la nature et l'étendue de nos tests sur les soldes de comptes, les flux d'opérations et les informations fournies, par exemple pour déterminer la taille des échantillons. L'importance relative de nos résultats était de 75 % (2023 : 75 %) de l'importance relative globale, soit 283 millions USD (2023 : 309 millions USD) pour les états financiers de la Société.

Pour déterminer l'importance relative des résultats, nous avons tenu compte d'un certain nombre de facteurs - l'historique des anomalies, l'évaluation des risques et le risque d'agrégation et l'efficacité des contrôles - et avons conclu qu'un montant se situant dans le haut de notre fourchette normale était approprié.

Nous avons convenu avec le Comité d'audit du Conseil de Goldman Sachs International de lui signaler les anomalies identifiées lors de notre audit qui seraient supérieures à 38 millions USD (2023 : 41 millions USD) ainsi que les anomalies inférieures à ce montant qui, selon nous, justifiaient un signalement pour des raisons qualitatives.

Conclusions relatives à la continuité d'exploitation

Afin d'évaluer la pertinence du choix des administrateurs de continuer à adopter le principe comptable de la continuité d'exploitation pour la société, nous avons :

- procédé à une évaluation des risques afin d'identifier les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur le principe comptable de continuité de l'exploitation ;
- évalué la situation financière actuelle et les prévisions financières de la société, y compris la justification des ressources financières dont la société dispose à la date de clôture ;
- appréhendé et évalué la situation actuelle du capital et de la liquidité de la société et examiné les résultats des tests de résistance effectués par la direction de la liquidité et du capital réglementaire, y compris en tenant compte de la gravité des scénarios de crise utilisés ;
- considéré les résultats des procédures mises en œuvre par l'auditeur du groupe pour étayer l'évaluation de la continuité d'exploitation de Group Inc., ainsi que de ses filiales consolidées ; et
- évalué l'adéquation des informations fournies dans les états financiers par rapport à la continuité de l'exploitation.

Sur la base des travaux que nous avons effectués, nous n'avons pas identifié d'incertitudes significatives relatives à des événements ou à des conditions qui, individuellement ou collectivement, pourraient remettre significativement en cause la

capacité de la société à poursuivre son exploitation pendant une période d'au moins douze mois à compter de la date à laquelle la publication des états financiers est autorisée.

Lors de l'audit des états financiers, nous avons conclu que l'utilisation par les administrateurs du principe de continuité de l'exploitation pour la préparation des états financiers était appropriée.

Toutefois, dans la mesure où tous les événements ou conditions futurs ne sont pas prévisibles, cette conclusion ne constitue pas une garantie quant à la capacité de la société à poursuivre son exploitation.

Nos responsabilités et celles des administrateurs en matière de continuité d'exploitation sont décrites dans les sections correspondantes du présent rapport.

Communication d'autres informations

Les autres informations sont notamment toutes les informations figurant dans les documents du Rapport annuel autres que les états financiers et notre rapport d'audit y afférent. Les administrateurs sont responsables des autres informations. Notre opinion sur les états financiers ne couvre pas les autres informations et, par conséquent, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit ni, sauf indication contraire explicite dans le présent rapport, aucune forme d'assurance à leur égard.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre responsabilité est de lire les autres informations et, ce faisant, d'apprécier si celles-ci sont substantiellement incohérentes avec les états financiers ou les connaissances que nous avons acquises dans le cadre de l'audit, ou si elles semblent de quelque autre façon comporter des inexactitudes significatives. Si nous identifions une incohérence ou une anomalie significative apparente, nous sommes tenus de mettre en œuvre des procédures pour déterminer s'il existe une anomalie significative dans les états financiers ou une anomalie significative dans les autres informations. Dans le cas où, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous concluons qu'il existe une inexactitude significative de ces autres informations, nous serions tenus de le signaler. Nous n'avons rien à signaler au titre de cette obligation.

En ce qui concerne le Rapport stratégique et le Rapport des administrateurs, nous avons également examiné si les informations requises par la loi britannique sur les sociétés de 2006 (UK Companies Act 2006) y figuraient.

Sur la base des travaux que nous avons menés au cours de l'audit, la loi sur les sociétés de 2006 nous impose également de rendre compte de certaines opinions et questions telles que décrites ci-dessous.

Rapport stratégique et rapport des administrateurs

À notre avis, sur la base des travaux entrepris au cours de l'audit, les informations données dans le Rapport stratégique et le Rapport du Conseil pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 sont cohérentes avec les états financiers et ont été présentées conformément aux exigences légales applicables.

À la lumière des connaissances et de la compréhension de la société et de son environnement acquises au cours de l'audit, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives dans le rapport stratégique et le rapport du conseil d'administration.

Responsabilités au titre des comptes annuels et de l'audit

Responsabilités des administrateurs au titre des états financiers

Comme expliqué plus en détail dans la Déclaration des responsabilités des administrateurs eu égard aux états financiers, il incombe aux administrateurs d'établir des états financiers conformément au cadre applicable et de s'assurer qu'ils donnent une image fidèle et sincère. Les administrateurs sont également responsables du contrôle interne qu'ils estiment nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers, il incombe aux administrateurs d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de divulguer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'utiliser le principe comptable de la continuité d'exploitation, sauf si les administrateurs ont l'intention de liquider la Société ou de cesser ses activités, ou n'ont pas d'autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux administrateurs de présenter des états financiers conformément aux exigences du règlement délégué 2019/815 sur le format électronique unique européen (règlement ESEF).

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de rendre un rapport d'audit exposant notre opinion. Une assurance raisonnable signifie un niveau élevé d'assurance, mais cela ne garantit pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA (UK) et aux normes ISA détectera toujours une anomalie significative lorsqu'elle existe. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives si, individuellement

ou globalement, il peut raisonnablement être estimé qu'elles influencent les décisions économiques des utilisateurs prises sur la base de ces états financiers.

Les irrégularités, y compris la fraude, sont les cas de non-respect des lois et règlements. Nous concevons des procédures conformes à nos responsabilités, décrites ci-dessus, afin de détecter les anomalies significatives relatives à des irrégularités, y compris la fraude. La mesure dans laquelle nos procédures sont capables de détecter des irrégularités, y compris des fraudes, est détaillée ci-dessous.

Sur la base de notre compréhension de la société et du secteur, nous avons identifié que les principaux risques de non-conformité aux lois et réglementations se rapportaient aux règles de la Financial Conduct Authority (« FCA ») et de la Prudential Regulation Authority (« PRA »), et nous avons examiné dans quelle mesure la non-conformité pourrait avoir un impact significatif sur les états financiers. Nous avons également pris en compte les lois et réglementations qui ont un impact direct sur les états financiers, telles que la loi sur les sociétés de 2006 et la législation fiscale sur les sociétés. Nous avons évalué les incitations et les possibilités de manipulation frauduleuse des états financiers par la direction (y compris le risque de contournement des contrôles), et nous avons déterminé que les principaux risques étaient liés au passage d'écritures comptables inappropriées et au parti pris de la direction dans les estimations comptables, y compris ceux liés à la valorisation des instruments financiers détenus à la juste valeur. Les procédures d'audit mises en œuvre par l'équipe affectée à la mission consistaient notamment à :

- discuter avec la direction, y compris la fonction Audit interne, et les responsables de la gouvernance d'entreprise concernant des cas avérés ou présumés de non-conformité aux lois et règlements et de fraude ;
- évaluer et tester l'efficacité du fonctionnement des contrôles mis en place par la direction pour prévenir et détecter les fraudes en matière d'information financière ;
- évaluer les questions signalées sur la ligne d'alerte de la société et les résultats de l'enquête de la direction sur ces questions ;
- examiner les correspondances clés avec les autorités réglementaires (la FCA et la PRA) ;
- identifier et tester certaines écritures comptables, en particulier les écritures comptables passées par la direction générale, les responsables de comptes, des collaborateurs de certains services (y compris le front office), et les combinaisons de comptes inhabituelles avec un crédit sur les revenus nets ;
- remettre en question les hypothèses et les jugements formulés par la direction dans ses estimations comptables critiques, en particulier en ce qui concerne l'évaluation des actifs et passifs financiers détenus à la juste valeur ; et
- intégrer l'imprévisibilité dans la nature, le calendrier et/ou l'étendue de nos tests.

Il existe des limites inhérentes aux procédures d'audit décrites ci-dessus. Nous sommes moins susceptibles de prendre connaissance de cas de non-respect des lois et réglementations qui ne sont pas étroitement liés à des événements et transactions reflétés dans les états financiers. Par ailleurs, le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer une dissimulation délibérée, par exemple par la falsification ou des déclarations inexactes intentionnelles, ou par la collusion.

Nos tests d'audit peuvent notamment consister à tester des populations complètes de transactions et soldes spécifiques, éventuellement à l'aide de techniques d'audit des données. Cependant, il s'agit généralement de sélectionner un échantillon limité d'éléments à tester, plutôt que de tester des populations complètes. Nous chercherons souvent à cibler des éléments particuliers à tester en fonction de leur taille ou de leurs caractéristiques de risque. Dans les autres cas, nous utiliserons des sondages d'audit pour nous permettre de tirer une conclusion sur la population à partir de laquelle l'échantillon est sélectionné.

Une description plus détaillée de nos responsabilités en matière d'audit des états financiers conformément aux normes ISA (UK) est disponible sur le site Internet du FRC à l'adresse suivante : www.frc.org.uk/auditorsresponsibilities. Cette description fait partie intégrante de notre rapport d'audit.

Il nous appartient également d'évaluer si les états financiers ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux exigences énoncées dans le règlement ESEF.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre, nous :

- identifions et évaluons les risques d'anomalies significatives dans les comptes annuels, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit adaptées à ces risques, et obtenons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions intentionnelles, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- acquérons une compréhension du contrôle interne pertinente pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société.
- évaluons le caractère approprié des méthodes comptables utilisées et le caractère raisonnable des estimations comptables et des informations connexes fournies par le directeur.

- déterminons le caractère approprié de l'application par la direction du principe comptable de la continuité d'exploitation et, sur la base des éléments probants collectés, l'existence d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention dans notre rapport d'audit sur les informations fournies à ce sujet dans les comptes ou, si ces informations sont insuffisantes, de modifier notre opinion. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Toutefois, des circonstances ou événements ultérieurs pourraient amener le Groupe à cesser son activité.
- évaluons la présentation générale, la structure et le contenu des comptes annuels, y compris les informations à fournir, et apprécions si les comptes annuels font apparaître les opérations et les événements sous-jacents de manière à obtenir une présentation fidèle.
- recueillons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités ou des activités au sein de la société pour exprimer une opinion sur les états financiers. Il nous appartient de conduire, superviser et effectuer l'audit de la société. Nous restons les seuls responsables de notre opinion d'audit.

Nous communiquons avec les responsables de la gouvernance d'entreprise en ce qui concerne, entre autres, la portée et le calendrier prévus de l'audit et les constatations importantes de l'audit, y compris toute lacune importante du contrôle interne que nous identifierions au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance d'entreprise une déclaration attestant que nous nous sommes conformés aux exigences éthiques pertinentes en matière d'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et autres questions qui peuvent raisonnablement être considérées comme ayant une incidence sur notre indépendance, et, le cas échéant, les mesures prises pour éliminer les menaces ou les mesures de sauvegarde appliquées. À partir des questions communiquées aux responsables de la gouvernance d'entreprise, nous déterminons celles qui ont été les plus importantes pour l'audit des états financiers de la période en cours et qui constituent par conséquent les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport d'audit, à moins que la loi ou la réglementation n'empêche la divulgation publique de la question ou lorsque, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons qu'une question ne devrait pas être communiquée dans notre rapport parce que les conséquences négatives d'une telle communication pourraient raisonnablement l'emporter sur les avantages d'une telle communication pour l'intérêt public.

Utilisation de ce rapport

Le présent rapport, y compris les opinions, a été rédigé uniquement à l'intention des membres de la société en tant qu'organe conformément au chapitre 3 de la partie 16 de la loi sur les sociétés de 2006 et à aucune autre fin. En donnant ces opinions, nous n'acceptons ni n'assumons aucune responsabilité à toute autre fin ou vis-à-vis de toute autre personne à qui ce rapport serait présenté ou dans les mains de laquelle il pourrait tomber, sauf accord exprès de notre consentement écrit préalable.

Autres signalements requis

Signalement par exception selon le Companies Act 2006

En vertu de la loi sur les sociétés de 2006, nous sommes tenus de vous signaler si, à notre avis :

- nous n'avons pas obtenu toutes les informations et explications dont nous avons besoin pour notre audit ; ou
- la société n'a pas tenu de livres comptables adéquats ou si nous n'avons pas reçu des succursales dans lesquelles nous ne nous sommes pas rendus des réponses adéquates pour notre audit ; ou
- certaines informations sur la rémunération des administrateurs prévues par la loi n'ont pas été communiquées ; ou
- les états financiers ne concordent pas avec les documents comptables et les déclarations.

Nous n'avons pas d'exception à signaler au titre de cette obligation.

Rapport sur les autres exigences légales et réglementaires

Nous avons vérifié la conformité des états financiers de la société au 31 décembre 2024 avec les exigences légales pertinentes énoncées dans le règlement ESEF qui sont applicables aux états financiers. C'est-à-dire, pour la société :

- Les états financiers sont établis dans un format xHTML valide.

À notre avis, les états financiers de la société au 31 décembre 2024, identifiés comme `gsinternational-12-31-24-financial-statements.xhtml`, ont été établis, à tous égards importants, conformément aux exigences énoncées dans le règlement ESEF.

Nomination

Suite à la recommandation du Comité d'audit du Conseil de Goldman Sachs International, nous avons été nommés par les administrateurs le 22 septembre 1988 pour auditer les états financiers de l'exercice clos le 24 novembre 1989 et des exercices suivants. La période d'engagement total ininterrompu est de 36 ans, couvrant les exercices clos du 24 novembre 1989 au 31 décembre 2024.

Goldman Sachs International n'est pas une entité d'intérêt public britannique et, à ce titre, la rotation obligatoire des firmes d'audit ne s'applique pas.

Autres questions

Dans le cas où la version anglaise du présent rapport et une traduction de celui-ci dans une langue autre que l'anglais diffèreraient, la version anglaise prévaudra.

[signature illisible]

Nick Morrison (Commissaire aux comptes senior) au nom et pour le compte de PricewaterhouseCoopers LLP Experts-comptables et commissaires aux comptes

Londres

21 mars 2025

VIII. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public à l'adresse de la succursale au 85 Avenue Marceau 75116 PARIS.